



CHAPITRE 67

Loi concernant le regroupement et la
gestion des commissions scolaires

[Sanctionnée le 10 juillet 1971]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Établissement de municipalités scolaires.

1. Les municipalités scolaires décrites aux annexes A et B sont établies à compter du 1^{er} juillet 1972 par le maintien, la fusion, l'érection, l'annexion ou la modification de municipalités scolaires et de territoires non organisés, de la façon qui y est indiquée, sous réserve des changements qui peuvent être apportés subséquemment aux limites de ces municipalités conformément à la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235) telle que modifiée par la présente loi.

Commission régionale constituée.

2. Il est constitué, à compter du 1^{er} juillet 1972, une commission régionale nouvelle dont le nom et la composition sont décrits au paragraphe 2^o de l'annexe B et qui est régie par la Loi de l'instruction publique telle que modifiée par la présente loi.

Commissions scolaires membres d'une commission régionale.

3. Les commissions scolaires ayant juridiction sur les municipalités scolaires établies suivant l'article 1 sont, à compter du 1^{er} juillet 1972, membres d'une commission régionale existante ou de la commission régionale constituée par l'article 2, de la façon indiquée aux annexes A et B et sous le nom qui y est prévu, à moins qu'il n'y soit autrement pourvu et sous réserve des changements qui peuvent être apportés subséquemment au nom de ces

CHAPTER 67

An Act respecting the regrouping and
management of school boards

[Assented to 10th July 1971]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. The school municipalities described in Schedules A and B shall be established from the 1st of July 1972 through the maintenance, union, erection, annexation or change of school municipalities and non-organized territories, in the manner indicated therein, subject to alterations which may subsequently be made in the boundaries of such municipalities in accordance with the Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235) as amended by this act.

Establishment of school municipalities.

2. From the 1st of July 1972, a new regional board the name and composition of which are indicated in paragraph 2 of Schedule B is constituted and shall be governed by the Education Act as amended by this act.

Regional board constituted.

3. From the 1st of July 1972, the school boards having jurisdiction over the school municipalities established in accordance with section 1 shall be members of an existing regional board or of the regional board constituted by section 2, in the manner indicated in Schedules A and B and under the name contemplated therein, unless otherwise provided and subject to changes which may be made subsequently on behalf of such school boards in accor-

School boards members of regional boards.

commissions scolaires conformément à la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235) telle que modifiée par la présente loi.

Corporations de syndics. Ces commissions régionales comprennent aussi, à cette date, les corporations de syndics indiquées aux annexes A et B.

S.R., c. 235, a. 1, mod. 4. L'article 1 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235) est modifié en ajoutant à la fin l'alinéa suivant:

Domicile. « Le domicile d'une personne au sens de la présente loi est au même lieu qu'en vertu du Code civil pour l'exercice de ses droits civils. »

S.R., c. 235, a. 1a, aj. 5. Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 1, le suivant:

Modifications à des lois spéciales. « 1a. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre et sur requête d'une commission scolaire régie en totalité ou en partie par une loi spéciale, décréter que les dispositions de cette loi spéciale sont remplacées, en totalité ou en partie, par celles de la présente loi ou retrancher de cette loi spéciale toute disposition pour laquelle aucune disposition correspondante n'existe dans la présente loi. Ces modifications ont la même valeur et le même effet que si elles étaient faites par une loi.

Avis préalable. Cette requête ne peut être présentée au lieutenant-gouverneur en conseil à moins qu'un avis en résumant l'objet n'ait été publié au moins un mois auparavant dans la *Gazette officielle du Québec*; dans le même délai, un avis public doit être donné conformément aux articles 300 et suivants.

Publication, etc. Le ministre fait publier l'arrêté en conseil dans la *Gazette officielle du Québec* avec un avis indiquant la date de son entrée en vigueur. L'éditeur officiel du Québec doit insérer dans le recueil des lois de chaque année une table indiquant la date de l'entrée en vigueur des arrêtés adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu du présent article et les dispositions législatives qu'ils abrogent. »

S.R., c. 235, a. 4, mod. 6. L'article 4 de ladite loi est modifié en remplaçant la dernière ligne par les

dance with the Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235) as amended by this act.

On such date, such regional boards shall also include the corporations of trustees indicated in Schedules A and B.

4. Section 1 of the Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235) is amended by adding at the end the following paragraph:

Domicile. "The domicile of a person within the meaning of this act is at the same place as under the Civil Code for the exercise of his civil rights."

5. The said act is amended by adding after section 1 the following:

Amendment to special acts. "1a. The Lieutenant-Governor in Council may, on the recommendation of the Minister and upon the petition of a school board governed in whole or in part by a special act, order that the provisions of such special act be replaced in whole or in part by those of this act, or strike from such special act any provision for which this act contains no corresponding provision. Such changes shall have the same force and effect as if made by statute.

Prior notice. Such petition cannot be submitted to the Lieutenant-Governor in Council unless a notice summarizing its object has been published at least one month beforehand in the *Québec Official Gazette*; a public notice must be given within the same delay in accordance with sections 300 and following.

Publication, etc. The Minister shall cause the order in council to be published in the *Québec Official Gazette* with a notice stating the date of its coming into force. The Québec Official Publisher shall insert in the volume of the statutes for each year a table giving the date of the coming into force of the orders passed by the Lieutenant-Governor in Council under this section and the legislative provisions that they repeal."

6. Section 4 of the said act is amended by replacing the last line by the words

mots suivants: « prêté le serment ou fait l'affirmation solennelle conformément à la formule 29. »

S.R., c.
235, a. 6,
mod.

7. L'article 6 de ladite loi est modifié en insérant, dans la cinquième ligne, après le mot « membres », les mots « habiles à voter ».

Id., a. 11,
mod.

8. L'article 11 de ladite loi est modifié en ajoutant à la fin l'alinéa suivant:

Entrée en
vigueur.

« Tout arrêté en conseil adopté en vertu du présent article entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée. »

S.R., c.
235, a. 13,
mod.

9. L'article 13 de ladite loi est modifié en ajoutant à la fin l'alinéa suivant:

Nomina-
tion d'ad-
ministra-
teur.

« Lorsqu'une enquête porte sur quelque matière se rapportant à l'administration ou au fonctionnement d'une commission scolaire ou d'une commission régionale, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner que les pouvoirs d'une telle commission scolaire ou d'une telle commission régionale soient suspendus et nommer un administrateur qui les exerce jusqu'à la date qu'il indique. »

S.R., c.
235, a. 16,
mod.

10. L'article 16 de ladite loi, modifié par l'article 1 du chapitre 67 des lois de 1969, est de nouveau modifié:

a) en ajoutant à la fin du paragraphe 1° les mots suivants:

« ainsi que pour l'organisation et l'administration des commissions scolaires et des commissions régionales; »;

b) en remplaçant le paragraphe 4° par le suivant:

« 4° Pour déterminer la composition des comités visés à l'article 66 ainsi que les modalités de mise en place, de fonctionnement et de financement de ces comités et des comités visés à l'article 68; »;

c) en remplaçant le paragraphe 6° par le suivant:

« 6° Pour la détermination du calendrier scolaire des élèves; »;

d) en ajoutant à la fin l'alinéa suivant:

"he has taken the oath or made the solemn affirmation in accordance with Form 29."

7. Section 6 of the said act is amended by inserting after the word "thereof" in the fifth line the words "qualified to vote".

8. Section 11 of the said act is amended by adding at the end the following paragraph:

"Every order in council passed under this section shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* or on any later date fixed therein."

9. Section 13 of the said act is amended by adding at the end the following paragraph:

"When an inquiry deals with any matter relating to the administration or operation of a school board or regional board, the Lieutenant-Governor in Council may order that the powers of such school board or regional board be suspended and appoint an administrator who shall exercise them until the date he indicates."

10. Section 16 of the said act, amended by section 1 of chapter 67 of the statutes of 1969, is again amended:

(a) by adding at the end of paragraph 1 the following words:

"and for the organization and administration of school boards and regional boards;";

(b) by replacing paragraph 4 by the following:

"(4) For determining the composition of the committees contemplated in section 66 and the terms and conditions for the establishment, operation and financing of such committees and of the committees contemplated in section 68;";

(c) by replacing paragraph 6 by the following:

"(6) For determining a school calendar for the pupils;";

(d) by adding at the end the following paragraph:

Entrée en
vigueur.

« Tout règlement adopté en vertu du présent article est publié dans la *Gazette officielle du Québec*; il entre en vigueur à la date de sa publication ou à toute date ultérieure qui y est fixée. »

“Every regulation made under this section shall be published in the *Québec Official Gazette*; it shall come into force on the date of its publication or on any later date fixed therein.”

S.R., c.
235, titre
de partie
3, mod.

11. Le titre de la troisième partie de ladite loi, qui précède l'article 43 de cette loi, est modifié en retranchant les mots « ET DES ARRONDISSEMENTS ».

11. The title of Part III of the said act, preceding section 43 of such act, is amended by striking out the words “AND DISTRICTS”.

Id., titre
de sec. 1
de part. 3,
rempl.

12. Le titre de la section 1 de la troisième partie de ladite loi, qui précède l'article 43, est remplacé par le suivant :

12. The title of Division 1 of Part III of the said act, preceding section 43, is replaced by the following :

« DES MUNICIPALITÉS SCOLAIRES, QUARTIERS ET COMITÉS D'ÉCOLE ET DE PARENTS ».

“SCHOOL MUNICIPALITIES, WARDS AND SCHOOL AND PARENTS' COMMITTEES”.

Id., a. 49,
mod.

13. L'article 49 de ladite loi est modifié en ajoutant, à la fin, les alinéas suivants :

13. Section 49 of the said act is amended by adding at the end the following paragraphs :

Choix
d'inscrire
les enfants
dans com-
mission
catholique
ou pro-
testante.

« Dans un tel cas, une personne autre que catholique ou protestante, qui n'est pas visée aux articles 574 et suivants et domiciliée ou contribuable dans un territoire commun à une municipalité scolaire pour les catholiques et à une municipalité scolaire pour les protestants peut inscrire ses enfants aux écoles de l'une ou de l'autre commission scolaire, à son choix, laquelle est tenue de les admettre, et elle doit, si elle est contribuable, verser ses cotisations scolaires à la commission scolaire où sont inscrits ses enfants; son droit de voter et d'être, le cas échéant, élue commissaire doivent également s'exercer au bénéfice de la commission scolaire où sont inscrits ses enfants.

“In such a case, a person other than a Catholic or a Protestant who is not contemplated in sections 574 and following and domiciled or a ratepayer in a territory common to a school municipality for Catholics and a school municipality for Protestants may enrol his children in the schools of either school board, at his option, which is bound to accept them, and he must, if he is a ratepayer, pay his school assessments to the school board where his children are enrolled; his right to vote and, if such be the case, to be elected commissioner shall also be exercised for the benefit of the school board where his children are enrolled.

Droit de
vote, etc.

Si une telle personne n'a pas d'enfant, elle peut voter ou, le cas échéant, être élue commissaire à l'une ou l'autre des commissions scolaires, à son choix, et elle doit, si elle est contribuable, verser ses cotisations scolaires à la commission scolaire en faveur de laquelle elle a fait ce choix.

If such person has no children, he may vote or, if such be the case, be elected commissioner to either school board, at his option, and he must, if he is a ratepayer, pay his school assessments to the school board for which he has opted.

Délai
pour faire
un choix.

Un tel choix relatif au versement des cotisations scolaires et au droit de voter et d'être élu commissaire, doit, pour être valable aux fins d'une année scolaire, avoir été fait avant le 1^{er} avril de l'année scolaire précédente et avoir été transmis avant cette date à chaque commission scolaire intéressée, laquelle doit sans délai en informer la commission régionale dont

To be valid for a school year, such option respecting the payment of school assessments and the right to vote and to be elected a commissioner, must be made before the 1st of April in the preceding school year and be sent before such date to each school board concerned, which must forthwith inform the regional board of which such board is a member; such an

cette commission scolaire est membre; un tel choix reste en vigueur tant qu'il n'est pas modifié de la même façon aux fins d'une autre année scolaire.

Disposition applicable.

À défaut d'un tel choix, l'article 423 s'applique *mutatis mutandis* pour le paiement des cotisations scolaires.

Choix valide pour commission régionale.

Tout choix effectué en faveur d'une commission scolaire membre d'une commission régionale vaut pour cette commission régionale et a *mutatis mutandis* les mêmes effets pour celle-ci; toute personne visée au deuxième alinéa et qui a des enfants sous la juridiction d'une commission régionale doit les inscrire aux écoles de la commission régionale qui comprend la commission scolaire en faveur de laquelle elle a effectué un choix. »

S.R., c. 235, a. 51, mod.

14. L'article 51 de ladite loi est modifié en ajoutant, à la fin du troisième alinéa, ce qui suit: « à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil n'ait fixé une date ultérieure ».

Id., a. 54, mod.

15. L'article 54 de ladite loi est modifié en insérant, dans la troisième ligne, après le mot « fusion », les mots « ou à la date fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil ».

Id., a. 54a, remp.

16. L'article 54a de ladite loi, édicté par l'article 1 du chapitre 67 des lois de 1965 (1^{re} session), est remplacé par le suivant:

Passif d'une commission partie à une fusion.

« **54a.** Pour toute municipalité scolaire formée par une fusion ayant pris effet depuis le premier juin 1968 ou toute municipalité scolaire agrandie par une annexion ayant pris effet depuis la même date, le ministre peut requérir la nouvelle commission scolaire ou la commission scolaire annexante, selon le cas, d'indiquer la part du passif d'une commission scolaire partie à une fusion ou à une annexion qui demeure à la charge exclusive de son territoire, déduction faite de tout actif à son crédit.

Engagements contractuels.

La même disposition s'applique aux engagements contractuels pour lesquels la commission scolaire partie à une fusion ou à une annexion n'a pas pourvu à l'appropriation des deniers nécessaires

option shall remain effective until changed in the same manner for another school year.

Failing such option, section 423 shall apply *mutatis mutandis* to payment of school assessments. ^{Provision to apply.}

Every option for a school board which is a member of a regional board shall be valid for such regional board and shall have *mutatis mutandis* the same effect for such board; every person contemplated in the second paragraph who has children under the jurisdiction of a regional board must enrol them in the schools of the regional board which includes the school board for which he has opted." ^{Option valid for regional board.}

14. Section 51 of the said act is amended by adding at the end of the third paragraph the following: "unless the Lieutenant-Governor in Council has fixed a later date". ^{R.S., c. 235, s. 51, am.}

15. Section 54 of the said act is amended by inserting after the word "union" in the third line the words "or on a date fixed by the Lieutenant-Governor in Council". ^{Id., s. 54, am.}

16. Section 54a of the said act, enacted by section 1 of chapter 67 of the statutes of 1965 (1st session), is replaced by the following: ^{Id., s. 54a, replaced.}

« **54a.** For any school municipality formed by a union which has taken effect since the first of June 1968 or any school municipality enlarged by an annexation which has taken effect since that date, the Minister may require the new school board or the annexing school board, as the case may be, to indicate the share of the liabilities of a school board party to a union or annexation which remains exclusively at the charge of its territory, after deducting any assets to its credit. ^{Liabilities of school board party to union, etc.}

The same provision shall apply to the contractual commitments for which the school board party to a union or an annexation has not provided an appropriation of moneys required to pay the cost thereof ^{Contractual commitments.}

pour en payer le coût avant sa fusion ou annexion. before its union or annexation.

Taxe
spéciale
addition-
nelle.

La nouvelle commission scolaire ou la commission scolaire annexante, selon le cas, doit alors imposer et percevoir sur le territoire ou les territoires affectés à cette obligation ou dette une taxe spéciale additionnelle en sus de la taxe scolaire pour le terme et aux conditions approuvés ou déterminés par le ministre.

Imposi-
tion et
recou-
vrement.

Cette taxe spéciale additionnelle est imposée et recouvrée en même temps, de la même manière et avec les mêmes droits et privilèges que la taxe scolaire. »

The new school board or the annexing school board, as the case may be, shall then impose and collect in the territory or territories affected by such obligation or debt an additional special tax over and above the school tax, for the term and on the conditions approved or determined by the Minister.

Additional
special
tax.

Such additional special tax shall be imposed and recovered at the same time, in the same manner and with the same rights and privileges as the school tax. »

Idem.

S.R., c.
235, aa.
57-63, ab.

17. Les articles 57 à 63 de ladite loi sont abrogés.

17. Sections 57 to 63 of the said act are repealed.

R.S., c.
235, ss.
57-63,
repealed.

Id., aa.
64-70,
remp.

18. Ladite loi est modifiée en remplaçant le paragraphe 2 de la section I de la troisième partie, comprenant les articles 64 à 70, par ce qui suit :

18. The said act is amended by replacing subdivision 2 of Division I of Part III, comprising sections 64 to 70, by the following :

Id., ss.
64-70,
replaced.

« § 2.—Des quartiers scolaires

“§ 2.—School wards

Division
en
quartiers.

« **64.** Les commissaires ou syndics d'écoles doivent, tous les trois ans, par résolution adoptée avant le 1^{er} mars, diviser pour fins d'élections leur municipalité scolaire en quartiers et assigner un nom ou un numéro à chaque quartier, de la façon suivante :

a) pour l'élection des commissaires d'écoles, le nombre de quartiers est déterminé selon le nombre d'enfants sous leur juridiction âgés de 5 à 12 ans d'après le dernier recensement scolaire; il varie de 9 à 19 selon le tableau suivant :

“**64.** The school commissioners or trustees shall, every three years, by a resolution passed before the 1st of March, divide their school municipality into wards for election purposes and assign a name or number to each ward, in the following manner :

Division
into
wards.

(a) for the election of school commissioners, the number of wards shall be determined according to the number of children under their jurisdiction from 5 to 12 years of age according to the last school census; it shall vary from 9 to 19 according to the following table :

<i>Nombre d'enfants</i>	<i>Nombre de quartiers</i>	<i>Number of children</i>	<i>Number of wards</i>
moins de 2,000	9	less than 2000	9
2,001 à 3,000	11	2001 to 3000	11
3,001 à 4,000	13	3001 to 4000	13
4,001 à 5,000	15	4001 to 5000	15
5,001 à 6,000	17	5001 to 6000	17
6,001 et plus	19	6001 and more	19

Diminu-
tion du
nombre.

Le nombre de quartiers ainsi déterminé ne peut cependant être diminué par suite d'une diminution dans le nombre d'enfants.

The number of wards so determined shall not, however, be decreased following a decrease in the number of children.

Decrease
in
number.

b) pour l'élection des syndics d'écoles, le nombre de quartiers est fixé à trois.

(b) for the election of school trustees, the number of wards shall be fixed at three.

Inscription.

La désignation des limites de chaque quartier doit être inscrite dans le livre des délibérations. Avis public de la liste des quartiers doit être donné avant le 15 mars.

A description of the boundaries of each ward shall be entered in the minutes. Public notice of the list of the wards must be given before the 15th of March.

Entry in minutes.

Division par personne nommée.

À défaut par les commissaires ou syndics d'écoles de remplir l'obligation prévue par le présent article, le ministre peut nommer une personne pour effectuer la division en quartiers.

If the school commissioners or trustees do not fulfil the obligation contemplated in this section, the Minister may appoint a person to effect the division into wards.

Division by appointee.

Division par lt.-g. en c.

Lors de l'érection, de l'annexion ou de la fusion de municipalités scolaires, cette division peut être effectuée par le lieutenant-gouverneur en conseil, pour la période qu'il détermine mais qui ne peut excéder trois ans.

At the time of erection, annexation or union of school municipalities, such division may be effected by the Lieutenant-Governor in Council for the period he determines, which shall not exceed three years.

Division by L.-G. in C.

Représentation.

« 65. Chaque quartier est représenté par un commissaire ou un syndic d'écoles, selon le cas.

« 65. Each ward shall be represented by one school commissioner or one trustee, as the case may be.

Ward representatives.

Restriction.

Un candidat ne peut être mis en candidature que pour un quartier.

A candidate shall not be nominated for more than one ward.

Restriction.

« § 3.—Des comités d'école et des comités de parents

« § 3.—School committees and parents' committees

Établissement de comité d'école.

« 66. Avant le 15 octobre de chaque année, le directeur ou le responsable de chaque école administrée par une commission scolaire ou une commission régionale convoque une assemblée générale des parents des enfants qui fréquentent telle école afin d'y former, avant cette date, un comité d'école.

« 66. Before the 15th of October each year, the principal or the person responsible for each school administered by a school board or a regional board shall call a general meeting of the parents of the children who attend such school to establish therein a school committee, before such date.

School committees established.

Membres.

Le directeur ou le responsable de l'école et un représentant désigné par les instituteurs de l'école sont membres du comité d'école; ils n'ont toutefois pas le droit d'y voter ni d'en être nommés président.

The principal or the person responsible for the school and one representative designated by the teachers of the school shall be members of the school committee but shall not be entitled to vote thereon or be appointed chairman thereof.

Members.

Personnes inéligibles.

Les commissaires ou syndics d'écoles de la commission scolaire ou de la commission régionale qui administre cette école ne peuvent cependant être membres de ce comité d'école.

The school commissioners or trustees of the school board or of the regional board which administers such school cannot, however, be members of such school committee.

Persons not qualified.

Fonctions.

« 67. Tout comité d'école a pour fonctions:

« 67. Every school committee shall have the following functions:

a) de stimuler par des moyens appropriés la participation des parents et du milieu en général à l'amélioration des services éducatifs de l'école;

(a) to stimulate by appropriate means participation by parents and the community generally in the improvement of educational services in the school;

Functions.

b) d'étudier les mesures susceptibles de favoriser la personnalisation des services éducatifs de l'école;

c) de faire à la direction de l'école toute recommandation propre à assurer le meilleur fonctionnement possible de l'école.

(b) to study measures likely to promote more personal educational services in the school;

(c) to make to the administrators of the school any recommendation to ensure the best possible operation of the school.

Constitution de comité de parents.

« 68. Un comité de parents est institué auprès de chaque commission scolaire ou commission régionale; il est composé des présidents de chaque comité d'école.

« 68. A parents' committee is established for each school board or regional board; it shall consist of the chairman of each school committee. Parents' committee established.

Fonctions.

Tout comité de parents a pour fonctions:

Every parents' committee shall have the following functions. Functions.

a) d'assurer la concertation nécessaire au bon fonctionnement des comités d'école;

(a) to ensure such cooperation as is necessary for the proper operation of the school committees;

b) de transmettre à la commission scolaire l'expression des besoins identifiés par les comités d'école et de canaliser vers elle les recommandations de portée générale;

(b) to express to the school board such needs as are identified by the school committees and direct recommendations of a general scope to it;

c) de promouvoir la participation des parents à toutes les activités de la commission scolaire et de désigner notamment à cette fin, parmi ceux-ci, le cas échéant, les membres requis pour les divers comités formés par la commission scolaire;

(c) to promote participation by parents in all activities of the school board and to designate especially for such purpose, from among them, if need be, the members required for the various committees established by the school board;

d) de recommander à la commission scolaire toute mesure susceptible d'améliorer l'administration et la gestion des écoles.

(d) to recommend to the school board any measure that may improve the administration and management of the schools.

Composition, etc.

« 69. La composition des comités d'école de même que les modalités de mise en place, de fonctionnement et de financement de ces comités et des comités de parents sont déterminées par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

« 69. The composition of the school committees and the terms and conditions of the establishment, operation and financing of such committees and of the parents' committees shall be determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council. Composition, etc.

« Parent ».

« 70. Aux fins des articles 66 à 69, le mot « parent » désigne le père, la mère et, à leur défaut, le gardien d'un enfant inscrit à une école le 30 septembre précédent, et le mot « école » désigne un ou plusieurs groupements d'enfants et d'instituteurs sous l'autorité d'un seul directeur ou d'un seul responsable s'il n'y a pas de directeur. »

« 70. For the purposes of sections 66 to 69, the word "parent" means the father, mother or, failing them, the guardian of a child enrolled in a school on the preceding 30th of September, and the word "school" means one or more groups of children and teachers under one principal or one person responsible, if there is no principal." "Parent". "School".

S.R., c. 235, a. 76, mod.

19. L'article 76 de ladite loi est modifié en retranchant, dans la cinquième ligne du troisième alinéa, le mot « cinq ».

19. Section 76 of the said act is amended by striking out the word "five" in the fourth line of the third paragraph. R.S., c. 235, s. 76, am.

S.R., c.
235, a. 79,
mod.

20. L'article 79 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes du deuxième alinéa, les mots et chiffres « les articles 103 et suivants » par les mots « la présente loi ».

Id., a. 87,
ab.

21. L'article 87 de ladite loi est abrogé.

Id., aa.
90-92,
remp.

22. Les articles 90 à 92 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

Corpora-
tion cons-
tituée.

« **90.** Les commissaires et les syndics d'écoles forment, dans chaque municipalité, une corporation qui a succession perpétuelle et est habile à ester en justice et à poser tous les actes qu'une corporation peut faire pour les fins pour lesquelles elle a été constituée.

Nom de
la corpo-
ration.

Pour les syndics d'écoles, le nom de la corporation comprend les mots « Les syndics d'écoles pour la municipalité de., dans le comté de. ou dans les comtés de. (si la municipalité fait partie de plusieurs comtés) ».

Idem.

Pour les commissaires d'écoles, le nom sous lequel est désignée leur municipalité scolaire de même que le nom sous lequel est désignée la corporation ayant autorité sur elle est attribué, sur la recommandation du ministre et sur requête des commissaires d'écoles, par le lieutenant-gouverneur en conseil; le nom de la corporation doit comprendre les mots « La Commission scolaire (insérer le nom attribué par le lieutenant-gouverneur en conseil) ». Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête des commissaires et sur la recommandation du ministre, en changer le nom. Tout arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil adopté en vertu du présent alinéa est publié sans délai dans la *Gazette officielle du Québec*; le changement de nom prend effet huit jours après la publication de l'arrêté.

Conseil de
commis-
saires.

« **91.** Chaque corporation de commissaires d'écoles est soumise à l'autorité d'un Conseil de commissaires composé de tous les commissaires d'écoles de la corporation.

Comité
exécutif.

Il est aussi constitué pour chacune d'elles un comité exécutif composé de cinq commissaires incluant le président de la com-

20. Section 79 of the said act is amended by replacing the words and figure "sections 103 and following" in the fourth line of the second paragraph by the words "this act".

R.S., c.
235, s. 79,
am.

21. Section 87 of the said act is repealed. Id., s. 87, repealed.

22. Sections 90 to 92 of the said act are replaced by the following: Id., ss. 90-92, replaced.

« **90.** The school commissioners and trustees in each municipality shall be a corporation having perpetual succession which may sue and be sued and do all the acts which a corporation may do with regard to the purposes for which it was constituted.

Corpora-
tion con-
stituted.

For school trustees, the name of the corporation shall include the words "The school trustees for the municipality of., in the county of. or in the counties of. (if a municipality is situate partly in several counties)".

Name of
corpora-
tion.

For school commissioners, the name by which their school municipality is designated and the name by which the corporation having authority over it is designated shall be assigned by the Lieutenant-Governor in Council, on the recommendation of the Minister and upon the petition of the school commissioners; the name of the corporation shall include the words "The (insert the name assigned by the Lieutenant-Governor in Council) School Board". The Lieutenant-Governor in Council may, upon the petition of the commissioners and on the recommendation of the Minister, change its name. Every order of the Lieutenant-Governor in Council passed under this paragraph shall be published forthwith in the *Québec Official Gazette*; the change of name shall take effect eight days after the publication of the order.

Idem.

« **91.** Each corporation of school commissioners shall be subject to the authority of a Council of Commissioners composed of all the school commissioners of the corporation.

Council of
Commis-
sioners.

An executive committee, consisting of five commissioners including the chairman of the school board, appointed annually

Executive
commit-
tee.

mission scolaire, nommés annuellement par le Conseil des commissaires à la session visée à l'article 189; toutefois le comité exécutif est composé de trois commissaires incluant le président de la commission scolaire si le Conseil des commissaires ne comprend que neuf commissaires.

Membres. De plus, le directeur général et le directeur général adjoint visés à l'article 204 sont membres du comité exécutif mais sans droit de vote.

Administrateur à défaut de commissaires, etc.

« **92.** Dans aucun cas une corporation scolaire ne s'éteint faute de commissaires ou de syndics mais, s'il n'y a plus de commissaire ou de syndic ou s'ils ne sont plus en nombre suffisant pour former quorum, les pouvoirs de la corporation sont exercés par le ministre qui peut les déléguer à un administrateur nommé par lui, jusqu'à ce que la corporation soit réorganisée. »

S.R., c. 235, a. 93, mod.

23. L'article 93 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la première ligne, le mot « Tous » par ce qui suit: « Sous réserve des articles 197a, 202b, 202c et 202d applicables aux commissaires, tous ».

Id., a. 94, mod.

24. L'article 94 de ladite loi est modifié en insérant, dans la cinquième ligne, après le mot « contrôle », ce qui suit: « à moins de dispositions contraires dans la présente loi ou à moins que le contexte indique que le pouvoir ou l'obligation ne concerne que les commissaires d'écoles ».

Id., a. 95, mod.

25. L'article 95 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Éligibilité.

« **95.** Sous réserve du dernier alinéa de l'article 65, tout citoyen canadien majeur domicilié dans la municipalité scolaire depuis au moins six mois et qui n'est frappé d'aucune incapacité légale est éligible à la charge de commissaire ou syndic d'écoles pour n'importe quel quartier de la municipalité scolaire. »

S.R., c. 235, a. 98, mod.

26. L'article 98 de ladite loi est modifié:

by the Council of Commissioners at the session contemplated in section 189, is also constituted for each corporation; however, the executive committee shall consist of three commissioners including the chairman of the school board if the Council of Commissioners comprises only nine commissioners.

Moreover, the director-general and the assistant director-general contemplated in section 204 shall be members of the executive committee but shall not be entitled to vote.

Membres.

“**92.** No school corporation shall be extinguished for want of school commissioners or trustees but, if there are no longer any school commissioners or trustees or if there is no longer a sufficient number of them to constitute a quorum, the powers of the corporation shall be exercised by the Minister who may delegate them to an administrator appointed by him, until the corporation is re-organized.”

Perpetuity, etc.

23. Section 93 of the said act is amended by replacing the word “All” in the first line by the following: “Subject to sections 197a, 202b, 202c, and 202d applicable to commissioners, all”.

R.S., c. 235, s. 93, am.

24. Section 94 of the said act is amended by inserting after the word “control” in the fifth line, the following: “unless otherwise provided in this act or unless the context indicates that the power or obligation relates only to school commissioners”.

Id., s. 94, am.

25. Section 95 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

Id., s. 95, am.

“**95.** Subject to the last paragraph of section 65, every Canadian citizen of full age who has been domiciled in the school municipality for at least six months and who is not legally disqualified shall be eligible as school commissioner or trustee for any ward of the school municipality.”

Eligibility.

26. Section 98 of the said act is amended:

R.S., c. 235, s. 98, am.

a) en remplaçant le premier alinéa par le suivant :

Personnes
inhabiles.

« Ne peut être mise en nomination pour la charge de commissaire ou syndic d'écoles ni être élue à cette charge : » ;

b) en retranchant le paragraphe 1°.

S.R., c.
235, a. 99,
remp.

27. L'article 99 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 67 des lois de 1965 (1^{re} session), est remplacé par le suivant :

Droit de
vote.

« **99.** Pour avoir le droit de voter aux élections des commissaires ou syndics d'écoles, il faut être inscrit sur la liste des électeurs.

Cens élec-
toral.

Pour être inscrit sur cette liste, il faut :

1° avoir au moins 18 ans et être citoyen canadien ;

2° être domicilié dans la municipalité scolaire, ou être propriétaire d'un bien-fonds ou d'un bâtiment et être inscrit comme tel au rôle d'évaluation ; et

3° n'être frappé d'aucune incapacité légale autre que la minorité.

Restric-
tion.

Un électeur ne peut toutefois voter que dans chaque quartier où il remplit les exigences du présent article. »

S.R., c.
235, aa.
103, 104,
ab.

28. Le paragraphe 3 de la section IV de la troisième partie de ladite loi, comprenant les articles 103 et 104, est abrogé.

Id., a.
106, mod.

29. L'article 106 de ladite loi est modifié en ajoutant, après le premier alinéa, le suivant :

Mesures
pour com-
pléter la
liste.

« Si les renseignements obtenus en vertu du premier alinéa ne sont pas suffisants pour que cette liste soit complète, toute autre mesure nécessaire au parachèvement complet de la liste doit être prise par la commission scolaire. »

S.R., c.
235, a.
130, mod.

30. L'article 130 de ladite loi est modifié en retranchant, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, les mots « du siège ou ».

Id., a.
131, mod.

31. L'article 131 de ladite loi est modifié en retranchant, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, les mots « à un siège ou ».

(a) by replacing the first paragraph by the following :

“None of the following persons may be nominated for office as school commissioner or trustee, or elected to such office :” ;

Disquali-
fications.

(b) by striking out paragraph 1.

27. Section 99 of the said act, amended by section 3 of chapter 67 of the statutes of 1965 (1st session), is replaced by the following :

R.S., c.
235, s. 99,
replaced.

“**99.** To have a right to vote at any election of school commissioners or trustees, it shall be necessary to be entered on the electoral list.

Right to
vote.

To be entered on such list it shall be necessary :

Qualifica-
tions.

(1) to be at least 18 years of age and a Canadian citizen ;

(2) to be domiciled in the school municipality or to be the owner of real estate or of a building and to be entered as such on the valuation roll ; and

(3) not to be affected by any legal incapacity other than minority.

However, an elector shall vote only in each ward in which he fulfils the requirements of this section.”

Proviso.

28. Subdivision 3 of Division IV of Part III of the said act comprising sections 103 and 104 is repealed.

R.S., c.
235, ss.
103, 104,
repealed.

29. Section 106 of the said act is amended by adding after the first paragraph the following :

Id., s.
106, am.

“If the information obtained under the first paragraph is not sufficient to complete such list, any other measure necessary to complete the list must be taken by the school board.”

Measures
to com-
plete list.

30. Section 130 of the said act is amended by striking out the words “seat or” in the third line of the second paragraph.

R.S., c.
235, s.
130, am.

31. Section 131 of the said act is amended by striking out the words “seat or” in the second and third lines of the second paragraph.

Id., s.
131, am.

- S.R., c. 235, a. 132, mod. **32.** L'article 132 de ladite loi est modifié en retranchant, dans la deuxième ligne du dernier alinéa, les mots « à un siège ou ».
- Id., a. 133, mod. **33.** L'article 133 de ladite loi est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:
« Les procédures ne sont recommencées que pour le quartier concerné. »
- Restriction. **34.** L'article 135 de ladite loi est abrogé.
- S.R., c. 235, a. 135, ab. **35.** L'article 137 est modifié en retranchant, dans la dernière ligne du paragraphe 1^o, les mots « ou par siège, s'il y a lieu ».
- Id., a. 137, mod. **36.** L'article 140 est modifié en retranchant, dans les première et deuxième lignes, les mots « Dans l'intervalle entre l'assemblée et la votation, ».
- Id., a. 140, mod. **37.** L'article 165 de ladite loi est modifié:
a) en insérant, dans la troisième ligne du premier alinéa, après le mot « serment », les mots « ou fait l'affirmation solennelle »;
b) en insérant, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, après le mot « serment » les mots « ou de cette affirmation solennelle ».
- Id., a. 165, mod. **38.** L'article 166 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 61 des lois de 1966/1967, est remplacé par le suivant:
- Id., a. 166, remp. **« 166.** Les syndics d'écoles faisant partie de la première commission sont remplacés de la manière suivante: un d'entre eux, désigné par un tirage au sort, à la fin de la première année, et parmi ceux qui n'ont pas été remplacés, un d'entre eux, désigné de la même manière, à la fin de la deuxième année, et celui qui reste, à la fin de la troisième année.
- Remplacement par tirage au sort. La durée du mandat des commissaires d'écoles faisant partie de la première commission scolaire après l'érection d'une municipalité scolaire est établie au moyen d'un tirage au sort conformément au tableau suivant:
- Id., s. 132, am. **32.** Section 132 of the said act is amended by striking out the words "seat or" in the second line of the last paragraph.
- Id., s. 133, am. **33.** Section 133 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following:
"The proceedings shall be recommenced for the ward concerned only."
- Restriction. **34.** Section 135 of the said act is repealed.
- Id., s. 137, am. **35.** Section 137 is amended by striking out the words "or seats if need be" in the last line of paragraph 1.
- Id., s. 140, am. **36.** Section 140 is amended by striking out the words "In the interval between the meeting and the polling," in the first and second lines.
- Id., s. 165, am. **37.** Section 165 of the said act is amended:
(a) by inserting after the word "oath" in the third line of the first paragraph the words "or solemn affirmation";
(b) by inserting after the word "oath" in the first line of the second paragraph the words "or making of the solemn affirmation".
- Id., s. 166, replaced. **38.** Section 166 of the said act, amended by section 3 of chapter 61 of the statutes of 1966/1967, is replaced by the following:
- Replacement determined by lot. **« 166.** The school trustees who are members of the first board shall be replaced as follows: one of their number determined by a drawing of lots at the end of the first year, and from between those who have not been replaced, one determined in the same manner at the end of the second year, and the remaining trustee at the end of the third year.
- How term of office established. The term of office of the school commissioners who are members of the first school board after the erection of a school municipality shall be established by a drawing of lots in accordance with the following table:

Nombre de commissaires	Remplacement			Number of commissioners	Replacement		
	1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e année		1st year	2nd year	3rd year
9	3	3	3	9	3	3	3
11	3	4	4	11	3	4	4
13	4	4	5	13	4	4	5
15	5	5	5	15	5	5	5
17	5	6	6	17	5	6	6
19	6	6	7	19	6	6	7

Mandat lorsque nombre augmenté.

Lorsque le nombre de commissaires est augmenté, par suite de l'application de l'article 64, la durée du mandat des commissaires élus ou nommés par suite d'une telle augmentation est établie au moyen d'un tirage au sort qui détermine à la fin de laquelle des trois années qui suivent chacun est remplacé, en plus de ceux qui sont remplacés conformément à l'alinéa et au tableau précédents.

Président, etc.

Le président et le vice-président comme les autres commissaires ou syndics sortent de charge s'ils sont désignés par le sort.

Délai.

Le tirage au sort doit être fait en session avant le premier mars. »

S.R., c. 235, a. 184, mod.

39. L'article 184 de ladite loi est modifié en remplaçant dans les deux dernières lignes du premier alinéa les mots « s'il n'assiste à aucune séance pendant trois mois consécutifs » par les mots: « s'il est absent de six séances consécutives avec entre chacune un intervalle d'au moins sept jours ».

Id., a. 192, remp.

40. L'article 192 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Vice-président.

« **192.** Le Conseil des commissaires élit un vice-président suivant le même délai et les mêmes formalités que pour l'élection du président. Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président, il est remplacé par le vice-président. Si le vice-président est aussi absent ou incapable d'agir, il est remplacé par un autre commissaire désigné à cette fin par le Conseil des commissaires.

Président temporaire.

Dans le cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président, les syndics d'écoles nomment un d'entre eux président temporaire.

When the number of commissioners is increased through the application of section 64, the term of office of the commissioners elected or appointed following such increase shall be established by a drawing of lots which shall determine at the end of which of the three following years each is to be replaced, in addition to those replaced in accordance with the preceding paragraph and table.

The chairman and the vice-chairman, in the same manner as the other commissioners or trustees, shall go out of office if determined by lot.

The drawing of lots must be effected at a sitting before the first of March. »

39. Section 184 of the said act is amended by replacing the words "does not attend any sitting during three consecutive months" in the last three lines of the first paragraph by the words "or is absent from six consecutive sittings with an interval of at least seven days between each of them".

40. Section 192 of the said act is replaced by the following:

« **192.** The Council of Commissioners shall elect a vice-chairman within the same delay and in accordance with the same formalities as for the election of the chairman. If the chairman is absent or unable to act, he shall be replaced by the vice-chairman. If the vice-chairman is also absent or unable to act, he shall be replaced by another commissioner designated for that purpose by the Council of Commissioners.

If the chairman is absent or unable to act, the school trustees shall appoint one of their number as temporary chairman.

Term of office when number increased.

Chairman, etc.

When lots drawn.

R.S., c. 235, s. 184, am.

Id., s. 192, replaced.

Vice-chairman.

Temporary chairman.

Pouvoirs
du rem-
plaçant.

Le vice-président, le commissaire ou le syndic qui remplace le président a les mêmes pouvoirs et est assujéti aux mêmes obligations que le président. »

The vice-chairman, commissioner or trustee who replaces the chairman shall have the same powers and obligations as the chairman. » Powers of vice-chairman, etc.

S.R., c.
235, a.
197a, aj.

41. Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 197, le suivant:

41. The said act is amended by adding after section 197 the following: R.S., c. 235, s. 197a, added.

Règles des
réunions.

« **197a.** Sous réserve des articles 6 et 7, le Conseil des commissaires fixe, par règlements, les règles qui régissent les réunions du comité exécutif. Ces règlements sont soumis à l'approbation du ministre et n'entrent en vigueur qu'à compter du jour de leur approbation. »

« **197a.** Subject to sections 6 and 7, the Council of Commissioners shall fix, by by-laws, the rules which shall govern the meetings of the executive committee. Such by-laws shall be subject to the approval of the Minister and shall come into force only from the day of his approval. » Meeting by-laws.

S.R., c.
235, aa.
202a-202e,
aj.

42. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 202, un paragraphe 14a comprenant le titre et les articles suivants:

42. The said act is amended by inserting after section 202, subdivision 14a comprising the following title and sections: R.S., c. 235, ss. 202a-202e, added.

« § 14a.—*Des pouvoirs du Conseil des commissaires et du comité exécutif*

« § 14a.—*Powers of the Council of Commissioners and of the executive committee*

Droits et
pouvoirs.

« **202a.** Le Conseil des commissaires possède les droits et pouvoirs et est assujéti aux obligations que la présente loi confère aux commissaires d'écoles.

« **202a.** The Council of Commissioners shall have the rights, powers and obligations conferred by this act upon school commissioners. Rights, etc., of Council.

Déléga-
tion de
pouvoirs,
etc.

« **202b.** Le Conseil des commissaires peut, par règlements, déléguer certains de ses droits, pouvoirs et obligations au comité exécutif et aux employés visés aux deux premiers alinéas de l'article 204.

« **202b.** The Council of Commissioners may, by by-laws, delegate some of its rights, powers and obligations to the executive committee and to the employees contemplated in the first two paragraphs of section 204. Delegation to executive committee, etc.

Applica-
tion des
règle-
ments.

Ces règlements doivent être soumis à l'approbation du ministre et n'entrent en vigueur qu'à compter du jour de cette approbation.

Such by-laws must be submitted for the approval of the Minister and shall come into force only from the day of such approval. Approval of by-laws.

Adminis-
tration.

« **202c.** L'administration courante de la commission scolaire relève du comité exécutif qui exerce en outre les autres pouvoirs qui lui sont conférés par les règlements visés à l'article 202b.

« **202c.** The day-to-day administration of the school board shall be under the jurisdiction of the executive committee which shall also exercise the other powers conferred upon it by the by-laws contemplated in section 202b. Adminis- tration.

Déléga-
tion de
pouvoirs,
etc.

« **202d.** Le Conseil des commissaires peut, par règlements, déléguer certains de ses droits, pouvoirs et obligations au directeur général, au directeur général adjoint et au personnel de cadre visés à l'article 204.

« **202d.** The Council of Commissioners may, by by-laws, delegate some of its rights, powers and obligations to the director-general, assistant director-general and senior staff contemplated in section 204. Delegation to director-general, etc.

Directeur général.	Les droits, pouvoirs et obligations ainsi délégués au directeur général adjoint et au personnel de cadre s'exercent sous la direction du directeur général.	The rights, powers and obligations so delegated to the assistant director-general and senior staff are exercised under the director-general.	Director-general.
Approbation de règlements.	Ces règlements doivent être soumis à l'approbation du ministre et n'entrent en vigueur qu'à compter du jour de cette approbation.	Such by-laws shall be submitted for the approval of the Minister and shall come into force only from the day of such approval.	Approval of by-laws.
Nombre de sessions.	« 202e. Le Conseil des commissaires doit tenir au moins quatre sessions par année; le comité exécutif doit tenir au moins deux réunions par mois. »	“202e. The Council of Commissioners shall hold at least four meetings each year; the executive committee shall hold at least two meetings each month.”	Meetings.
S.R., c. 235, a. 203, mod. Manuels autorisés.	43. Le paragraphe 5° de l'article 203 de ladite loi est remplacé par le suivant: « 5° D'exiger que, dans les écoles sous leur contrôle, on ne se serve que des manuels et du matériel didactique autorisés. »	43. Paragraph 5 of section 203 of the said act is replaced by the following: “(5) To require that only authorized books and teaching material be used in the schools under their control.”	R.S., c. 235, s. 203, am. Authorized books, etc.
S.R., c. 235, a. 204, remp.	44. L'article 204 de ladite loi est remplacé par les suivants:	44. Section 204 of the said act is replaced by the following:	R.S., c. 235, s. 204, replaced.
Directeur général, etc.	« 204. Le Conseil des commissaires nomme un directeur général et sous la direction de ce dernier, un directeur général adjoint et un secrétaire général.	“204. The Council of Commissioners shall appoint a director-general, and under his direction, an assistant director-general and a secretary-general.	Director-general, etc.
Personnel.	Il nomme également sous la direction du directeur général le personnel de cadre et de gérance et tout autre personnel requis pour l'administration.	It shall also appoint under the director-general the senior and management staff and all other staff required for administration.	Staff.
Remplacement.	En cas d'absence ou d'incapacité d'agir du directeur général, le directeur général adjoint en exerce les fonctions et pouvoirs.	If the director-general is absent or unable to act, the assistant director-general shall exercise his functions and powers.	Assistant director-general.
Personnes éligibles.	Le directeur général et le directeur général adjoint peuvent être désignés parmi les personnes qui exercent une fonction de cadre, à l'exclusion de celle de secrétaire général, et peuvent remplir toutes ou plusieurs des fonctions de cadre.	The director-general and the assistant director-general may be designated from among the persons holding senior positions, excluding that of secretary-general, and may perform all or some of the duties of senior officers.	Eligible persons.
Fonctions du personnel.	Sous réserve des règlements édictés en vertu du paragraphe 1° de l'article 16, le Conseil des commissaires établit, par règlements, les fonctions du personnel de cadre et de gérance.	Subject to the by-laws made under sub-paragraph 1 of section 16, the Council of Commissioners shall establish, by by-law, the functions of the senior and management staff.	Functions of senior staff.
Droits, etc., du secrétaire-trésorier.	« 204a. Les droits, pouvoirs et obligations conférés par la présente loi ou par toute autre loi au secrétaire-trésorier sont exercés par le directeur général. Toutefois le Conseil des commissaires peut, par règlements, répartir certains de ses droits, pouvoirs et obligations entre le directeur général, le directeur général adjoint et les	“204a. The rights, powers and obligations conferred by this act or by any other act upon the secretary-treasurer shall be exercised by the director-general. Nevertheless, the Council of Commissioners may, by by-law, apportion some of the rights, powers and obligations among the director-general, the assistant director-	Rights, etc., of secretary-treasurer.

personnes qui exercent une fonction de cadre.

Approba-
tion des
règle-
ments.

Ces règlements doivent être soumis à l'approbation du ministre et n'entrent en vigueur qu'à compter du jour de cette approbation.

Disposi-
tions non
applica-
bles.

Les articles 320 à 322, 324, 326 à 336 ne s'appliquent pas aux corporations de commissaires ni aux commissions régionales.

Personnel.

« 204b. Les syndicats d'écoles peuvent nommer le personnel requis pour l'administration. »

S.R., c.
235, a.
205, remp.

45. L'article 205 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Frais de
repré-
sentation.

« 205. Nonobstant tout pouvoir spécial accordé en vertu de lois particulières, les frais de représentation qu'une commission scolaire peut payer au président et à chacun des autres commissaires ou syndicats d'écoles sont déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil. »

S.R., c.
235, a.
226, mod.

46. L'article 226 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les première, deuxième et troisième lignes, les mots « du lieutenant-gouverneur en conseil donnée sur la recommandation du ministre », par les mots « du ministre ».

Id., a.
227, ab.

47. L'article 227 de ladite loi est abrogé.

Id., a.
230, mod.

48. L'article 230 de ladite loi est modifié en retranchant, dans les douzième, treizième et quatorzième lignes du troisième alinéa, les mots « qu'elles n'augmentent pas le taux de l'intérêt de plus de un pour cent du capital de l'emprunt, ».

Id., a.
230a, aj.

49. Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 230, le suivant :

Taux
d'intérêt.

« 230a. Le taux de l'intérêt ne peut excéder celui qui est fixé en vertu de l'article 49 de la Loi des dettes et emprunts municipaux et scolaires (chap. 171). »

S.R., c.
235, a.
231, mod.

50. L'article 231 de ladite loi est modifié en ajoutant, à la fin du paragraphe 6, l'alinéa suivant :

Exemp-
tion
d'avis.

« Lorsqu'une corporation scolaire emprunte les sommes nécessaires pour dé-

general and the persons holding senior positions.

Such by-laws shall be submitted for the approval of the Minister and shall come into force only on the day of such approval.

Approval
of
by-laws.

Sections 320 to 322, 324 and 326 to 336 shall not apply to the corporations of commissioners or to regional boards.

Provisions
not to
apply.

« 204b. The school trustees may appoint the necessary administrative staff. »

Staff.

45. Section 205 of the said act is replaced by the following :

R.S., c.
235, s. 205,
replaced.

« 205. Notwithstanding any special power granted under special acts, the representation allowances that a school board may pay to the chairman and to each of the other school commissioners or trustees shall be determined by the Lieutenant-Governor in Council. »

Repre-
sentation
allow-
ances.

46. Section 226 of the said act is amended by replacing the words "of the Lieutenant-Governor in Council given upon the recommendation of the Minister", in the first, second and third lines by the words "of the Minister".

R.S., c.
235, s.
226, am.

47. Section 227 of the said act is repealed.

Id., s. 227,
repealed.

48. Section 230 of the said act is amended by striking out the words "and do not increase the rate of interest by more than one per cent of the capital of the loan" in the twelfth, thirteenth and fourteenth lines of the third paragraph.

Id., s. 230,
am.

49. The said act is amended by adding after section 230 the following :

Id., s.
230a,
added.

« 230a. The rate of interest cannot exceed that fixed under section 49 of the Municipal and School Debt and Loan Act (Chap. 171). »

Interest
rate.

50. Section 231 of the said act is amended by adding at the end of subsection 6 the following paragraph :

R.S., c.
235, s.
231, am.

« Whenever a school corporation borrows the amounts necessary to defray the

No public
notice.

frayer le coût de l'impression et de la vente des obligations d'une émission subséquente visée à l'alinéa précédent, il n'est pas nécessaire de donner les avis publics prescrits par l'article 312. »

printing and selling costs of a subsequent bond issue contemplated in the preceding paragraph, it shall not be necessary to give the public notices prescribed in section 312."

S.R., c.
235, a.
239, mod.

51. L'article 239 de ladite loi est modifié en insérant, dans la septième ligne du dernier alinéa, après le mot « provincial », les mots « ou à la corporation municipale ».

51. Section 239 of the said act is amended by inserting the words "or to the municipal corporation" after the word "Government" in the sixth line of the last paragraph.

Id., a.
251, mod.

52. L'article 251 de ladite loi est modifié en retranchant la dernière phrase du premier alinéa.

52. Section 251 of the said act is amended by striking out the last sentence of the first paragraph.

Id., a.
252, remp.

53. L'article 252 de ladite loi est remplacé par le suivant :

53. Section 252 of the said act is replaced by the following :

Exprop-
riation
autorisée.

« **252.** Une commission scolaire peut, avec l'autorisation du ministre, exproprier tout immeuble nécessaire à ses fins. Toutefois, elle ne peut, sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, exproprier les propriétés exemptes des taxes scolaires en vertu de l'article 239.

"**252.** A school board may, with the authorization of the Minister, appropriate any immovable necessary for its purposes. Nevertheless, without the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, it shall not expropriate the property exempt from school taxes under section 239.

Indem-
nité.

La valeur maximum de l'immeuble exproprié à payer par la commission scolaire pour fins d'indemnité, est établie par la Régie des services publics à la date de l'envoi au propriétaire, par poste recommandée, de la décision de la commission scolaire d'acquiescer cet immeuble pourvu que, dans les six mois de l'envoi, cette décision soit approuvée par le ministre ou le lieutenant-gouverneur en conseil, selon le cas, et que dans le même délai les procédures en expropriation soient intentées.

The maximum value of the immovable expropriated to be paid by the school board, for indemnity, shall be established by the Public Service Board on the date when the decision of the school board to acquire such immovable is sent to the owner by registered mail, provided that within six months after it is sent, such decision is approved by the Minister or the Lieutenant-Governor in Council, as the case may be, and expropriation proceedings are instituted within the same delay.

Disposi-
tions ap-
plicables.

L'article 608 de la Loi des cités et villes (chap. 193) s'applique, *mutatis mutandis*, aux conventions entre une commission scolaire et le propriétaire d'un droit sujet à expropriation. »

Section 608 of the Cities and Towns Act (Chap. 193) shall apply *mutatis mutandis* to the agreements between a school board and the owner of a right subject to expropriation."

S.R., c.
235, a.
253, ab.

54. L'article 253 de ladite loi est abrogé.

54. Section 253 of the said act is repealed.

Id., aa.
297-299,
ab.

55. Les articles 297 à 299 de ladite loi sont abrogés.

55. Sections 297 to 299 of the said act are repealed.

Id., a.
300, mod.

56. L'article 300 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant :

56. Section 300 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following :

Avis dans
les jour-
naux.

« **300.** La publication d'un avis public pour fins scolaires se fait par une insertion dans un ou plusieurs journaux diffusés dans le territoire de la commission scolaire. »

“**300.** The publication of a public notice for school purposes shall be made by one insertion in one or more newspapers distributed in the territory of the school board.”

Notice
in news-
paper.

S.R., c.
235, a.
303, mod.

57. L'article 303 de ladite loi est modifié en retranchant, dans les première et deuxième lignes, les mots « Pour l'avis publié dans un journal ».

57. Section 303 of the said act is amended by striking out the words “upon a notice published in a newspaper” in the first and second lines.

R.S., c.
235, s.
303, am.

Id., a.
312, mod.

58. L'article 312 de ladite loi est modifié:

58. Section 312 of the said act is amended:

Id., s.
312, am.

a) en remplaçant, dans la troisième ligne du paragraphe 1, le mot « afficher » par le mot « publier »;

(a) by replacing the words “post up” in the third line of subsection 1 by the word “publish”;

b) en remplaçant, dans la quatrième ligne du paragraphe 1, le chiffre « 297 » par le chiffre « 300 »;

(b) by replacing the number “297” in the fourth line of subsection 1 by the number “300”;

c) en remplaçant dans les deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième lignes du sous-paragraphe a du paragraphe 1 le mot « arrondissements » par le mot « quartiers »;

(c) by replacing the word “districts” in the second and fourth lines of paragraph a of subsection 1 by the word “wards”;

d) en ajoutant à la fin le paragraphe suivant:

(d) by adding at the end the following subsection:

Contenu
d'avis de
résolu-
tion.

« 3. Lorsque le secrétaire-trésorier de la commission scolaire doit donner un avis de résolution, il est autorisé à le faire sans publier le texte entier de cette résolution pourvu qu'il invite les contribuables à en prendre connaissance à son bureau et qu'il en publie au moins un résumé. »

“(3) When the secretary-treasurer of the school board must give notice of a resolution, he is authorized to do so without publishing the entire text of such resolution provided that he calls upon the ratepayers to take cognizance of it at his office and that he publishes at least a summary of it.”

Content
of notice
of reso-
lution.

S.R., c.
235, a.
313, mod.

59. L'article 313 de ladite loi est modifié en insérant, dans la septième ligne, après le mot « contrôle », les mots « à moins de dispositions contraires dans la présente loi ou à moins que le contexte indique que le pouvoir ou l'obligation ne concerne que les commissaires d'écoles ».

59. Section 313 of the said act is amended by inserting the words “,unless otherwise provided by this act or unless the context indicates that the powers or obligation relates to school boards only” after the word “control” in the seventh line.

R.S., c.
235, s.
313, am.

Id., a.
318, ab.

60. L'article 318 de ladite loi est abrogé.

60. Section 318 of the said act is repealed.

Id., s.
318,
repealed.

Id., a.
319, remp.

61. L'article 319 de ladite loi est remplacé par le suivant:

61. Section 319 of the said act is replaced by the following:

Id., s.
319,
replaced.

Secrétaire-
trésorier.

« **319.** Toute corporation de syndics d'école nomme un secrétaire-trésorier. »

“**319.** Every corporation of school trustees shall appoint a secretary-treasurer.”

Secretary-
treasurer.

S.R., c.
235, a.
321, mod.

62. L'article 321 de ladite loi est modifié en insérant, dans la troisième

62. Section 321 of the said act is amended by inserting after the word “oath”

R.S., c.
235, s.
321, am.

ligne, après le mot « serment » les mots « ou fait l'affirmation solennelle ».

in the second line the words "or a solemn affirmation".

S.R., c.
235, a.
342, mod.

63. L'article 342 de ladite loi, modifié par l'article 8 du chapitre 61 des lois de 1966/1967, est de nouveau modifié en remplaçant le dernier alinéa par les suivants:

63. Section 342 of the said act, amended by section 8 of chapter 61 of the statutes of 1966/1967, is again amended by replacing the last paragraph by the following:

Fac-similé de signature.

« Le fac-similé de la signature du président d'une commission scolaire peut être gravé, lithographié ou imprimé sur les obligations émises par la commission scolaire et tel fac-similé a le même effet que si la signature elle-même y était apposée. »

«The facsimile of the signature of the chairman of a school board may be engraved, lithographed or printed on the bonds issued by the school board and such facsimile shall have the same effect as if the signature itself were affixed thereto. »

Idem.

Le fac-similé des signatures du président et du secrétaire-trésorier d'une commission scolaire peut être gravé, lithographié ou imprimé sur les coupons d'obligations et sur les chèques émis par la commission scolaire et tel fac-similé a le même effet que si les signatures elles-mêmes y étaient apposées. »

The facsimile of the signatures of the chairman and of the secretary-treasurer of a school board may be engraved, lithographed or printed on the coupons of bonds and on cheques issued by the school board and such facsimile shall have the same effect as if the signatures themselves were affixed thereto. »

S.R., c.
235, a.
350, mod.

64. L'article 350 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

64. Section 350 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

Vérificateurs.

« **350.** La commission scolaire nomme chaque année un ou des vérificateurs pour la vérification de ses comptes. »

«**350.** The school board shall appoint each year one or more auditors to audit its accounts. »

S.R., c.
235, a.
351, mod.

65. L'article 351 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les huitième, neuvième et dixième lignes, les mots « de la même manière que l'assemblée pour l'élection des commissaires ou des syndics » par les mots « par avis public ».

65. Section 351 of the said act is amended by replacing the words "in the same manner as the meeting for the election of commissioners or trustees" in the eighth and ninth lines by the words "by public notice".

Id., a.
352, mod.

66. L'article 352 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

66. Section 352 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

Publication d'un résumé.

« **352.** Au moins une semaine avant le jour qui précède l'assemblée qu'il doit convoquer en vertu de l'article 351, le secrétaire-trésorier publie le résumé du rapport du vérificateur conformément aux articles 300 et suivants. »

«**352.** At least one week before the day preceding the meeting which he must call under section 351, the secretary-treasurer shall publish the summary of the auditor's report in accordance with sections 300 and following. »

S.R., c.
235, a.
359, remp.

67. L'article 359 de ladite loi est remplacé par le suivant:

67. Section 359 of the said act is replaced by the following:

Budget.

« **359.** Toute commission scolaire doit préparer et soumettre au ministre au plus

«**359.** Every school board shall prepare and submit to the Minister, not later

tard à la date que ce dernier prescrit, son budget de fonctionnement, d'investissement et de service de la dette pour chaque année scolaire. Ce budget doit maintenir l'équilibre entre les revenus et les dépenses et est sans effet tant qu'il n'a pas été approuvé par le ministre.

Cas d'urgence.

En cas d'urgence ou de nécessité, le ministre peut autoriser spécialement une commission scolaire à encourir des dépenses qui n'ont pas fait l'objet d'une approbation en vertu du présent article. »

than the date prescribed by him, its operating, investment and debt service budget for each school year. Such budget shall balance revenue and expenditures and shall be of no effect until approved by the Minister.

In case of urgency or necessity, the Minister may specially authorize a school board to incur expenditures not approved under this section." Urgent cases.

S.R., c. 235, a. 377, mod.

68. L'article 377 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne, le chiffre « 297 » par le chiffre « 300 ».

68. Section 377 of the said act is amended by replacing the number "297" in the fourth line by the number "300". R.S., c. 235, s. 377, am.

Id., a. 389, mod.

69. L'article 389 de ladite loi est modifié en remplaçant le troisième alinéa par le suivant :

69. Section 389 of the said act is amended by replacing the third paragraph by the following :

Base.

« Le rôle de perception est basé sur le rôle d'évaluation en vigueur le premier juillet précédent, à moins que le ministre n'ait fixé une autre date à la demande de la commission scolaire. »

"The collection roll shall be based on the valuation roll in force on the preceding first of July, unless the Minister has fixed another date at the request of the school board." Basis.

S.R., c. 235, a. 391, mod.

70. L'article 391 de ladite loi est modifié :

70. Section 391 of the said act is amended :

a) en remplaçant, dans la quatrième ligne, le chiffre « 297 » par le chiffre « 300 » ;
b) en remplaçant, dans les treizième et quatorzième lignes, les mots « le délai de quinze jours plus haut mentionné » par les mots « celui de l'homologation du rôle de perception ».

(a) by replacing the number "297" in the fifth line by the number "300";
(b) by replacing the words "the fifteen days' delay above mentioned" in the thirteenth and fourteenth lines by the words "that of the homologation of the collection roll".

Id., a. 396b, mod.

71. L'article 396b de ladite loi, édicté par l'article 18 du chapitre 67 des lois de 1965 (1^{re} session), est modifié en retranchant, dans la troisième ligne, les mots « de quinze jours ».

71. Section 396b of the said act, enacted by section 18 of chapter 67 of the statutes of 1965 (1st session), is amended by striking out the words "of fifteen days" in the second line. Id., s. 396b, am.

Id., a. 432, mod.

72. L'article 432 de ladite loi est modifié en retranchant, dans les troisième et quatrième lignes, les mots « ou un arrondissement ».

72. Section 432 of the said act is amended by striking out the words "or district" in the third line. Id., s. 432, am.

Id., aa. 466-468, ab.

73. La section III de la cinquième partie de ladite loi, comprenant les articles 466 à 468, est abrogée.

73. Division III of Part v of the said act, comprising sections 466 to 468, is repealed. Id., ss. 466-468, repealed.

Id., a. 469a, aj.

74. Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 469, le suivant :

74. The said act is amended by adding after section 469 the following : Id., s. 469a, added.

Jurisdiction.

« **469a.** Toute commission régionale dont est membre une commission scolaire ayant juridiction sur une municipalité scolaire visée à l'article 49 concerne les catholiques ou les protestants, selon le cas, au sens du même article. »

« **469a.** Every regional board which has as a member a school board having jurisdiction over a school municipality contemplated in section 49 shall relate to Catholics or Protestants, as the case may be, within the meaning of such section. »

Jurisdiction.

S.R., c. 235, a. 474, mod.

75. L'article 474 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans la troisième ligne du premier alinéa, les mots « du bureau des délégués » par les mots « de cette commission scolaire régionale »;

b) en remplaçant, dans la quatrième ligne du premier alinéa, les mots « secrétaire du bureau des délégués » par les mots « secrétaire-trésorier ».

75. Section 474 of the said act is amended:

(a) by replacing the words "of the board of delegates" in the third and fourth lines of the first paragraph by the words "of such regional school board";

(b) by replacing the words "secretary of the board of delegates" in the fourth and fifth lines of the first paragraph by the words "secretary-treasurer".

R.S., c. 235, s. 474, am.

Id., a. 474a, aj.

76. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 474 le suivant:

76. The said act is amended by adding after section 474 the following:

Id., s. 474a, added.

Composition du comité exécutif.

« **474a.** Le comité exécutif visé à l'article 91 est composé pour les commissions régionales, de cinq commissaires nommés par le Conseil des commissaires; il est composé de sept commissaires si la commission régionale comprend plus de vingt-cinq commissaires.

Le ministre peut toutefois, sur requête du Conseil des commissaires de la commission régionale, porter à neuf le nombre des membres du comité exécutif.

« **474a.** The executive committee contemplated in section 91 shall consist, for the regional boards, of five commissioners appointed by the Council of Commissioners; it shall consist of seven commissioners if the regional board comprises more than twenty-five commissioners.

Nevertheless, the Minister may, upon a petition of the Council of Commissioners of the regional board, increase the number of members of the executive committee to nine.

Commissioners on executive committee.

Petition to increase number.

Augmentation du nombre.

Minimum de commissaires.

Le comité exécutif d'une commission régionale doit comprendre au moins un commissaire provenant de chacune des commissions scolaires membres de cette commission régionale. »

The executive committee of a regional board shall include at least one commissioner from each school board which is a member of such regional board. »

Proviso.

S.R., c. 235, aa. 476-479, ab.

77. Le paragraphe 2 de la section 1 de la sixième partie de ladite loi intitulée « *Du bureau des délégués* » et les articles 476 à 479 de ladite loi sont abrogés.

77. Subdivision 2 of Division 1 of Part VI of the said act entitled "*Board of Delegates*" and sections 476 to 479 of the said act are repealed.

R.S., c. 235, ss. 476-479, repealed.

Id., aa. 480, 481, remp.

78. Les articles 480 et 481 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

78. Sections 480 and 481 of the said act are replaced by the following:

Id., ss. 480, 481, replaced.

Composition du Conseil.

« **480.** Le Conseil des commissaires visé à l'article 91 est, dans le cas de toute commission régionale, composé de tous les commissaires ou syndics des commissions scolaires qui en sont membres.

« **480.** The Council of Commissioners contemplated in section 91 shall, in the case of every regional board, consist of all the commissioners or trustees of the school boards which are members of it.

Commissioners, etc., on Council.

Mandat.

« **481.** Les commissaires sont membres de la commission régionale pour la

« **481.** The commissioners shall be members of the regional board during their

Term of office.

durée de leur mandat comme commissaire ou syndic d'écoles de la commission scolaire membre de la commission régionale; ils restent néanmoins en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs aient prêté serment ou fait l'affirmation solennelle. »

term of office as school commissioners or trustees of the school board which is a member of the regional board; nevertheless they shall remain in office until their successors have taken the oath or made a solemn affirmation."

S.R., c.
235, a.
482, ab.

79. L'article 482 de ladite loi est abrogé.

79. Section 482 of the said act is repealed.

R.S., c.
235, s.
482,
repealed.
Id., s.
483,
replaced.

Id., a.
483, remp.

80. L'article 483 de ladite loi est remplacé par le suivant :

80. Section 483 of the said act is replaced by the following:

Président.

« **483.** Avant le 15 juillet de chaque année, les commissaires procèdent à l'élection de leur président, qui doit être choisi parmi eux; il reste en fonction jusqu'à la nomination de son successeur. Toute vacance en cours d'exercice est remplie dans les trente jours par les commissaires restant en fonctions. »

« **483.** Before the 15th of July each year the commissioners shall elect their chairman who shall be chosen from among them; he shall remain in office until his successor is appointed. Any vacancy during a term shall be filled within thirty days by the commissioners remaining in office." »

Chairman.

S.R., c.
235, a.
484, ab.

81. L'article 484 de ladite loi est abrogé.

81. Section 484 of the said act is repealed.

R.S., c.
235, s.
484,
repealed.
Id., s.
485,
replaced.

Id., a.
485, remp.

82. L'article 485 de ladite loi est remplacé par le suivant :

82. Section 485 of the said act is replaced by the following:

Dispositions applicables.

« **485.** Les dispositions de la présente loi concernant le président, le vice-président ou le commissaire qui remplace le président d'une commission scolaire s'appliquent *mutatis mutandis* à la commission régionale.

« **485.** The provisions of this act respecting the chairman, the vice-chairman or the commissioner who replaces the chairman of a school board shall apply *mutatis mutandis* to the regional board. »

Provisions to apply.

Idem.

Les dispositions de la présente loi concernant le secrétaire-trésorier d'une commission scolaire s'appliquent *mutatis mutandis* au personnel de la commission régionale selon ce qui est prévu à l'article 204a. »

The provisions of this act respecting the secretary-treasurer of a school board shall apply *mutatis mutandis* to the staff of the regional board as provided in section 204a." »

Idem.

S.R., c.
235, aa.
486, 487,
remp.
Vérificateurs.

83. Les articles 486 et 487 de ladite loi sont remplacés par les suivants :

83. Sections 486 and 487 of the said act are replaced by the following:

R.S., c.
235, ss.
486, 487,
replaced.
Auditors.

« **486.** La commission régionale nomme, chaque année, un vérificateur ou des vérificateurs pour la vérification de ses comptes.

« **486.** The regional board shall appoint, each year, one or more auditors to audit its accounts.

Budget.

« **487.** Toute commission régionale doit préparer et soumettre au ministre au plus tard à la date que ce dernier prescrit, son budget de fonctionnement, d'investissement et de service de la dette pour chaque année scolaire. Ce budget

« **487.** Every regional board must prepare and submit its operating, investment and debt service budget for each school year to the Minister not later than the date prescribed by him. Such budget must balance revenue and expenditures

Budget.

doit maintenir l'équilibre entre les revenus et les dépenses et est sans effet tant qu'il n'a pas été approuvé par le ministre.

Cas d'urgence.

En cas d'urgence ou de nécessité, le ministre peut autoriser spécialement une commission régionale à encourir des dépenses qui n'ont pas fait l'objet d'une approbation en vertu du présent article. »

S.R., c. 235, a. 493, mod.

84. L'article 493 de ladite loi est modifié en retranchant, dans la deuxième ligne, les mots « ou du bureau des délégués ».

Id., a. 495a, mod.

85. L'article 495a de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant :

Exemption accordée.

« Le ministre peut sur demande d'une commission scolaire qui désire se prévaloir du présent article exempter telle commission scolaire de l'obligation de nommer une ou plusieurs des personnes mentionnées à l'article 204. »

S.R., c. 235, a. 495b, aj.

86. Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 495a, le suivant :

Cessation d'existence déclarée par lt.-g. en c.

« **495b.** Lorsque toutes les commissions scolaires membres d'une commission régionale demandent la fusion de leurs municipalités scolaires en une nouvelle municipalité scolaire, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, si ces commissions en font alors la demande, décréter que la commission régionale cesse d'exister; il peut aussi, sur résolution d'une commission scolaire qui est l'unique membre d'une commission régionale, décréter que la commission régionale cesse d'exister. Les résolutions adoptées à cette fin n'entrent en vigueur que trente jours après leur publication.

Succes-sion.

En un tel cas, la nouvelle commission scolaire ou celle qui subsiste, selon le cas, succède aux droits et obligations de la commission régionale.

Effet après publication.

L'arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil a effet, pour fins d'élections, à compter du premier juin suivant sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* et pour toutes autres fins, y compris l'application des articles 54 et suivants, à compter du premier juillet suivant cette publication ou de toute autre date qu'il fixe. »

and shall have no effect until approved by the Minister.

In case of urgency or necessity, the Minister may specially authorize a regional board to incur any expenditures not approved under this section." Urgent cases.

84. Section 493 of the said act is amended by striking out the words "or of the board of delegates" in the second line. R.S., c. 235, s. 493, am.

85. Section 495a of the said act is amended by adding the following paragraph: Id., s. 495a, am.

"The Minister may, at the request of a school board wishing to avail itself of this section, exempt such school board from the obligation to appoint one or more of the persons mentioned in section 204." Exemption from appointment.

86. The said act is amended by adding after section 495a the following: R.S., c. 235, s. 495b, added.

"**495b.** When all the school boards which are members of a regional board apply for the union of their school municipalities into a new school municipality, the Lieutenant-Governor in Council may, if such boards then apply for it, order that the regional board cease to exist; he may also, upon the resolution of a school board which is the only member of a regional board, order that the regional board cease to exist. The resolutions passed for that purpose shall come into force only thirty days after their publication." Order by Lt.-Gov. in C. upon application for union.

In such case, the new school board or that which subsists, as the case may be, shall succeed to the rights and obligations of the regional board. Succession.

The order of the Lieutenant-Governor in Council shall have effect, for election purposes, from the first of June following its publication in the *Québec Official Gazette* and for all other purposes, including the application of sections 54 and following, from the first of July following such publication or from such other date as he fixes." Coming into force.

S.R., c. 235, a. 496, remp. **87.** L'article 496 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Ententes autorisées. « **496.** Toute commission scolaire ou commission régionale peut conclure pour une période déterminée une entente en vertu de laquelle des enfants relevant de sa compétence peuvent à ses frais fréquenter une école d'une autre commission ou une institution d'enseignement privée conformément aux règlements établis par le ministre.

Autorisation, etc., pour mettre fin à une entente. Aucune partie à une telle entente ne peut y mettre fin avant l'expiration du terme fixé, sauf avec l'autorisation préalable du ministre et aux conditions que celui-ci détermine.

Résolution pour payer frais d'enseignement. Une commission scolaire ou commission régionale peut décider par résolution de payer, pour chacun des enfants relevant de sa compétence et fréquentant hors de son territoire une institution d'enseignement privée qui a conclu avec une autre commission une entente visée au présent article, les frais d'enseignement stipulés dans cette entente. »

S.R., c. 235, a. 508, mod. **88.** L'article 508 de ladite loi est modifié en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant :

Appel. « Il y a aussi appel à la Cour provinciale de toute décision d'un administrateur nommé suivant l'article 13 ou l'article 92, ayant pour objet la modification des limites de la municipalité scolaire. »

S.R., c. 235, a. 509, mod. **89.** L'article 509 de ladite loi est modifié en ajoutant, à la fin, le paragraphe suivant :

« 4° Dans les quinze jours qui suivent la dernière publication de l'avis donné par le ministre suivant l'article 50, lorsqu'il s'agit d'un cas visé au dernier alinéa de l'article 508. »

Id., a. 510, mod. **90.** L'article 510 de ladite loi est modifié en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant :

Conditions de validité. « Dans tout cas visé au dernier alinéa de l'article 508, l'appel ne peut être valide si l'avis n'est pas signifié au ministre et si ce dernier n'est pas mis en cause dans l'appel dont il s'agit. »

87. Section 496 of the said act is replaced by the following: R.S., c. 235, s. 496, replaced.

« **496.** Any school board or regional board may make, for a fixed period, an agreement whereby children under its jurisdiction may, at its expense, attend a school of another board or a private educational institution in accordance with the regulations determined by the Minister.

No party to such agreement shall terminate it before the expiry of the term fixed, except with the previous authorization of the Minister and on such conditions as he determines. Termination.

A school board or regional board may decide by resolution to pay, for each child under its jurisdiction and attending outside its territory a private educational institution which has made with another board an agreement contemplated in this section, the tuition fees provided for in such agreement. Tuition for private institution.

88. Section 508 of the said act is amended by adding at the end the following paragraph: R.S., c. 235, s. 508, am.

« An appeal shall also lie to the Provincial Court from any decision of an administrator appointed in accordance with section 13 or section 92 having as its object a change in the boundaries of the school municipality. » Appeal.

89. Section 509 of the said act is amended by adding at the end the following paragraph: R.S., c. 235, s. 509, am.

« (4) During fifteen days following the last publication of the notice given by the Minister in accordance with section 50, in a case contemplated in the last paragraph of section 508. »

90. Section 510 of the said act is amended by adding at the end the following paragraph: Id., s. 510, am.

« In any case contemplated in the last paragraph of section 508, the appeal shall not be valid if the notice is not served upon the Minister and if he is not impleaded in such appeal. » Conditions of validity.

S.R., c. 235, a. 517, mod. **91.** L'article 517 de ladite loi est modifié en ajoutant, à la fin du paragraphe 1, l'alinéa suivant:

Sursis. « Il en est de même de toute décision d'un administrateur dans tout cas visé au dernier alinéa de l'article 508. »

S.R., c. 235, a. 573a, aj. **92.** Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 573, le suivant:

Cours spéciaux. « **573a.** Une commission scolaire ou une commission régionale peut avec l'autorisation du ministre pourvoir à l'organisation de cours d'études à des personnes autres que celles visées par l'article 43.

Durée de l'engagement. À cette fin, l'engagement d'un instituteur peut être fait, nonobstant l'article 212, pour moins d'une année scolaire. »

S.R., c. 235, form. 1, remp. **93.** La formule 1 de ladite loi est remplacée par la suivante:

« 1.—(Articles 165, 321)

Serment ou affirmation solennelle

Province de Québec, }
Municipalité scolaire de . }

Je, A, B., ayant été dûment nommé (*secrétaire-trésorier, etc.*) de cette municipalité, fais serment (*ou affirme solennellement*) que je remplirai fidèlement les devoirs de ma charge au meilleur de mon jugement et de ma capacité. (*Dans le cas d'une prestation de serment ajouter: « Ainsi Dieu me soit en aide. »*)

(Signature)

Assermenté (*ou affirmé solennellement*) devant moi,

ce

à

(Signature)
(Qualité de la personne recevant le serment ou l'affirmation solennelle). »

Id., form. 8, mod. **94.** La formule 8 de ladite loi est modifiée en remplaçant dans la vingt-

R.S., c. 235, s. 517, am. **91.** Section 517 of the said act is amended by adding at the end of subsection 1 the following paragraph:

«The same shall apply to every decision of an administrator in any case contemplated in the last paragraph of section 508.»

R.S., c. 235, s. 573a, added. **92.** The said act is amended by adding after section 573 the following:

«**573a.** A school board or a regional board may with the authorization of the Minister provide for courses of study for persons other than those contemplated by section 43.

For such purpose, the engagement of a teacher may, notwithstanding section 212, be made for less than one school year.»

R.S., c. 235, Form 1, replaced. **93.** Form 1 of the said act is replaced by the following:

«1.—(Sections 165, 321)

Oath or solemn affirmation

Province of Québec, }
School Municipality of . }

I, A, B., having been duly appointed (*secretary-treasurer, etc.*) of this municipality, take oath (*or solemnly affirm*) that I will well and faithfully discharge the duties of my office according to the best of my judgment and ability. (*In the case of the taking of an oath add: "So help me God."*)

(Signature)

Sworn (*or solemnly affirmed*) before me,

this

at

(Signature)
(Qualification of the person receiving the oath or solemn affirmation). »

Id., Form 8, am. **94.** Form 8 of the said act is amended by replacing the word "five" in the twenty-

deuxième ligne le mot « cinq » par le mot « des ».

S.R., c.
235, form.
29, remp.

95. La formule 29 de ladite loi est remplacée par la suivante:

« 29.—(Article 4)

Serment ou affirmation solennelle des personnes nommées pour les examens officiels

Je, soussigné, (*prénoms, nom et profession*)....., domicilié à (*numéro, rue, ville, village ou paroisse*)..... jure (*ou affirme solennellement*) que je remplirai en toute honnêteté les devoirs de ma charge de..... relativement aux examens du..... et que je le ferai fidèlement, conformément à la loi et aux règlements établis, sans faveur ni partialité. (*Dans le cas d'une prestation de serment ajouter: « Ainsi Dieu me soit en aide. »*)

(Signature)

Assermenté (*ou affirmé solennellement*) devant moi,

ce

à

(Signature)

(Qualité de la personne recevant le serment ou l'affirmation solennelle). »

S.R., c.
280, a. 1,
mod.

96. La Loi de la preuve photographique de documents (Statuts refondus, 1964, chapitre 280) est modifiée en insérant, dans la deuxième ligne du paragraphe *b* de l'article 1, après le mot « province », les mots « , les commissions scolaires et les commissions régionales au sens de la Loi de l'instruction publique (chap. 235) ».

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

§ 1.—Les commissions scolaires

* commis-
sion sco-
laire exis-
tante ».

97. Pour les fins des dispositions transitoires et finales, l'expression « commission scolaire existante » désigne toute

95. Form 29 of the said act is replaced by the following:

R.S., c.
235,
Form 29,
replaced.

“29.—(Section 4)

Oath or solemn affirmation of persons appointed to Official Examinations

I, the undersigned (*Christian name, surname, occupation*).....residing at (*number, street, town, village or parish*)..... swear (*or solemnly affirm*) that I will fulfil in all honesty the duties of my office of..... in respect to the examinations of..... and that I will do so faithfully, in accordance with the law and established regulations, without favour or partiality. (*In the case of the taking of an oath add: “So help me God.”*)

(Signature)

Sworn (*or solemnly affirmed*) before me,

this

at

(Signature)

(Qualification of the person receiving the oath or solemn affirmation).”

96. The Photographic Proof of Documents Act (Revised Statutes, 1964, chapter 280) is amended by inserting after the word “Province” in the second line of paragraph *b* of section 1, the words “, the school boards and regional boards within the meaning of the Education Act (Chap. 235)”.

R.S., c.
280, s. 1,
am.

TRANSITIONAL PROVISIONS

§ 1.—School boards

97. For the purposes of the transitional and fiscal provisions, the expression “existing school board” means any corpo-

“existing
school
board”.

« commission scolaire nouvelle ».

corporation de commissaires telle qu'elle existe avant le premier juillet 1972, à l'exclusion de toute commission scolaire ayant juridiction sur une municipalité scolaire qui n'est pas mentionnée aux annexes A et B de la présente loi et l'expression « commission scolaire nouvelle » désigne toute corporation de commissaires établie par l'article 1 de la présente loi, à l'exclusion de toute commission régionale.

Conseil provisoire.

98. Les commissaires d'écoles en fonction dans les commissions scolaires existantes, doivent, avant le 15 octobre 1971, constituer un conseil provisoire pour chaque commission scolaire nouvelle.

Avis de convocation.

La convocation de ces commissaires d'écoles en vue de la constitution du conseil provisoire se fait par la personne nommée par écrit par le ministre ou par le délégué de celui-ci au moyen d'un avis spécial d'au moins sept jours francs, signifié conformément aux articles 305 et suivants de la Loi de l'instruction publique.

Composition et nombre.

Le conseil provisoire est composé de commissaires d'écoles membres des commissions scolaires existantes et dont le nombre est déterminé en tenant compte de l'ensemble des cinq facteurs suivants appliqués dans le territoire de chaque commission scolaire nouvelle:

1° Pour toute municipalité scolaire de commission scolaire existante ayant fait l'objet d'un changement de limites depuis le premier juin 1968, tous les commissaires d'écoles sont membres du conseil provisoire;

2° Pour toute municipalité scolaire de commission scolaire existante n'ayant pas fait l'objet d'un changement de limites depuis le premier juin 1968, tous les commissaires d'écoles de telle commission scolaire existante qui compte le plus grand nombre d'élèves inscrits dans ses écoles au 30 septembre 1970 comparé à chacune des commissions existantes du territoire d'une même commission scolaire nouvelle, sont membres du conseil provisoire;

3° Pour toute commission scolaire existante qui compte au moins 2,000 élèves inscrits dans ses écoles au 30 septembre

ration of commissioners as it exists before the 1st of July 1972, excluding any school board having jurisdiction over a school municipality not mentioned in Schedules A and B to this act and the expression "new school board" means any corporation of commissioners established by section 1 of this act, except a regional board.

"new school board".

98. The school commissioners in office on the existing school boards must, before the 15th of October 1971, establish a provisional council for each new school board.

Provisional Council.

The convening of such school commissioners to establish the provisional council shall be effected by the person appointed in writing by the Minister or his delegate by a special notice of at least seven clear days served in accordance with sections 305 and following of the Education Act.

Special notice of convocation.

The provisional council shall consist of school commissioners who are members of the existing school boards, the number of whom shall be determined by taking into account all of the following five factors applied in the territory of each new school board:

Composition and number.

(1) For any school municipality of an existing school board which has been the object of a change of boundaries since the 1st of June 1968, all the school commissioners shall be members of the provisional council;

(2) For any school municipality of an existing school board which has not been the object of a change of boundaries since the 1st of June 1968, all the school commissioners of such existing school board that has the greatest number of students enrolled in its schools on the 30th of September 1970 compared to each existing board in the territory of the same new school board, shall be members of the provisional council;

(3) For any existing school board that has at least 2,000 students enrolled in its schools on the 30th of September 1970,

1970, tous les commissaires d'écoles sont membres du conseil provisoire;

4° Pour toute commission scolaire existante qui compte de 225 à 1,999 élèves inscrits dans ses écoles au 30 septembre 1970, les commissaires d'écoles doivent désigner l'un d'entre eux membre du conseil provisoire;

5° Toutes les commissions scolaires existantes qui ne comptent pas, chacune, 225 élèves inscrits dans leurs écoles au 30 septembre 1970 doivent s'unir pour désigner parmi l'ensemble de leurs commissaires d'écoles un d'entre eux membre du conseil provisoire.

Facteur
qui
prévaut.

Lorsque plus d'un facteur est applicable à une même commission scolaire existante, l'application du facteur qui permet à un plus grand nombre de commissaires d'écoles d'être membres du conseil provisoire prévaut.

Commission de
Chavigny-
Trois-Rivières.

Toutefois, le nombre de commissaires provenant des commissions scolaires existantes qui doivent constituer le conseil provisoire de la commission scolaire nouvelle de Chavigny-Trois-Rivières est déterminé comme suit:

1° Tous les commissaires d'écoles de la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières sont membres de ce conseil provisoire;

2° Deux commissaires d'écoles désignés par et parmi les commissaires d'écoles pour la municipalité de Chavigny, dans le comté de Trois-Rivières, sont également membres de ce conseil provisoire.

Formation par le
ministre.

Si le 15 octobre 1971, les commissions scolaires existantes n'ont pas formé un conseil provisoire ou n'en ont pas complété la formation, le ministre de l'éducation y pourvoit, sans délai, en appliquant *mutatis mutandis* le présent article.

Délégation de
membres
à la régionale.

99. Dès que la constitution des conseils provisoires des commissions scolaires nouvelles membres de la commission régionale visée à l'article 2 de la présente loi est complétée, chacun de ces conseils provisoires délègue cinq de ses membres pour constituer un conseil provisoire pour cette commission régionale sous le nom de « le Conseil régional provisoire de la Commission régionale Eastern Québec ».

all the school commissioners shall be members of the provisional council;

(4) For any existing school board that has from 225 to 1,999 students enrolled in its schools on the 30th of September 1970, the school commissioners must designate one of them as a member of the provisional council;

(5) All the existing school boards each of which does not have 225 students enrolled in its schools on the 30th of September 1970 shall unite to designate from among all their school commissioners one of them to be a member of the provisional council.

When more than one factor is applicable to the same existing school board, the application of the factor enabling a greater number of school commissioners to be members of the provisional council shall prevail.

Factor
applicable.

Nevertheless, the number of commissioners from the existing school boards who must constitute the provisional council of the new Chavigny-Trois-Rivières School Board shall be determined as follows:

Chavigny-
Trois-Rivières
School
Board.

(1) All the school commissioners of the Trois-Rivières Catholic School Board shall be members of such provisional council.

(2) Two school commissioners designated by and from among the school commissioners for the municipality of Chavigny, in the county of Trois-Rivières, shall also be members of such provisional council.

If, on the 15th of October 1971, the existing school boards have not established a provisional council or have not completed its establishment, the Minister of Education shall provide for it forthwith by applying this section *mutatis mutandis*.

Appointment by
Minister.

99. As soon as the establishment of the provisional councils of the new school boards which are members of the regional board contemplated in section 2 is completed, each such provisional council shall delegate five of its members to establish a provisional council for such regional board under the name of "Provisional Regional Council of the Eastern Québec Regional Board".

Delegation for
provisional
regional
board.

Mesures
prépara-
toires.

Ce conseil provisoire doit prendre, jusqu'au 30 juin 1972, les mesures préparatoires en vue de l'application de la présente loi au sein de cette commission régionale; il doit notamment, à cette fin, se conformer aux prescriptions des paragraphes *a*, *b* et *c* de l'article 112 de la présente loi.

Disposi-
tions ap-
plicables.

Les dispositions de la présente loi relatives au conseil provisoire des commissions scolaires nouvelles s'appliquent *mutatis mutandis* au conseil provisoire de cette commission régionale, laquelle est, pour fins d'application de ces mêmes dispositions, considérée comme une commission nouvelle.

Modifica-
tion de
territoire
par lt.-g.
en c.

100. Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'éducation, peut, avant le 15 septembre 1971, modifier le territoire de toute commission scolaire nouvelle décrit aux annexes A ou B de la présente loi ou changer l'appartenance de telle commission scolaire nouvelle d'une commission régionale à une autre.

Publica-
tion et
effet
d'arrêté.

Tout arrêté en conseil ainsi adopté est publié sans délai dans la *Gazette officielle du Québec* et a pour effet de modifier en conséquence les dispositions de l'annexe A ou B de la présente loi, selon le cas. L'éditeur officiel du Québec devra tenir compte de ces modifications lors de l'impression du recueil des lois qui contiendra la présente loi.

Constitu-
tion et
nom de la
corpora-
tion.

101. Pour les fins des paragraphes 1 et 2, les membres du conseil provisoire forment une corporation au sens du Code civil sous le nom de « Le Conseil provisoire de (*inscrire le nom de la commission scolaire nouvelle*) »; les articles 6 et 7, 193 à 202 et 481 de la Loi de l'instruction publique, tels que modifiés par la présente loi, s'appliquent *mutatis mutandis* au Conseil provisoire qui doit de plus élire, à sa première session, un président parmi ses membres.

Cessa-
tion.

Tout conseil provisoire cesse d'exister le 30 juin 1972.

Mesures
prépara-
toires.

102. Le conseil provisoire de chaque commission scolaire nouvelle prend, jusqu'au 30 juin 1972, les mesures prépara-

Such provisional council shall, until the 30th of June 1972, take preparatory steps to apply this act to such regional board; for such purpose, it must in particular comply with paragraphs *a*, *b* and *c* of section 112 of this act.

Prepara-
tory
steps.

The provisions of this act respecting the provisional council of the new school boards shall apply *mutatis mutandis* to the provisional council of such regional board which, for purposes of applying those provisions, shall be deemed a new school board.

Provisions
to apply.

100. The Lieutenant-Governor in Council, on the recommendation of the Minister of Education, may, before the 15th of September 1971, change the territory of any new school board described in Schedule A or B to this act or transfer such new school board from one regional board to another.

Change in
territory,
etc., of
new
board.

Every order in council so made shall be published forthwith in the *Québec Official Gazette* and shall have the effect of amending accordingly Schedule A or Schedule B, as the case may be, to this act. The Québec Official Publisher must take such changes into consideration at the time the volume of statutes which will contain this act is printed.

Publica-
tion of
order.

101. For the purposes of subdivisions 1 and 2, the members of the provisional council shall be a corporation within the meaning of the Civil Code, called "The (*enter the name of the new school board*) Provisional Council"; sections 6 and 7, 193 to 202 and 481 of the Education Act, as amended by this act, shall apply *mutatis mutandis* to the provisional council which must also elect a chairman from among its members at its first meeting.

Incorpo-
ration
and
name.

Every provisional council shall cease to exist on the 30th of June 1972.

Cessa-
tion.

102. The provisional council of each new school board shall, until the 30th of June 1972, take preparatory steps to apply

Prepara-
tory
steps.

toires en vue de l'application de la présente loi au sein de cette commission scolaire nouvelle.

Devoirs.

Il doit, à cette fin:

a) procéder à l'inventaire de l'actif et du passif de chacune des commissions scolaires existantes, en vue de l'application, pour le premier juillet 1972, des articles 54 et 54a de la Loi de l'instruction publique tels que modifiés par la présente loi;

b) dresser, en collaboration avec les commissions scolaires existantes, un plan d'intégration de leur personnel au sein de la commission scolaire nouvelle et effectuer les consultations appropriées; tout plan d'intégration est soumis à l'approbation du ministre de l'éducation;

c) préparer, en collaboration avec les commissions scolaires existantes, le budget de la commission scolaire nouvelle pour l'année scolaire 1972/1973 et le soumettre à l'approbation du ministre de l'éducation avant le 15 mai 1972;

d) fixer pour l'année scolaire 1972/1973 le taux de la cotisation scolaire et à cette fin les articles 367 à 396 et 423 à 431 de la Loi de l'instruction publique tels que modifiés par la présente loi sont applicables *mutatis mutandis* au conseil provisoire;

e) engager à titre provisoire le personnel requis pour l'application du présent article et notamment de retenir les services d'un secrétaire-trésorier intérimaire;

f) préparer les élections scolaires de juin 1972 pour la commission scolaire nouvelle. À cette fin, les articles 64 et 65 de la Loi de l'instruction publique, tels que modifiés par la présente loi, s'appliquent au conseil provisoire. De même, les articles 95 à 183 de ladite loi, tels que modifiés par la présente loi, s'appliquent *mutatis mutandis* soit au conseil provisoire, pour les dispositions applicables aux commissaires d'écoles, soit au secrétaire-trésorier intérimaire, pour les dispositions applicables au secrétaire-trésorier.

Autres mesures à prendre.

Le conseil provisoire peut également prendre toute mesure préparatoire nécessaire à l'application de l'article 495a de la Loi de l'instruction publique tel que modifié par la présente loi et de l'article 495b de la Loi de l'instruction publique tel qu'édicte par la présente loi.

this act to such new school board.

It must, for such purpose:

Duties.

(a) make an inventory of the assets and liabilities of each existing school board, to apply, from the 1st of July 1972, sections 54 and 54a of the Education Act as amended by this act;

(b) in collaboration with the existing school boards, prepare a plan for integrating their staff into the new school board and make the appropriate consultations; each integration plan shall be submitted to the Minister of Education for approval;

(c) in collaboration with the existing school boards, prepare the budget of the new school board for the 1972/1973 school year and submit it for the approval of the Minister of Education before the 15th of May 1972;

(d) fix the rate of the school assessment for the 1972/1973 school year and for that purpose sections 367 to 396 and 423 to 431 of the Education Act as amended by this act shall apply *mutatis mutandis* to the provisional council;

(e) engage on a provisional basis the staff required for the application of this section and, in particular, retain the services of an interim secretary-treasurer;

(f) prepare for the school elections of June 1972 for the new school board. For that purpose sections 64 and 65 of the Education Act, as amended by this act, shall apply to the provisional council. Furthermore, sections 95 to 183 of the said act, as amended by this act, shall apply *mutatis mutandis* either to the provisional council as regards the provisions applicable to school commissioners, or to the interim secretary-treasurer as regards the provisions applicable to the secretary-treasurer.

The provisional council may also take any preparatory steps necessary to apply section 495a of the Education Act as amended by this act, and section 495b of the Education Act as enacted by this act.

Further preparatory steps.

Expira-
tion de
mandat.

103. Le mandat des commissaires d'écoles des commissions scolaires existantes en fonction le 30 juin 1972 expire au plus tard à cette date. L'article 166 de la Loi de l'instruction publique tel que modifié par la présente loi s'applique *mutatis mutandis* aux commissions scolaires nouvelles.

103. The term of the school commis-
sioners in office on the existing school
boards on the 30th of June 1972 shall
expire not later than on that date. Section
166 of the Education Act as amended by
this act shall apply *mutatis mutandis* to the
new school boards.

Term of
office of
commis-
sioners.

Deniers
requis.

104. Les deniers requis pour les fins du conseil provisoire sont pris à même les sommes que les commissions scolaires existantes doivent lui verser; ces sommes sont déterminées par le conseil provisoire avec l'approbation du ministre de l'éducation et doivent être prises pour chaque commission scolaire existante, dans son budget de l'année scolaire 1971/1972, selon les modalités déterminées par le ministre de l'éducation.

104. The moneys required for the
purposes of the provisional council shall
be taken out of the amounts which the
existing school boards must pay to it;
such amounts shall be determined by the
provisional council with the approval of
the Minister of Education and must be
taken for each existing school board from
its budget for the 1971/1972 school year
in accordance with the terms and condi-
tions determined by the Minister of Edu-
cation.

Moneys
required.

Transfert
d'em-
ployés.

105. Les personnes à l'emploi des commissions scolaires existantes le 30 juin 1972 deviennent le 1^{er} juillet 1972 des employés des commissions scolaires nouvelles, conformément au plan d'intégration dressé à cette fin par les conseils provisoires, subordonnement aux droits et obligations des commissions scolaires existantes et de leurs employés, et sous réserve quant aux salariés au sens du Code du travail et aux associations accréditées pour les représenter, des articles 36 et 37 dudit code, et, quant aux personnes occupant une fonction pédagogique ou éducative au sens de la Loi de l'instruction publique, des dispositions de cette loi les régissant.

105. The persons in the employ of the
existing school boards on the 30th of
June 1972 shall become on the 1st of
July 1972 employees of the new school
boards in accordance with the integration
plan prepared for that purpose by the
provisional councils, subject to the rights
and obligations of the existing school
boards and their employees, and subject,
as regards employees within the meaning
of the Labour Code and associations certi-
fied to represent them, to sections 36 and
37 of the said Code and, as regards persons
holding a pedagogical or educational
position within the meaning of the Edu-
cation Act, to the provisions of such act
governing them.

Employ-
ees trans-
ferred,
etc.

Validité
des obli-
gations
contrac-
tées.

106. Du premier juillet 1971 au 30 juin 1972, aucune commission scolaire existante ne peut valablement contracter une obligation dont l'effet se prolonge après le premier juillet 1972 ou qui a effet après cette date, sans l'assentiment du conseil provisoire de la commission scolaire nouvelle, ni retenir les services d'une personne sans cet assentiment.

106. From the first of July 1971 to the
30th of June 1972, no existing school board
shall validly contract an obligation the
effect of which extends beyond the first of
July 1972 or which has effect after such
date, without the approval of the provi-
sional council of the new school board or
retain the services of a person without
such approval.

Validity
of con-
tractual
obliga-
tion.

Trans-
mission
de deman-
de d'auto-
risation.

107. Du premier juillet 1971 au 30 juin 1972, une commission scolaire existante doit, chaque fois qu'elle est tenue d'obtenir une autorisation du ministre de l'éducation, transmettre au conseil pro-

107. From the first of July 1971 to
the 30th of June 1972, an existing school
board shall, whenever it is bound to obtain
an authorization from the Minister of Edu-
cation, send to the provisional council of

How au-
thoriza-
tion ob-
tained.

visoire de la commission scolaire nouvelle une copie de la demande d'autorisation et ce dernier peut faire au ministre toute recommandation qu'il juge appropriée à ce sujet.

the new school board a copy of the application for authorization and such council may make to the Minister any recommendation it considers appropriate in that respect.

Transfert
d'actif et
de passif.

108. L'actif et le passif des commissions scolaires existantes deviennent, le 1^{er} juillet 1972, l'actif et le passif des commissions scolaires nouvelles qui leur succèdent. L'article 54a de la Loi de l'instruction publique tel que modifié par la présente loi s'applique le cas échéant.

108. The assets and liabilities of the existing school boards shall become on the 1st of July 1972 the assets and liabilities of the new school boards succeeding them. Section 54a of the Education Act as amended by this act shall apply, if need be.

Assets,
etc.,
trans-
ferred.

Transfert
de dette
obliga-
taire.

La dette obligataire des commissions scolaires existantes devient, le 1^{er} juillet 1972, la dette obligataire des commissions scolaires nouvelles qui leur succèdent; l'article 12 de la Loi des subventions aux commissions scolaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 237), tel que modifié par l'article 1 du chapitre 63 des lois de 1968, continue à s'appliquer à ces commissions scolaires nouvelles au lieu et place des commissions scolaires existantes.

The bonded indebtedness of the existing school boards shall become on the 1st of July 1972 that of the new school boards succeeding them; section 12 of the School Boards Grants Act (Revised Statutes, 1964, chapter 237), as amended by section 1 of chapter 63 of the statutes of 1968, shall continue to apply to such new school boards in the place and stead of the existing school boards.

Bonded
indebted-
ness trans-
ferred.

Actes du
conseil
provisoire
lient la
commis-
sion nou-
velle.

109. Les actes posés par un conseil provisoire lient chaque commission scolaire nouvelle comme si celle-ci les avait posés elle-même; l'actif et le passif d'un conseil provisoire deviennent, le 1^{er} juillet 1972, l'actif et le passif de la commission scolaire nouvelle. Sous réserve des articles 106 et 108, tous les règlements, résolutions ou ordonnances, conventions, engagements ou actes, faits, passés ou consentis par les commissions scolaires existantes restent en vigueur et conservent leurs effets légaux tant qu'ils n'ont pas été annulés ou modifiés par les commissions scolaires nouvelles ou tant que leur objet n'a pas été accompli.

109. The acts done by a provisional council shall bind each new school board as if the latter had done them; the assets and liabilities of a provisional council shall become on the 1st of July 1972 the assets and liabilities of the new school board. Subject to sections 106 and 108, all the by-laws, resolutions, orders, agreements, undertakings or deeds made, passed or entered into by the existing school boards shall remain in force and retain their legal effect until annulled or altered by the new school boards or until their object is attained.

Acts to
bind new
board,
etc.

Délai
pour faire
le choix.

110. Pour les fins de l'année scolaire 1972/1973, le choix visé au dernier alinéa de l'article 49 de la Loi de l'instruction publique, tel que modifié par l'article 13 de la présente loi, peut être valablement fait avant le 1^{er} avril 1972 et l'avis doit être transmis au conseil provisoire.

110. For the purposes of the 1972/1973 school year, the option contemplated in the last paragraph of section 49 of the Education Act as amended by section 13 of this act may be validly made before the 1st of April 1972 and the notice must be sent to the provisional council.

Option
valid.

§ 2.—Les commissions régionales

§ 2.—Regional boards

Durée du
mandat.

111. Le mandat des commissaires en fonction le 30 juin 1972 pour toute commission régionale visée par l'article 3 de

111. The term of the commissioners in office on the 30th of June 1972 for every regional school board contemplated by

Term of
commis-
sioners.

la présente loi expire le 1^{er} juillet 1972.

section 3 of this act shall expire on the 1st of July 1972.

Fonctions
des com-
missaires.

112. Les commissaires en fonction le premier juillet 1971 dans les commissions régionales ont pour fonction, outre d'administrer leur commission régionale respective, de prendre les mesures nécessaires pour faciliter l'application de la présente loi.

Devoirs.

Ils doivent notamment, à cette fin :

a) organiser les cours nécessaires pour les enfants soumis à leur juridiction et provenant des commissions scolaires nouvelles membres de leur commission régionale pour l'année scolaire 1972/1973;

b) préparer en conséquence le budget de leur commission régionale pour l'année scolaire 1972/1973;

c) collaborer avec les conseils provisoires des commissions scolaires nouvelles qui deviendront membres de leur commission régionale.

112. The functions of the commissioners in office on the regional school boards on the first of July 1971 shall be, in addition to administering their respective regional boards, to take the necessary steps to facilitate the application of this act.

They shall in particular for such purposes:

(a) provide the courses necessary for the children under their jurisdiction from the new school boards which are members of their regional board for the 1972/1973 school year;

(b) prepare the budget of their regional board for the 1972/1973 school year accordingly;

(c) collaborate with the provisional councils of the new school boards which will become members of their regional board.

DISPOSITIONS FINALES

Disposi-
tions in-
compati-
bles sans
effet.

113. Les dispositions des lois spéciales régissant toute corporation scolaire ayant juridiction sur toute municipalité scolaire maintenue, fusionnée, érigée, annexée ou modifiée suivant les annexes A et B de la présente loi ou régissant une telle municipalité scolaire et qui sont incompatibles avec les dispositions de la présente loi sont sans effet.

1963
(1^{re} sess.),
c. 68, a. 6,
remp.

114. L'article 5 de la Charte de la Commission des écoles catholiques de Québec (1963, 1^{re} session, chapitre 68) est remplacé par le suivant :

Qualité
requis.

« 5. La commission est formée de commissaires professant la religion catholique romaine. »

1963
(1^{re} sess.),
c. 68, ss. 6,
7, 9-15,
17, 19-21,
ab.
Id., a. 22,
remp.

115. Les articles 6, 7, 9 à 15, 17 et 19 à 21 de ladite charte sont abrogés.

116. L'article 22 de ladite charte est remplacé par le suivant :

Disposi-
tions non
applica-
bles.

« 22. Les articles 231, 312, 351 et 352 de la Loi de l'instruction publique ne s'appliquent pas à la commission. »

FINAL PROVISIONS

113. The provisions of the special acts governing any school corporation which has jurisdiction over any school municipality maintained, united, erected, annexed or changed according to Schedules A and B to this act or governing such a school municipality and inconsistent with this act shall not have effect.

114. Section 5 of the Charter of The Catholic School Commission of Québec (1963, 1st session, chapter 68) is replaced by the following :

« 5. The commission shall consist of commissioners professing the Roman Catholic religion. »

115. Sections 6, 7, 9 to 15, 17 and 19 to 21 of the said charter are repealed.

116. Section 22 of the said charter is replaced by the following :

« 22. Sections 231, 312, 351 and 352 of the Education Act shall not apply to the commission. »

1963
(1^{re} sess.),
c. 68, aa.
23, 24, ab.

117. Les articles 23 et 24 de ladite charte sont abrogés.

Id., s. 29,
mod.

118. L'article 29 de ladite charte est modifié:

a) en remplaçant, dans les cinquième, sixième et septième lignes du premier alinéa, les mots « le Bureau de commissaires d'écoles protestants de la cité de Québec » par les mots « Le Bureau des écoles protestantes de Québec métropolitain »;

b) en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes du dernier alinéa, les mots et chiffres « le sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 422 » par les mots et chiffres « l'article 423 ».

1963
(1^{re} sess.),
c. 69, a. 3,
mod.

119. L'article 3 de la Charte du Bureau des écoles protestantes de Québec métropolitain (1963, 1^{re} session, chapitre 69) est modifié en ajoutant à la fin l'alinéa suivant:

Disposi-
tions ap-
plicables.

« Les articles 1 à 3 du chapitre 67 des lois de 1971 s'appliquent à cette nouvelle municipalité scolaire. »

1963
(1^{re} sess.),
c. 69, a. 9,
mod.

120. L'article 9 de ladite charte est modifié:

a) en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes, les mots et chiffres « des dispositions des articles 422 et 423 » par les mots et chiffres « de l'article 423 »;

b) en remplaçant, dans les deux dernières lignes, les mots « dans la cité de Sillery ou dans la ville de Sainte-Foy » par les mots « à l'extérieur de la Ville de Québec ».

Id., aa.
11-16, ab.

121. Les articles 11 à 16 de ladite charte sont abrogés.

Id., a. 17,
remp.

122. L'article 17 de ladite charte est remplacé par le suivant:

Disposi-
tions non
applica-
bles.

« **17.** Les articles 231, 312, 351 et 352 de la Loi de l'instruction publique ne s'appliquent pas au Bureau. »

1963
(1^{re} sess.),
c. 69, a.
18, ab.

123. L'article 18 de ladite charte est abrogé.

Disposi-
tions non
applica-
bles.

124. L'article 6 du chapitre 177 des lois de 1959/1960, remplacé par l'article

117. Sections 23 and 24 of the said charter are repealed.

1963
(1st sess.),
c. 68, ss.
23, 24,
repealed.
Id., s. 29,
am.

118. Section 29 of the said charter is amended:

(*a*) by replacing the words "The Protestant board of school commissioners of the city of Québec" in the fifth and sixth lines by the words "The Protestant School Board of Greater Québec";

(*b*) by replacing the words and figures "sub-paragraph *b* of subsection 2 of section 422" in the fifth and sixth lines of the last paragraph by the word and figure "section 423".

119. Section 3 of the Charter of The Protestant School Board of Greater Québec (1963, 1st session, chapter 69) is amended by adding at the end the following paragraph:

1963
(1st sess.),
c. 69, s. 3,
am.

"Sections 1 to 3 of chapter 67 of the statutes of 1971 shall apply to such new school municipality."

Provisions
to apply.

120. Section 9 of the said charter is amended:

1963
(1st sess.),
c. 69, s. 9,
am.

(*a*) by replacing the words and figures "to the provisions of sections 422 and 423" in the fourth and fifth lines by the words and figure "of section 423";

(*b*) by replacing the words "in the city of Sillery or in the city of Sainte-Foy" in the last two lines by the words "outside the City of Québec".

121. Sections 11 to 16 of the said charter are repealed.

Id., ss.
11-16,
repealed.

122. Section 17 of the said charter is replaced by the following:

Id., s. 17,
replaced.

"**17.** Sections 231, 312, 351 and 352 of the Education Act shall not apply to the Board."

Provisions
not to
apply.

123. Section 18 of the said charter is repealed.

1963
(1st sess.),
c. 69,
s. 18,
repealed.

124. Section 6 of chapter 177 of the statutes of 1959/1960, replaced by section

Provisions
not to
apply.

6 du chapitre 127 des lois de 1966/1967, l'article 17 du chapitre 103 des lois de 1969, et l'article 2b du chapitre 70 des lois de 1889, édicté par l'article 1 du chapitre 106 des lois de 1945 et modifié par l'article 39 du chapitre 15 des lois de 1964, ne s'appliquent pas aux instituteurs qu'une commission scolaire engage pour moins d'une année scolaire aux fins de l'article 573a de la Loi de l'instruction publique.

6 of chapter 127 of the statutes of 1966/1967, section 17 of chapter 103 of the statutes of 1969, and section 2b of chapter 70 of the statutes of 1889, enacted by section 1 of chapter 106 of the statutes of 1945 and amended by section 39 of chapter 15 of the statutes of 1964, shall not apply to the teachers whom a school board engages for less than one school year for the purposes of section 573a of the Education Act.

Modifications non applicables.

125. Les modifications apportées par la présente loi aux articles 64, 65, 76, 79, 90, 91, 93, 95, 99, 130 à 133, 137, 166, 184, 192, 474, 480, 481, 485 et 493 de la Loi de l'instruction publique et les articles 28, 34, 41 à 44, 61, 74, 76, 77 à 81 de la présente loi ne s'appliquent pas aux commissions scolaires ayant juridiction sur toute municipalité scolaire qui n'est pas mentionnée aux annexes A et B de la présente loi ni à la Commission scolaire régionale Le Royer ni à la Commission scolaire régionale Lakeshore; ils s'appliquent cependant aux commissions scolaires formées en vertu de la Loi concernant la Commission scolaire du Nouveau-Québec (1968, chapitre 110) et de la Loi concernant la Commission scolaire de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent (1966/1967, chapitre 125), sous réserve des dispositions de ces lois.

125. The amendments made by this act to sections 64, 65, 76, 79, 90, 91, 93, 95, 99, 130 to 133, 137, 166, 184, 192, 474, 480, 481, 485 and 493 of the Education Act, and sections 28, 34, 41 to 44, 61, 74, 76 and 77 to 81 of this act shall not apply to school boards which have jurisdiction over any school municipality not mentioned in Schedules A and B to this act, the Le Royer Regional School Board or the Lakeshore Regional School Board; they shall apply, however, to school boards established under the Act respecting the School Board of New Québec (1968, chapter 110) and the Act respecting the School Board of the North Shore of the Gulf of St. Lawrence (1966/1967, chapter 125), subject to those acts.

Amendments not to apply.

Effet de certains articles.

126. Les articles 13, 18, 22, 23, 25 à 35, 38 à 45, 61, 74, 75 à 82, 84 à 86 et 114 à 123 ont effet aux fins de l'année scolaire 1972/1973 et des années scolaires subséquentes.

126. Sections 13, 18, 22, 23, 25 to 35, 38 to 45, 61, 74, 75 to 82, 84 to 86 and 114 to 123 shall have effect for the purposes of the 1972/1973 school year and subsequent school years.

Effect of certain sections.

Entrée en vigueur.

127. Sous réserve de l'article 126, la présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

127. Subject to section 126, this act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.

ANNEXE A (*)

Les municipalités scolaires suivantes sont établies pour catholiques au sens de l'article 49 de la Loi de l'instruction publique, tel que modifié par la présente loi, suivant l'article 1 de la présente loi; les commissions scolaires ayant juridiction sur ces municipalités sont, suivant l'article 3, membres d'une commission régionale tel que ci-après indiqué, de même que les corporations de syndics mentionnées aux paragraphes 11°, 29° et 47°.

1° La Commission scolaire régionale de la Baie des Chaleurs.

-La municipalité scolaire de Monseigneur Matte maintenue telle qu'érigée par l'arrêté en conseil numéro 1346 du 30 avril 1969, à laquelle sont annexés les territoires non organisés suivants: Les cantons Garin, Mourier, Reboul, Guéguen, Honorat et Weir.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Monseigneur Matte.

-La municipalité scolaire de Ristigouche maintenue telle qu'érigée par l'arrêté en conseil numéro 1056 du 2 avril 1969, à laquelle sont annexés les territoires non organisés suivants:

a) le résidu des cantons Mann et Matapédia.

b) le canton Fauvel.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Ristigouche.

-La municipalité scolaire de Tracadie constituée par la fusion des municipalités scolaires de New Richmond, St-Edgar (érigée exclusivement pour catholiques), St-Jules, St-Louis-de-Gonzague et Tracadie, et par l'annexion des territoires non organisés suivants:

a) le résidu des cantons Angers, Dugal, Flahaut et Robidoux ainsi que le résidu du canton Hamilton comprenant: dans le

SCHEDULE A (*)

The following school municipalities are established for Catholics within the meaning of section 49 of the Education Act as amended by this act in accordance with section 1 of this act; under section 3, the school boards having jurisdiction over such municipalities are members of a regional school board, as are the corporations of trustees mentioned in paragraphs 11, 29 and 47.

1. The Baie des Chaleurs regional school board.

-The school municipality of Monseigneur Matte maintained as erected by Order in Council number 1346 of the 30th of April 1969, to which are annexed the following non-organized territories: the townships of Garin, Mourier, Reboul, Guéguen, Honorat and Weir.

This school municipality is under the authority of the Monseigneur Matte school board.

-The school municipality of Ristigouche maintained as erected by Order in Council number 1056 of the 2nd of April 1969, to which are annexed the following non-organized territories:

(a) the residue of the townships of Mann and Matapédia.

(b) the township of Fauvel.

This school municipality is under the authority of the Ristigouche school board.

-The school municipality of Tracadie constituted by the union of the school municipalities of New Richmond, St-Edgar (erected exclusively for Catholics), St-Jules, St-Louis-de-Gonzague and Tracadie, and the annexation of the following non-organized territories:

(a) the residue of the townships of Angers, Dugal, Flahaut and Robidoux and the residue of the township of Hamilton, com-

(*) Annexe modifiée par les arrêtés en conseil numéro 3139 du 14 septembre 1971, numéro 3262 du 22 septembre 1971 et numéro 3409 du 6 octobre 1971 en vertu de l'article 100 du chapitre 67 des lois de 1971.

(*) Schedule amended by orders in council number 3139 dated 14 September 1971, number 3262 dated 22 September 1971 and number 3409 dated 6 October 1971 under section 100 of chapter 67, 1971.

rang 9, la partie des lots 13, 14, 15, 16 et 17 située au nord de la rivière Bonaventure; dans le rang 10, la partie des lots 9, 10, 11 et 12 située au nord de la rivière Bonaventure; dans le rang 11, les lots 11 à 24 inclusivement; dans le rang 12, les lots 11 à 24 inclusivement; tous les lots du rang 13.

- b) les cantons Baldwin, Clapperton, Deville, Dufour, Lebre, Marcil, Pilote et Vallée.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Tracadie.

- La municipalité scolaire de Val-d'Accueil maintenue dans son territoire actuel.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Val-d'Accueil.

2° La Commission scolaire régionale du Bas-St-Laurent.

- La municipalité scolaire de La Mitis maintenue telle qu'érigée par l'arrêté en conseil numéro 3809 du 26 novembre 1969 et à laquelle sont annexés les territoires non organisés suivants:

- a) le résidu du canton Massé;

- b) un certain territoire situé au sud-est des municipalités scolaires de St-Charles Garnier et Les Hauteurs limité à l'est par la Seigneurie du Lac Mitis et une partie de la Rivière Patapédia; au sud par la limite entre le Québec et le Nouveau Brunswick, au sud-ouest par la prolongation de la ligne entre les cantons Ouimet et Flynn et au nord-ouest par le territoire actuel de la municipalité scolaire de La Mitis.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de La Mitis.

- La municipalité scolaire de La Neigette comprenant la municipalité scolaire de La Neigette à laquelle sont annexés les municipalités scolaires de la Ville de Ri-

prising: in range 9, that part of lots 13, 14, 15, 16 and 17 situated to the north of the Bonaventure river; in range 10, that part of lots 9, 10, 11 and 12 situated to the north of the Bonaventure river; in range 11, lots 11 to 24 inclusive; in range 12, lots 11 to 24 inclusive; all the lots in range 13.

- (b) the townships of Baldwin, Clapperton, Deville, Dufour, Lebre, Marcil, Pilote and Vallée.

This school municipality is under the authority of the Tracadie school board.

- The school municipality of Val-d'Accueil maintained in its present territory.

This school municipality is under the authority of the Val-d'Accueil school board.

2. The Bas-St-Laurent regional school board.

- The school municipality of La Mitis maintained as erected by order in council number 3809 of the 26th of November 1969, to which the following non-organized territories are annexed:

- (a) the residue of the township of Massé;

- (b) a certain territory southeast of the school municipalities of St-Charles Garnier and Les Hauteurs, bounded to the east by the Seigneurie of Lac Mitis and part of the Patapédia river; to the south by the boundary between Québec and New Brunswick, to the southwest by the extension of the line between the townships of Ouimet and Flynn and to the northwest by the present territory of the school municipality of La Mitis.

This school municipality is under the authority of the La Mitis school board.

- The school municipality of La Neigette, comprising the school municipality of La Neigette to which are annexed the school municipalities of the Town of Rimouski

mouski et Notre-Dame-du-Sacré-Coeur ainsi que les territoires non organisés suivants:

- a) le résidu des cantons Macpès, Varin, Laroche, Chénier et Duquesne;
- b) cette partie de la Seigneurie de Nicolas Rioux limitée au nord-est par une partie du canton Duquesne et la Seigneurie du Bic; au sud-est par le canton Chénier; au sud-ouest par une partie de la municipalité scolaire actuelle de St-Mathieu-de-Rioux et le prolongement en direction nord-ouest de la ligne nord-est du canton Bédard;
- c) le canton Flynn;
- d) cette partie de territoire située au sud-est des cantons Flynn, Varin et Laroche limitée au nord-est par la prolongation vers le sud-est de la ligne entre les cantons Ouimet et Flynn, au sud-ouest par le canton Asselin, et au sud par la limite entre le Québec et le Nouveau-Brunswick.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la Commission scolaire de La Neigette.

3° La Commission scolaire régionale des Iles.

-La municipalité scolaire de Bassin comprenant les municipalités scolaires de Bassin, Cap-aux-Meules, Fatima, Grande-Entrée, Havre-Aubert, Havre-Aux-Maisons et St-Pierre-de-l'Étang.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Bassin.

4° La Commission scolaire régionale de la Matapédia.

-La municipalité scolaire d'Amqui-Causapscal-Sayabec constituée par la fusion des municipalités scolaires de Secteur-Amqui, Secteur-Causapscal, St-Damase, St-Moise, St-Noël, Sayabec et Val-Brillant à laquelle sont annexés les territoires non organisés suivants:

and of Notre-Dame-du-Sacré-Coeur and the following non-organized territories:

- (a) the residue of the townships of Macpès, Varin, Laroche, Chénier and Duquesne;
- (b) that part of the Seigniorie of Nicolas Rioux bounded north-easterly by part of the township of Duquesne and the Bic Seigniorie; southeasterly by the township of Chénier; south-westerly by part of the existing school municipality of St-Mathieu-de-Rioux and the north-westerly extension of the north-east line of the township of Bédard;
- (c) the township of Flynn;
- (d) that portion of territory situated southeast of the townships of Flynn, Varin and Laroche, bounded northeasterly by the southeasterly extension of the line between the townships of Ouimet and Flynn, south-westerly by the township of Asselin and southerly by the Québec-New Brunswick boundary.

This school municipality is under the authority of the La Neigette school board.

3. The des Iles regional school board.

-The school municipality of Bassin comprising the school municipalities of Bassin, Cap-aux-Meules, Fatima, Grande-Entrée, Havre-Aubert, Havre-Aux-Maisons and St-Pierre-de-l'Étang.

This school municipality is under the authority of the Bassin school board.

4. The Matapédia regional school board.

-The school municipality of Amqui-Causapscal-Sayabec constituted by the amalgamation of the school municipalities of Secteur-Amqui, Secteur-Causapscal, St-Damase, St-Moise, St-Noël, Sayabec and Val-Brillant to which the following non-organized territories are annexed:

a) le résidu des cantons Assemet-quagan, Awantjish, Blais, Casupscull, Jetté, Massé, Matalis, Milnikek, Nemtayé et Pinault;

b) la Seigneurie du Lac Mitis, les cantons Ronceveaux et La Vérendrye.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire d'Amqui-Causapscal-Sayabec.

5° La Commission scolaire régionale des Monts.

-La municipalité scolaire de La Tourelle maintenue telle qu'érigée par l'arrêté en conseil numéro 1053 du 11 mars 1970 et à laquelle sont annexés les municipalités scolaires Deslandes, Petite-Madeleine, St-Bernard-des-Lacs et St-Octave-de-l'Avenir ainsi que les territoires non organisés suivants:

a) le résidu de la Seigneurie de Mont-Louis et des cantons Taschereau, Duchesnay, Christie et Romieu;

b) les cantons Lefrançois, Larivière, Boisbuisson, LaPotardière, Courcelette, Lemieux, Lesseps et Deslandes.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de La Tourelle.

-La municipalité scolaire de Matane comprenant la municipalité scolaire de Matane à laquelle sont annexés les municipalités scolaires Les Méchins, Ste-Félicité, St-Jean-de-Cherbourg, St-Léandre, St-Nil, St-Paulin-Dalibaire, Ste-Paule, St-René-de-Matane et St-Thomas-de-Cherbourg ainsi que les territoires non organisés suivants:

a) le résidu des cantons Dalibaire, Cherbourg, St-Denis et Tessier;

b) les cantons Faribault, Joffre, LeClercq, Cuog, Lagrange, Boutet, Dunière, Richard, Catalogne, Gravier et Clarke.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Matane.

(a) the residue of the townships of Assemetquagan, Awantjish, Blais, Casupscull, Jetté, Massé, Matalis, Milnikek, Nemtayé and Pinault;

(b) the Seigniorship of Lac Mitis, the townships of Ronceveaux and La Vérendrye.

This school municipality is under the authority of the Amqui-Causapscal-Sayabec school board.

5. The des Monts regional school board.

-The school municipality of La Tourelle maintained as erected by order in council number 1053 of the 11th of March 1970, to which are annexed the school municipalities of Deslandes, Petite-Madeleine, St-Bernard-des-Lacs and St-Octave-de-l'Avenir, and the following non-organized territories:

(a) the residue of the Seigniorship of Mont-Louis and of the townships of Taschereau, Duchesnay, Christie and Romieu;

(b) the townships of Lefrançois, Larivière, Boisbuisson, LaPotardière, Courcelette, Lemieux, Lesseps and Deslandes.

This school municipality is under the authority of the La Tourelle school board.

-The school municipality of Matane comprising the school municipality of Matane to which are annexed the school municipalities of Les Méchins, Ste-Félicité, St-Jean-de-Cherbourg, St-Léandre, St-Nil, St-Paulin-Dalibaire, Ste-Paule, St-René-de-Matane and St-Thomas-de-Cherbourg and the following non-organized territories:

(a) the residue of the townships of Dalibaire, Cherbourg, St-Denis and Tessier;

(b) the townships of Faribault, Joffre, LeClercq, Cuog, Lagrange, Boutet, Dunière, Richard, Catalogne, Gravier and Clarke.

This school municipality is under the authority of the Matane school board.

6° La Commission scolaire régionale de la Péninsule.

-La municipalité scolaire des Anses comprenant la municipalité scolaire des Anses telle qu'érigée par l'arrêté en conseil numéro 1053 du 11 mars 1970 et modifiée par l'arrêté en conseil numéro 4675 du 16 décembre 1970 à laquelle est annexée la municipalité scolaire de Newport.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire des Anses.

-La municipalité scolaire de Forillon maintenue dans son territoire actuel.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Forillon

-La municipalité scolaire de Grande-Hermine maintenue telle qu'érigée par l'arrêté en conseil numéro 2022 du 6 mai 1970 et ses amendements et à laquelle sont annexés les territoires non organisés suivants:

- a) le résidu des cantons York, Sydenham, Holland, Baie-de-Gaspé-Nord;
- b) les cantons Fortin, Joncas, Bailargeon, Galt, Vondenvelden, Sirois, Fletcher, Gastonguay, Walbank, Bonnécamp et la partie du canton Dunière située au sud de la réserve de chasse et de pêche de Chic-Chocs.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Grande-Hermine.

-La municipalité scolaire de Rocher-Percé maintenue telle qu'érigée par l'arrêté en conseil numéro 1053 du 11 mars 1970 et ses amendements.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Rocher-Percé.

7° La Commission scolaire régionale du Lac St-Jean.

-La municipalité scolaire d'Alma maintenue telle qu'érigée par le chapitre 147 des lois de 1960/1961.

6. The la Peninsule regional school board.

-The school municipality of des Anses comprising the school municipality of des Anses as erected by order in council number 1053 of the 11th of March 1970, and changed by order in council number 4675 of the 16th of December 1970, to which the school municipality of Newport is annexed.

This school municipality is under the authority of des Anses school board.

-The school municipality of Forillon maintained in its present territory.

This school municipality is under the authority of the Forillon school board.

-The school municipality of Grande-Hermine maintained as erected by order in council number 2022 of the 6th of May 1970 and its amendments to which are annexed the following non-organized territories:

- (a) the residue of the townships of York, Sydenham, Holland and Gaspé Bay-North;
- (b) the townships of Fortin, Joncas, Baillargeon, Galt, Vondenvelden, Sirois, Fletcher, Gastonguay, Walbank, Bonnécamp and that part of the township of Dunière situated south of the Shick-Shock fishing and hunting reserve.

This school municipality is under the authority of the Grande-Hermine school board.

-The school municipality of Rocher-Percé, maintained as erected by order in council 1053 of the 11th of March 1970 and amendments.

This school municipality is under the authority of the Rocher-Percé school board.

7. The Lac St-Jean regional school board.

-The school municipality of Alma maintained as erected by chapter 147 of the statutes of 1960/1961.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire d'Alma.

- La municipalité scolaire Delisle comprenant la municipalité scolaire Delisle à laquelle sont annexés la municipalité scolaire de Ste-Monique-de-Honfleur ainsi que les territoires non organisés suivants:

- a) le résidu du canton Labrecque;
- b) la partie des cantons Constantin et St-Onge située à l'est de la rivière Alex;
- c) les cantons Jogues et Maltais et Rouleau.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire Delisle.

- La municipalité scolaire de St-Jérôme, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Desbiens, Hébertville, Hébertville-Station, Lac-à-la-Croix, St-Bruno, St-Gédéon-de-Grandmont et St-Jérôme et par l'annexion du territoire non organisé suivant: un territoire situé au sud des cantons Mésey, Plessis et Lartigue, limité à l'est par la rivière Cyriac; au sud par la limite entre les districts électoraux du Lac St-Jean et Jonquière d'une part et Montmorency et Charlevoix d'autre part; à l'ouest par la rivière Métabetchouan.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de St-Jérôme.

8° La Commission scolaire régionale Lapointe.

- La municipalité scolaire d'Arvida maintenue dans son territoire actuel.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire d'Arvida.

- La municipalité scolaire Les-Deux-Rives maintenue telle qu'érigée par l'arrêté en conseil numéro 3277 du 2 septembre 1970 et ses amendements et auquel est annexé le

This school municipality is under the authority of the Alma school board.

- The school municipality of Delisle comprising the school municipality of Delisle to which are annexed the school municipality of Ste-Monique-de-Honfleur and the following non-organized territories:

- (a) the residue of the township of Labrecque;
- (b) that part of the townships of Constantin and St-Onge situated east of the Alex river;
- (c) the townships of Jogues, Maltais and Rouleau.

This school municipality is under the authority of the Delisle school board.

- The school municipality of St-Jérôme, constituted by the union of the school municipalities of Desbiens, Hébertville, Hébertville-Station, Lac-à-la-Croix, St-Bruno, St-Gédéon-de-Grandmont and St-Jérôme and by the annexation of the following non-organized territory: a territory situated to the south of the townships of Mésey, Plessis and Lartigue, bounded to the east by the Cyriac river; to the south by the boundary between the electoral districts of Lac St-Jean and Jonquière on one hand and Montmorency and Charlevoix on the other; to the west by the Métabetchouan river.

This school municipality is under the authority of the St. Jérôme school board.

8. The Lapointe regional school board.

- The school municipality of Arvida maintained within its present territory.

This school municipality is under the authority of the Arvida school board.

- The school municipality of Les-Deux-Rives, as erected by order in council number 3277 of the 2nd of September 1970 and its amendments, to which is added the fol-

territoire non organisé suivant: le canton Aulneau.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire Les-Deux-Rives.

-La municipalité scolaire de Jonquière, maintenue dans son territoire actuel connue sous le nom de Cité de Jonquière à laquelle sont annexés les territoires non organisés suivants:

- a) le résidu des cantons Kénogami et Jonquière;
- b) le canton Lartigue.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Jonquière.

9° La Commission scolaire régionale Louis-Hémon.

-La municipalité scolaire de Dolbeau maintenue telle qu'érigée par l'arrêté en conseil numéro 1056 du 2 avril 1969, à laquelle sont annexés les territoires non organisés suivants:

- a) le résidu des cantons Antoine et La Trappe;
- b) le canton Ménard ainsi que les cantons, parcelles de cantons et autres territoires situés à l'est et au nord de la réserve de Chibougamau; à l'est et au sud-est de la réserve de Mistassini; à l'ouest du 71^{ème} méridien et des cantons Desrivières, Primeau et une partie de La Trappe; à l'est des cantons Hubert et Panneton et au nord des cantons Crevier, Desautels, Desrivières, Dufresne, La Trappe, Ménard, Panneton, Pinsonnault et une partie de Hémon ainsi que d'une ligne étant le prolongement vers l'est de la ligne nord du canton Pinsonnault rejoignant ledit 71^{ème} méridien.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Dolbeau.

-La municipalité scolaire La Vallière maintenue telle qu'érigée par l'arrêté en conseil numéro 1056 du

lowing non-organized territory: the township of Aulneau.

This school municipality is under the authority of the Les-Deux-Rives school board.

-The school municipality of Jonquière, maintained in its present territory called city of Jonquière to which are added the following non-organized territories:

- (a) the residue of the townships of Kénogami and Jonquière;
- (b) the township of Lartigue.

This school municipality is under the authority of the Jonquière school board.

9. The Louis-Hémon regional school board.

-The school municipality of Dolbeau maintained as erected by order in council number 1056 of the 2nd of April 1969, to which are annexed the following non-organized territories:

- (a) the residue of the townships of Antoine and La Trappe;
- (b) the township of Ménard and also the townships, parts of townships and other territories situated to the east and north of the Chibougamau reserve; to the east and southeast of the Mistassini reserve; to the west of the 71st meridian and the townships of Desrivières, Primeau and part of La Trappe; to the east of the townships of Hubert and Panneton and to the north of the townships of Crevier, Desautels, Desrivières, Dufresne, La Trappe, Ménard, Panneton, Pinsonnault and a part of Hémon as well as a line which is the extension eastwards of the north line of the township of Pinsonnault joining the said 71st meridian.

This school municipality is under the authority of the Dolbeau school board.

-The school municipality of La Vallière maintained as erected by order in council number 1056 of

2 avril 1969, à laquelle sont annexés la municipalité scolaire de St-Prime ainsi que les territoires non organisés suivants:

- a) les cantons Drapeau et De Lamarre;
- b) la parcelle de la réserve de Chibougamau limitée à l'ouest par la municipalité scolaire du Haut St-Maurice pour une partie et pour une autre partie par la limite est des cantons Bouteroue, Charron, Dollier, Ducharme et une partie de Lemoine.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire La Vallière.

-La municipalité scolaire de Normandin maintenue telle qu'érigée par l'arrêté en conseil numéro 1056 du 2 avril 1969, à laquelle sont annexés les territoires non organisés suivants:

- a) le résidu des cantons Beaudet, Chomedey, D'Esglis, Dumais, Damville, Louvigny, Mornay, Paquet, Quesnel et Théberge;
- b) les cantons Bourbon, Condé, Crevier, Desautels, Dosquets, Dufresne, Hémon, Hubert, Lauberivière, Panneton et Ramezay.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Normandin.

-La municipalité scolaire Vallée-de-Mistassini, constituée par la fusion des municipalités scolaires de St-Augustin et Vallée-de-Mistassini et par l'annexion des territoires non organisés suivants:

- a) le résidu des cantons Constantin, Hudon, Milot, Proulx et St-Onge;
- b) les cantons Desrivières, Faraud, Petit, Pinsonnault, Primeau et Tanguay.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire Vallée-de-Mistassini.

-La municipalité scolaire de Roberval maintenue telle qu'érigée par

the 2nd of April 1969, to which is annexed the school municipality of St-Prime as well as the following non-organized territories:

- (a) the townships of Drapeau and De Lamarre;
- (b) that part of the Chibougamau reserve bounded on the west partly by the school municipality of Haut St-Maurice and the eastern limit of the townships of Bouteroue, Charron, Dollier, Ducharme and part of Lemoine.

This school municipality is under the authority of the La Vallière school board.

-The school municipality of Normandin, maintained as erected by order in council number 1056 of the 2nd of April 1969, to which are annexed the following non-organized territories:

- (a) the residue of the townships of Beaudet, Chomedey, d'Esglis, Dumais, Damville, Louvigny, Mornay, Paquet, Quesnel and Théberge;
- (b) the townships of Bourbon, Condé, Crevier, Desautels, Dosquets, Dufresne, Hémon, Hubert, Lauberivière, Panneton and Ramezay.

This school municipality is under the authority of the Normandin school board.

-The school municipality of Vallée-de-Mistassini, constituted by the union of the school municipalities of St-Augustin and Vallée-de-Mistassini and the annexation of the following non-organized territories:

- (a) the residue of the townships of Constantin, Hudon, Milot, Proulx and St-Onge;
- (b) the townships of Desrivières, Faraud, Petit, Pinsonnault, Primeau and Tanguay.

This school municipality is under the authority of the Vallée-de-Mistassini school board.

-The school municipality of Roberval, maintained as erected by

l'arrêté en conseil numéro 1346 du 7 avril 1971 et à laquelle sont annexés les territoires non organisés suivants:

- a) le résidu des cantons Dechêne, Malherbe et Ross;
- b) les cantons Bécart, Biart, Lyonne et Chabanel;
- c) un territoire limité d'une part par les cantons nommés ci-dessus, une partie des limites est, nord-est nord de la municipalité scolaire du Haut St-Maurice et d'autre part par une partie des limites sud est ouest de la réserve de Chibougamau.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Roberval.

10° La Commission scolaire régionale du Saguenay.

-La municipalité scolaire de Chicoutimi maintenue dans son territoire actuel à laquelle est annexée la municipalité scolaire de Laterrière.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Chicoutimi.

-La municipalité scolaire de Port-Alfred maintenue dans son territoire actuel à laquelle sont annexés la municipalité scolaire de Bagotville ainsi que les territoires non organisés suivants:

- a) le résidu du canton Périgny;
- b) les cantons Lapointe, Dubuc, Brébeuf, Lalement et Ducreux.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Port-Alfred.

-La municipalité scolaire de Valin maintenue dans son territoire actuel à laquelle sont annexés la municipalité scolaire de St-David-de-Falardeau ainsi que les territoires non organisés suivants:

order in council number 1346 of the 7th of April 1971, to which are annexed the following non-organized territories:

- (a) the residue of the townships of Dechêne, Malherbe and Ross;
- (b) the townships of Bécart, Biart, Lyonne and Chabanel;
- (c) a territory bounded on one hand by the above townships, part of the east, northeast and north limits of the school municipality of Haut St-Maurice and on the other hand by part of the south, east and west limits of the Chibougamau reserve.

This school municipality is under the authority of the Roberval school board.

10. The Saguenay regional school board.

-The school municipality of Chicoutimi, maintained in its present territory to which is annexed the school municipality of Laterrière.

This school municipality is under the authority of the Chicoutimi school board.

-The school municipality of Port-Alfred maintained in its present territory, to which are annexed the school municipality of Bagotville and the following non-organized territories:

- (a) the residue of the township of Perigny;
- (b) the townships of Lapointe, Dubuc, Brébeuf, Lalement and Ducreux.

This school municipality is under the authority of the Port Alfred school board.

-The school municipality of Valin maintained in its present territory to which are annexed the school municipality of St-David-de-Falardeau and the following non-organized territories:

- a) le résidu des cantons Gagné, St-Germains et Durocher;
- b) les cantons Chastelain, Garreau, Le Mercier, Liégeois, Pijart, Coquart, Labrosse, Champigny, Silvy, Couillard, Couture, Chardon, Amos, Lefebvre et Pontbriand;
- c) un territoire situé au nord de la ligne des cantons Rouleau, Aulneau, Chastelain, Garreau, Le Mercier, Liégeois et Pijart, limité à l'est par une ligne séparative des districts électoraux de Dubuc et Saguenay, à l'ouest par une partie du 71^{ème} méridien et une partie de la rivière Péribonka, au nord-ouest par la ligne du partage des eaux divisant le bassin du fleuve St-Laurent et celui de la baie d'Hudson.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Valin.

- (a) the residue of the townships of Gagné, St-Germains and Durocher;
- (b) the townships of Chastelain, Garreau, Le Mercier, Liégeois, Pijart, Coquart, Labrosse, Champigny, Silvy, Couillard, Couture, Chardon, Amos, Lefebvre and Pontbriand;
- (c) a territory to the north of the line of the townships of Rouleau, Aulneau, Chastelain, Garreau, Le Mercier, Liégeois and Pijart, bounded easterly by a dividing line between the electoral districts of Dubuc and Saguenay, westerly by part of the 71st meridian and part of the Peribonka river, northwesterly by the height of land dividing the St. Lawrence river watershed from that of Hudson Bay.

This school municipality is under the authority of the Valin school board.

11° La Commission scolaire régionale de l'Amiante.

-La municipalité scolaire de Black Lake-Disraëli constituée par la fusion des municipalités scolaires de Black Lake, Disraëli, Beaulac, Bonin, Ireland Nord, St-Ferdinand, St-Fortunat, St-Gabriel-de-Stratford, St-Gérard, St-Jean-Baptiste-Vianney, St-Joseph-de-Coleraine, St-Julien, Sts-Martyrs-Canadiens et Ste-Praxède.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire Black Lake-Disraëli.

-La municipalité scolaire de Thetford Mines comprenant la municipalité scolaire de la Cité de Thetford Mines, à laquelle sont annexées les municipalités scolaires de Robertsonville, Sacré-Coeur-de-Jésus, Sacré-Coeur-de-Marie, St-Antoine-Daniel, St-Antoine-de-Pontbriand, Ste-Clotilde, St-Jacques-de-Leeds, St-Jean-de-Bréboeuf, St-Pierre-de-Broughton et St-Méthode.

11. The l'Amiante regional school board.

-The school municipality of Black Lake-Disraëli constituted by the union of the school municipalities of Black Lake, Disraëli, Beaulac, Bonin, North Ireland, St-Ferdinand, St-Fortunat, St-Gabriel-de-Stratford, St-Gérard, St-Jean-Baptiste-Vianney, St-Joseph-de-Coleraine, St-Julien, Sts-Martyrs-Canadiens and Ste-Praxède.

This school municipality is under the authority of the Black Lake-Disraëli school board.

-The school municipality of Thetford Mines, comprising the school municipality of the city of Thetford Mines to which are annexed the school municipalities of Robertsonville, Sacré-Coeur-de-Jésus, Sacré-Coeur-de-Marie, St-Antoine-Daniel, St-Antoine-de-Pontbriand, Ste-Clotilde, St-Jacques-de-Leeds, St-Jean-de-Bréboeuf, St-Pierre-de-Broughton and St-Méthode.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Thetford Mines.

- Les syndicats d'écoles pour la municipalité de Leeds Sud, dans le comté de Mégantic.

12° La Commission scolaire régionale de Charlevoix.

- La municipalité scolaire de Baie-St-Paul, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Baie-St-Paul, Isle-aux-Coudres, Les Éboulements, Petite-Rivière, St-Bernard-sur-Mer, St-Hilarion, St-Joseph-de-la-Rive et St-Urbain et par l'annexion des territoires non organisés suivants:

- a) la partie de la Seigneurie de la Côte de Beupré située dans le district électoral de Charlevoix;
- b) la partie du territoire du parc des Laurentides située dans le district électoral de Charlevoix.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Baie-St-Paul.

- La municipalité scolaire de La Malbaie, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Clermont, La Malbaie, Notre-Dame-des-Monts, Pointe-au-Pic (village de), St-Aimé-des-Lacs, St-Fidèle, St-Firmin, St-Irénée et St-Siméon et par l'annexion des territoires non organisés suivants:

- a) le résidu du canton Chauveau;
- b) le canton Lacoste;
- c) un territoire limité au nord par une partie de la ligne séparative des districts électoraux de Charlevoix et Chicoutimi, à l'ouest par la limite est du parc des Laurentides, au nord-est et au sud-est par les territoires organisés.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de La Malbaie.

13° La Commission scolaire régionale de la Chaudière.

- La municipalité scolaire de Beauceville, constituée par la fusion des

This school municipality is under the authority of the Thetford Mines school board.

- The school trustees for the municipality of Leeds South in the county of Mégantic.

12. The Charlevoix regional school board.

- The school municipality of Baie-St-Paul, constituted by the union of the school municipalities of Baie-St-Paul, Isle-aux-Coudres, Les Éboulements, Petite-Rivière, St-Bernard-sur-Mer, St-Hilarion, St-Joseph-de-la-Rive and St-Urbain and the annexation of the following non-organized territories:

- (a) that part of the Seigniorship of the Beupré Shore in the electoral district of Charlevoix;
- (b) that part of the territory of Laurentide Park situated in the electoral district of Charlevoix.

This school municipality is under the authority of the Baie-St-Paul school board.

- The school municipality of La Malbaie, constituted by the union of the school municipalities of Clermont, La Malbaie, Notre-Dame-des-Monts, Pointe-au-Pic (Village), St-Aimé-des-Lacs, St-Fidèle, St-Firmin, St-Irénée and St-Siméon and the annexation of the following non-organized territories:

- (a) the residue of the township of Chauveau;
- (b) the township of Lacoste;
- (c) a territory bounded to the north by part of the dividing line between the electoral districts of Charlevoix and Chicoutimi, to the west by the east limit of Laurentides Park, and to the northeast and southeast by the organized territories.

This school municipality is under the authority of the La Malbaie school board.

13. The la Chaudière regional school board.

- The school municipality of Beauceville, constituted by the union of

municipalités scolaires de Beauceville, St-Alfred et St-Victor.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Beauceville.

- La municipalité scolaire de L'Assomption, constituée par la fusion des municipalités scolaires de L'Assomption, Notre-Dame-de-la-Providence, St-Benoit-Joseph, St-Côme, St-Côme-de-Kennebec, Village de St-Éphrem, St-Georges-de-Beauce, St-Jean-de-la-Lande et St-Philibert.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de L'Assomption.

- La municipalité scolaire de St-Joseph, constituée par la fusion des municipalités scolaires de St-Joseph, Cranbourne, Frampton, Saints-Anges, St-Frédéric, St-Jules, St-Séverin, Tring Jonction et Vallée.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de St-Joseph.

- La municipalité scolaire de Ste-Justine-St-Prosper, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Dijon, St-Camille-de-Bellechasse, St-Cyprien, Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin, Ste-Justine, St-Magloire, Ste-Sabine, Ravignan, Ste-Aurélien, St-Benjamin, St-Prosper, Ste-Rose-de-Watford, St-Zacharie et par l'annexion du territoire non organisé suivant: le résidu du canton Metgermette-Nord.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Ste-Justine-St-Prosper.

- La municipalité scolaire de St-Martin, constituée par la fusion des municipalités scolaires de St-Gédéon, St-Honoré-de-Shenley, St-Hilaire-de-Dorset, St-Ludger, St-Martin-de-Jersey, St-René, St-Robert-Bellarmin, St-Théophile (paroisse de), Courcelles, La Guadeloupe et St-Évariste.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de St-Martin.

the school municipalities of Beauceville, St-Alfred and St-Victor.

This school municipality is under the authority of the Beauceville school board.

- The school municipality of L'Assomption, constituted by the union of the school municipalities of L'Assomption, Notre-Dame-de-la-Providence, St-Benoit-Joseph, St-Côme, St-Côme-de-Kennebec, St-Éphrem village, St-Georges-de-Beauce, St-Jean-de-la-Lande and St-Philibert.

This school municipality is under the authority of the L'Assomption school board.

- The school municipality of St-Joseph, constituted by the union of the school municipalities of St-Joseph, Cranbourne, Frampton, Saints-Anges, St-Frédéric, St-Jules, St-Séverin, Tring Junction and Vallée.

This school municipality is under the authority of the St-Joseph school board.

- The school municipality of Ste-Justine-St-Prosper, constituted by the union of the school municipalities of Dijon, St-Camille-de-Bellechasse, St-Cyprien, Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin, Ste-Justine, St-Magloire, Ste-Sabine, Ravignan, Ste-Aurélien, St-Benjamin, St-Prosper, Ste-Rose-de-Watford and St-Zacharie and by the annexation of the following non-organized territory: the residue of the township of Metgermette-Nord.

This school municipality is under the authority of the Ste-Justine-St-Prosper school board.

- The school municipality of St-Martin, constituted by the union of the school municipalities of St-Gédéon, St-Honoré-de-Shenley, St-Hilaire-de-Dorset, St-Ludger, St-Martin-de-Jersey, St-René, St-Robert-Bellarmin, St-Théophile (parish), Courcelles, La Guadeloupe and St-Évariste.

This school municipality is under the authority of the St-Martin school board.

14° La Commission scolaire régionale Chauveau. 14. The Chauveau regional school board.

-La municipalité scolaire de l'Ancienne-Lorette, constituée par la fusion des municipalités scolaires de l'Ancienne-Lorette (village de), l'Ancienne-Lorette (paroisse), Shannon et Ste-Catherine.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de l'Ancienne-Lorette.

-La municipalité scolaire de Loretteville-Neufchâtel, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Bélair, Loretteville (érigée exclusivement pour catholiques), Neufchâtel, St-Émile, St-Gabriel-de-Valcartier (érigée exclusivement pour catholiques) et Val St-Michel (ville de) et par l'annexion des territoires non organisés suivants:

- a) le résidu des seigneuries St-Gabriel et St-Ignace;
- b) le fief Hubert et les cantons Neilson, Larue et Perrault.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Loretteville-Neufchâtel.

15° La Commission scolaire régionale du Grand-Portage. 15. The Grand-Portage regional school board.

-La municipalité scolaire Des Basques, constituée par la fusion des municipalités scolaires de St-Clément, St-Cyprien, St-Éloi, Ste-Françoise, St-Jean-de-Dieu, St-Mathieu-de-Rioux, St-Médard, St-Simon, Ste-Rita et Trois-Pistoles et par l'annexion du territoire non organisé suivant:

Le résidu de la seigneurie Nicolas Rioux, situé au nord-ouest et sur toute la largeur du canton Bédard.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire Des Basques.

-La municipalité scolaire Des Frontières, comprenant la municipalité scolaire Des Frontières à laquelle est annexée la municipalité scolaire de St-Athanase.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire Des Frontières.

-The school municipality of Ancienne-Lorette, constituted by the union of the school municipality of Ancienne-Lorette (village), Ancienne-Lorette (parish), Shannon and Ste-Catherine.

This school municipality is under the authority of the Ancienne-Lorette school board.

-The school municipality of Loretteville-Neufchâtel, constituted by the union of the school municipalities of Bélair, Loretteville (erected exclusively for Catholics), Neufchâtel, St-Émile, St-Gabriel-de-Valcartier (erected exclusively for Catholics), and Val St-Michel (town), and by the annexation of the following non-organized territories:

- (a) the residue of the seigniories of St-Gabriel and St-Ignace;
- (b) the fief Hubert and the townships of Neilson, Larue and Perrault.

This school municipality is under the authority of the Loretteville-Neufchâtel school board.

-The school municipality of Des Basques, constituted by the union of the school municipalities of St-Clément, St-Cyprien, St-Éloi, Ste-Françoise, St-Jean-de-Dieu; St-Mathieu-de-Rioux, St-Médard, St-Simon, Ste-Rita and Trois-Pistoles and the annexation of the following non-organized territory:

The residue of the Nicolas Rioux seigniory situated northwest and across the width of the township of Bédard.

This school municipality is under the authority of the Des Basques school board.

-The school municipality of Des Frontières, comprising the school municipality of Des Frontières to which is annexed the school municipality of St-Athanase.

This school municipality is under the authority of the Des Frontières school board.

-La municipalité scolaire Des Montagnes maintenue telle qu'érigée par l'arrêté en conseil numéro 1053 du 11 mars 1970, à laquelle est annexé le territoire non organisé suivant: les cantons Ango et Rouillars.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire Des Montagnes.

-La municipalité scolaire de Témiscouata constituée par la fusion des municipalités scolaires de Lac-des-Aigles et Témiscouata et par l'annexion du territoire non organisé suivant: le résidu de la seigneurie de Madawaska et du canton Bédard.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Témiscouata.

-La municipalité scolaire de Jean Chapais, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, St-Alexandre, St-Bruno-de-Woodbridge, St-Denis, St-Germain-de-Kamouraska, Ste-Hélène, St-Louis-de-Kamouraska, St-Joseph-de-Kamouraska, St-Pascal-de-Kamouraska et St-Philippe-de-Néri et par l'annexion des territoires non organisés suivants:

a) le résidu du canton Chapais;

b) le canton Painchaud.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire Jean Chapais.

-La municipalité scolaire de Rivière-du-Loup, comprenant la municipalité scolaire de Rivière-du-Loup, à laquelle sont annexées les municipalités scolaires Isle-Verte, Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, Notre-Dame-du-Portage, St-André, St-Antonin, St-Arsène, St-Épiphanie, St-François-Xavier-de-Viger, St-Georges-de-Cacouna, St-Hubert, St-Modeste, St-Paul-de-la-Croix et St-Pierre-de-Lamy.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Rivière-du-Loup.

-The school municipality of Des Montagnes maintained as erected by order in council number 1053 of the 11th of March 1970, to which is annexed the following non-organized territory: the townships of Ango and Rouillars.

This school municipality is under the authority of the Des Montagnes school board.

-The school municipality of Témiscouata, constituted by the union of the school municipalities of Lac-des-Aigles and Témiscouata and by the annexation of the following non-organized territory: the residue of the Seigniorship of Madawaska and the township of Bédard.

This school municipality is under the authority of the Témiscouata school board.

-The school municipality of Jean Chapais, constituted by the union of the school municipalities of Notre-Dame-du-Mont-Carmel, St-Alexandre, St-Bruno-de-Woodbridge, St-Denis, St-Germain-de-Kamouraska, Ste-Hélène, St-Louis-de-Kamouraska, St-Joseph-de-Kamouraska, St-Pascal-de-Kamouraska and St-Philippe-de-Néri and the annexation of the following non-organized territories:

(a) the residue of the township of Chapais;

(b) the township of Painchaud.

This school municipality is under the authority of the Jean Chapais school board.

-The school municipality of Rivière-du-Loup, comprising the school municipality of Rivière-du-Loup, to which are annexed the school municipalities of Isle-Verte, Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, Notre-Dame-du-Portage, St-André, St-Antonin, St-Arsène, St-Épiphanie, St-François-Xavier-de-Viger, St-Georges-de-Cacouna, St-Hubert, St-Modeste, St-Paul-de-la-Croix and St-Pierre-de-Lamy.

This school municipality is under the authority of the Rivière-du-Loup school board.

16° La Commission scolaire régionale Jean-Talon. 16. The Jean-Talon regional school board.

-La municipalité scolaire de Charlesbourg, comprenant la municipalité scolaire de la ville de Charlesbourg à laquelle sont annexées les municipalités scolaires de Charlesbourg-Ouest et St-Rodrigue.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Charlesbourg.

-La municipalité scolaire d'Orsainville-Notre-Dame-des-Laurentides, constituée par la fusion des municipalités scolaires d'Orsainville, Lac-St-Charles, Notre-Dame-des-Laurentides, Stoneham et St-Dunstan et par l'annexion des territoires non organisés suivants:

a) un territoire limité au sud-est par le canton Tewkesbury et une partie de la limite sud-est du parc des Laurentides, au nord par une partie des districts électoraux de Jonquière et Lac St-Jean, au nord-est par une partie du district électoral de Charlevoix, au sud-ouest par le fief Hubert et les cantons Neilson, Larue et Perrault, au nord-ouest et à l'ouest par les cantons Laure, Lescarbot et Rhodes;

b) un territoire situé au nord-ouest des municipalités scolaires de Ste-Brigitte-de-Laval et Château-Richer limité au nord-est par la rivière Montmorency, au nord-ouest par une partie de la ligne sud-est du canton Tewkesbury et celle du parc des Laurentides; au sud-ouest par le territoire actuel de la municipalité scolaire de Stoneham.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire d'Orsainville-Notre-Dame-des-Laurentides.

17° La Commission scolaire régionale Louis-Fréchette. 17. The Louis-Fréchette regional school board.

-The school municipality of Charlesbourg, comprising the school municipality of the town of Charlesbourg to which are annexed the school municipalities of Charlesbourg-Ouest and St. Rodrigue.

This school municipality is under the authority of the Charlesbourg school board.

-The school municipality of Orsainville-Notre-Dame-des-Laurentides, constituted by the union of the school municipalities of Orsainville, Lac-St-Charles, Notre-Dame-des-Laurentides, Stoneham and St-Dunstan and by the annexation of the following non-organized territories:

(a) a territory limited to the south-east by the township of Tewkesbury and a portion of the south-east of the Laurentides park, to the north by part of the electoral districts of Jonquière and Lac St-Jean, to the north-east by a portion of the electoral district of Charlevoix, to the southwest by fief Hubert and the townships of Neilson, Larue and Perrault, to the northwest and west by the townships of Laure, Lescarbot and Rhodes;

(b) a territory situated to the northwest of the school municipalities of Ste-Brigitte-de-Laval and Château-Richer limited to the northeast by the Montmorency river, to the northwest by a portion of the southeast boundary of the township of Tewkesbury and that of the Laurentides park; to the southwest by the present territory of the school municipality of Stoneham.

This school municipality is under the authority of the Orsainville-Notre-Dame-des-Laurentides school board.

- La municipalité scolaire de Bellechasse constituée par la fusion des municipalités scolaires de Beaumont, La Durantaye, St-Charles, St-Gervais, St-Michel, St-Raphaël et St-Vallier.
Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Bellechasse.
 - La municipalité scolaire de St-Damien constituée par la fusion des municipalités scolaires de Buckland, St-Cajetan-d'Armagh, St-Damien-de-Buckland, St-Lazare, St-Nazaire et St-Nérée.
Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de St-Damien.
 - La municipalité scolaire de Lévis, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Bienville, Lauzon, Lévis, Pintendre et St-Henri-de-Lauzon.
Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Lévis.
 - La municipalité scolaire de St-Anselme constituée par la fusion des municipalités scolaires de Honfleur, St-Anselme, Ste-Claire, Ste-Hénédine, St-Isidore, St-Léon-de-Standon et St-Malachie.
Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de St-Anselme.
 - La municipalité scolaire de Ste-Marie constituée par la fusion des municipalités scolaires de Dionne, St-Bernard, St-Elzéar, Ste-Marguerite, Ste-Marie, St-Maxime, St-Narcisse-de-Beaurivage, St-Patrice-de-Beaurivage et St-Sylvestre.
Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Ste-Marie.
- 18° La Commission scolaire régionale Orléans.
- La municipalité scolaire de Beauport constituée par la fusion des municipalités scolaires de la cité de Beauport, Giffard, Laval et Ste-Thérèse de Lisieux.
Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Beauport.
18. The Orléans regional school board.
- The school municipality of Bellechasse, constituted by the union of the school municipalities of Beaumont, La Durantaye, St-Charles, St-Gervais, St-Michel, St-Raphaël and St-Vallier.
This school municipality is under the authority of the Bellechasse school board.
 - The school municipality of St-Damien, constituted by the union of the school municipalities of Buckland, St-Cajetan-d'Armagh, St-Damien-de-Buckland, St-Lazare, St-Nazaire and St-Nérée.
This school municipality is under the authority of the St-Damien school board.
 - The school municipality of Lévis, constituted by the union of the school municipalities of Bienville, Lauzon, Lévis, Pintendre and St-Henri-de-Lauzon.
This school municipality is under the authority of the Lévis school board.
 - The school municipality of St-Anselme, constituted by the union of the school municipalities of Honfleur, St-Anselme, Ste-Claire, Ste-Hénédine, St-Isidore, St-Léon-de-Standon and St-Malachie.
This school municipality is under the authority of the St-Anselme school board.
 - The school municipality of Ste-Marie, constituted by the union of the school municipalities of Dionne, St-Bernard, St-Elzéar, Ste-Marguerite, Ste-Marie, St-Maxime, St-Narcisse-de-Beaurivage, St-Patrice-de-Beaurivage and St-Sylvestre.
This school municipality is under the authority of the Ste-Marie school board.
- The school municipality of Beauport constituted by the union of the school municipalities of the town of Beauport, Giffard, Laval and Ste-Thérèse de Lisieux.
This school municipality is under the authority of the Beauport school board.

-La municipalité scolaire de Beaupré constituée par la fusion des municipalités scolaires de Beaupré, Boischatel, Château-Richer, l'Ange-Gardien, Ste-Anne-de-Beaupré, St-Joachim, St-Féréol et St-Tite-des-Caps et par l'annexion du territoire non organisé suivant: un territoire situé au nord-ouest des territoires organisés actuels et limité au nord-ouest par une partie de la ligne sud-est du parc des Laurentides et la rivière Montmorency; à l'ouest par la rivière Montmorency; au nord-est par une partie du district électoral de Charlevoix.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Beaupré.

-La municipalité scolaire de Montmorency constituée par la fusion des municipalités scolaires de Montmorency (ville de), Ste-Famille, St-François, St-Jean, St-Laurent, St-Louis-de-Courville, Ste-Pétronille, St-Pierre et Villeneuve.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Montmorency.

19° La Commission scolaire régionale Pascal-Taché.

-La municipalité scolaire de La Pocatière, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Rivière-Ouelle, Ste-Anne-de-la-Pocatière, St-Gabriel-Lallemant, Ste-Louise, St-Onésime, St-Pacôme et St-Roch-des-Aulnaies.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de La Pocatière.

-La municipalité scolaire de Montmagny-St-Paul, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Berthier-en-Bas, Cap-St-Ignace, Isle-aux-Grues, Montmagny, St-François-de-la-Rivière-du-Sud, St-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud, Lac Frontière, Notre-Dame-du-Rosaire, Panet, Ste-Apolline, Ste-Euphémie, St-Juste-de-la-Bretonnières, Ste-Lucie-de-Beauregard, St-Paul-de-Montminy et St-Philémon.

-The school municipality of Beaupré, constituted by the union of the school municipalities of Beaupré, Boischatel, Château-Richer, l'Ange-Gardien, Ste-Anne-de-Beaupré, St-Joachim, St-Féréol and St-Tite-des-Caps and by the annexation of the following non-organized territory: a territory situated to the northwest of the present organized territories and limited to the northwest by a portion of the southeastern boundary of the Laurentides park and the Montmorency river; to the west by the Montmorency river; to the northeast by a portion of the electoral district of Charlevoix.

This school municipality is under the authority of the Beaupré school board.

-The school municipality of Montmorency, constituted by the union of the school municipalities of Montmorency (town), Ste-Famille, St-François, St-Jean, St-Laurent, St-Louis-de-Courville, Ste-Pétronille, St-Pierre and Villeneuve.

This school municipality is under the authority of the Montmorency school board.

19. The Pascal-Taché regional school board.

-The school municipality of La Pocatière, constituted by the union of the school municipalities of Rivière-Ouelle, Ste-Anne-de-la-Pocatière, St-Gabriel-Lallemant, Ste-Louise, St-Onésime, St-Pacôme and St-Roch-des-Aulnaies.

This school municipality is under the authority of the La Pocatière school board.

-The school municipality of Montmagny-St-Paul, constituted by the union of the school municipalities of Berthier-en-Bas, Cap-St-Ignace, Isle-aux-Grues, Montmagny, St-François-de-la-Rivière-du-Sud, St-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud, Lac Frontière, Notre-Dame-du-Rosaire, Panet, Ste-Apolline, Ste-Euphémie, St-Juste-de-la-Bretonnières, Ste-Lucie-de-Beauregard, St-Paul-de-Montminy and St-Philémon.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Montmagny-St-Paul.

- La municipalité scolaire de St-Pamphile constituée par la fusion des municipalités scolaires de St-Adalbert, St-Clément-de-Tourville, Ste-Félicité, St-Marcel, St-Omer, St-Pamphile et Ste-Perpétue.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de St-Pamphile.

- La municipalité scolaire Trois-Saumons constituée par la fusion des municipalités scolaires de St-Damase-de-L'Islet et Trois-Saumons.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire Trois-Saumons.

20° La Commission scolaire régionale Tardivel.

- La municipalité scolaire de Donnacona constituée par la fusion des municipalités scolaires de Cap-Santé, Donnacona, Neuville, Portneuf, Portneuf-Station et St-Basile (village de).

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Donnacona.

- La municipalité scolaire de Grand-Bois constituée par la fusion des municipalités scolaires de Grand-Bois, St-Alban (paroisse) et St-Thuribe.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Grand-Bois.

- La municipalité scolaire Monseigneur Vachon, constituée par la fusion des municipalités scolaires Monseigneur Vachon et Pont-Rouge.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire Monseigneur Vachon.

21° La Commission scolaire régionale de Tilly.

- La municipalité scolaire de Chaudière-Etchemin, comprenant la municipalité scolaire de Chaudière-Etchemin à laquelle sont annexées les municipalités scolaires de St-Jean-Chrysostôme et St-Nicolas.

This school municipality is under the authority of the Montmagny-St-Paul school board.

- The school municipality of St-Pamphile, constituted by the union of the school municipalities of St-Adalbert, St-Clément-de-Tourville, Ste-Félicité, St-Marcel, St-Omer, St-Pamphile and Ste-Perpétue.

This school municipality is under the authority of the St-Pamphile school board.

- The school municipality of Trois-Saumons, constituted by the union of the school municipalities of St-Damase-de-L'Islet and Trois-Saumons.

This school municipality is under the authority of the Trois-Saumons school board.

20. The Tardivel regional school board.

- The school municipality of Donnacona, constituted by the union of the school municipalities of Cap-Santé, Donnacona, Neuville, Portneuf, Portneuf-Station and St-Basile (village).

This school municipality is under the authority of the Donnacona school board.

- The school municipality of Grand-Bois, constituted by the union of the school municipalities of Grand-Bois, St-Alban (parish) and St-Thuribe.

This school municipality is under the authority of the Grand-Bois school board.

- The school municipality of Monseigneur Vachon, constituted by the union of the school municipalities of Monseigneur Vachon and Pont-Rouge.

This school municipality is under the authority of the Monseigneur Vachon school board.

21. The de Tilly regional school board.

- The school municipality of Chaudière - Etchemin, comprising the school municipality of Chaudière-Etchemin to which are annexed the school municipalities of St-Jean-Chrysostôme and St-Nicolas.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Chaudière-Etchemin.

- La municipalité scolaire de St-Agapit constituée par la fusion des municipalités scolaires de St-Agapitville, Ste-Agathe, St-Apollinaire, St-Étienne, St-Flavien (village de), St-Gilles et St-Octave-de-Dosquet. Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de St-Agapit.

- La municipalité scolaire de Ste-Croix constituée par la fusion des municipalités scolaires d'Issoudun, Laurier-Station, Leclercville, Lotbinière, St-Antoine-de-Tilly, Ste-Croix, St-Édouard et St-Janvier-de-Joly.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Ste-Croix.

- La municipalité scolaire de Ste-Foy, comprenant la municipalité scolaire de Ste-Foy à laquelle sont annexées les municipalités scolaires de St-Augustin et Sillery.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Ste-Foy.

22° La Commission scolaire régionale des Bois-Francis.

- La municipalité scolaire de Jean-Rivard constituée par la fusion des municipalités scolaires d'Inverness (érigée exclusivement pour catholiques), Jean-Rivard, Notre-Dame-de-Lourdes, St-Pierre-Baptiste et Val-Alain.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Jean-Rivard.

- La municipalité scolaire de Princeville constituée par la fusion des municipalités scolaires de Chester-Est, Lemieux, Notre-Dame-du-Rosaire, Princeville et Ste-Anne-du-Sault.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Princeville.

- La municipalité scolaire de Victoriaville constituée par la fusion des

This school municipality is under the authority of the Chaudière-Etchemin school board.

- The school municipality of St-Agapit, constituted by the union of the school municipalities of St-Agapitville, Ste-Agathe, St-Apollinaire, St-Étienne, St-Flavien (village), St-Gilles and St-Octave-de-Dosquet.

This school municipality is under the authority of the St-Agapit school board.

- The school municipality of Ste-Croix, constituted by the union of the school municipalities of Issoudun, Laurier-Station, Leclercville, Lotbinière, St-Antoine-de-Tilly, Ste-Croix, St-Édouard and St-Janvier-de-Joly.

This school municipality is under the authority of the Ste-Croix school board.

- The school municipality of Ste-Foy, comprising the school municipality of Ste-Foy to which are annexed the school municipalities of St-Augustin and Sillery.

This school municipality is under the authority of the Ste-Foy school board.

22. The des Bois-Francis regional school board.

- The school municipality of Jean-Rivard, constituted by the union of the school municipalities of Inverness (erected exclusively for Catholics), Jean-Rivard, Notre-Dame-de-Lourdes, St-Pierre-Baptiste and Val-Alain.

This school municipality is under the authority of the Jean-Rivard school board.

- The school municipality of Princeville, constituted by the union of the school municipalities of Chester-Est, Lemieux, Notre-Dame-du-Rosaire, Princeville and Ste-Anne-du-Sault.

This school municipality is under the authority of the Princeville school board.

- The school municipality of Victoriaville, constituted by the union

municipalités scolaires de Ham-Nord, St-Samuel-de-Horton et Victoriaville.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Victoriaville.

- La municipalité scolaire de Warwick maintenue telle qu'érigée par l'arrêté en conseil numéro 1053 du 11 mars 1970, sous le nom de Secteur-Warwick.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Warwick.

23° La Commission scolaire régionale de la Mauricie.

- La municipalité scolaire de Charette-Val-Mauricie constituée par la fusion des municipalités scolaires de Charette, St-Alexis, St-Barnabé, St-Boniface-de-Shawinigan, St-Élie, St-Gérard-des-Laurentides, St-Mathieu, St-Paulin, Val-Mauricie et par l'annexion des territoires non organisés suivants: les cantons Créquy, Aubry, Kaine, Chapleau, Angoulême et Houde.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Charette-Val-Mauricie.

- La municipalité scolaire de Grand'Mère, comprenant la municipalité scolaire de Grand'Mère à laquelle est annexée la municipalité scolaire de St-Jean-des-Piles.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Grand'Mère.

- La municipalité scolaire du Haut St-Maurice, maintenue telle que regroupée par l'arrêté en conseil numéro 1589 du 24 mai 1968 et ses amendements.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire du Haut St-Maurice.

- La municipalité scolaire de Normandie, comprenant la municipalité scolaire de Normandie à laquelle est annexée la municipalité scolaire de Ste-Thècle.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Normandie.

of the school municipalities of Ham-Nord, St-Samuel-de-Horton and Victoriaville.

This school municipality is under the authority of the Victoriaville school board.

- The school municipality of Warwick, maintained as erected by order in council number 1053 of March 11th, 1970, under the name of Secteur-Warwick.

This school municipality is under the authority of the Warwick school board.

23. The la Mauricie regional school board.

- The school municipality of Charette-Val-Mauricie, constituted by the union of the school municipalities of Charette, St-Alexis, St-Barnabé, St-Boniface-de-Shawinigan, St-Élie, St-Gérard-des-Laurentides, St-Mathieu, St-Paulin, Val-Mauricie and by the annexation of the following non-organized territories: the townships of Créquy, Aubry, Kaine, Chapleau, Angoulême and Houde.

This school municipality is under the authority of the Charette-Val-Mauricie school board.

- The school municipality of Grand'Mère, comprising the school municipality of Grand'Mère to which is annexed the school municipality of St-Jean-des-Piles.

This school municipality is under the authority of the Grand'Mère school board.

- The school municipality of Haut St-Maurice maintained as regrouped by order in council number 1589 of the 24th of May 1968 and its amendments.

This school municipality is under the authority of the Haut Saint-Maurice school board.

- The school municipality of Normandie comprising the school municipality of Normandie to which is annexed the school municipality of Ste-Thècle.

This school municipality is under the authority of the Normandie school board.

- La municipalité scolaire de Shawinigan maintenue dans son territoire actuel, à laquelle sont annexés les territoires non organisés suivants:
- a) le résidu du canton Caxton;
 - b) les cantons Belleau, Desaulniers, Allard et Arcand.
- Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Shawinigan.
- 24° La Commission scolaire régionale Provencher.
- La municipalité scolaire Les Becquets, constituée par la fusion des municipalités scolaires Deschailons-sur-St-Laurent, Fortierville, Manseau, Ste-Cécile-de-Lévrard, Ste-Françoise-Romaine, St-Jacques-de-Parisville, Ste-Marie-de-Blandford, St-Pierre-les-Becquets et Ste-Sophie-de-Lévrard.
- Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire Les Becquets.
- La municipalité scolaire de Nicolet constituée par la fusion des municipalités scolaires de Grand-St-Esprit, La Visitation, Nicolet, Notre-Dame-de-Pierreville, Pierreville, St-Antoine-de-la-Baie-du-Febvre, St-Elphège, St-François-du-Lac, St-Gérard-d'Yamaska, Ste-Monique et St-Zéphirin-de-Courval.
- Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Nicolet.
- La municipalité scolaire de St-Léonard constituée par la fusion des municipalités scolaires de Bécancour, Gentilly, Ste-Angèle-de-Laval, Ste-Brigitte-des-Saults, St-Célestin, Ste-Eulalie, Ste-Gertrude, St-Grégoire-le-Grand, St-Léonard, Ste-Perpétue, St-Raphaël, St-Sylvère, St-Wenceslas et Très-Précieux-Sang-de-Notre-Seigneur.
- Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de St-Léonard.
- 25° La Commission scolaire régionale St-François.
- La municipalité scolaire d'Acton Vale, constituée par la fusion des municipalités scolaires d'Acton
- The school municipality of Shawinigan, maintained in its present territory, to which are annexed the following non-organized territories:
- (a) the residue of the township of Caxton;
 - (b) the townships of Belleau, Desaulniers, Allard and Arcand.
- This school municipality is under the authority of the Shawinigan school board.
24. The Provencher regional school board.
- The school municipality of Les Becquets, constituted by the union of the school municipalities of Deschailons-sur-St-Laurent, Fortierville, Manseau, Ste-Cécile-de-Lévrard, Ste-Françoise-Romaine, St-Jacques-de-Parisville, Ste-Marie-de-Blandford, St-Pierre-les-Becquets and Ste-Sophie-de-Lévrard.
- This school municipality is under the authority of the Les Becquets school board.
- The school municipality of Nicolet, constituted by the union of the school municipalities of Grand-St-Esprit, La Visitation, Nicolet, Notre-Dame-de-Pierreville, Pierreville, St-Antoine-de-la-Baie-du-Febvre, St-Elphège, St-François-du-Lac, St-Gérard-d'Yamaska, Ste-Monique and St-Zéphirin-de-Courval.
- This school municipality is under the authority of the Nicolet school board.
- The school municipality of St-Léonard, constituted by the union of the school municipalities of Bécancour, Gentilly, Ste-Angèle-de-Laval, Ste-Brigitte-des-Saults, St-Célestin, Ste-Eulalie, Ste-Gertrude, St-Grégoire-le-Grand, St-Léonard, Ste-Perpétue, St-Raphaël, St-Sylvère, St-Wenceslas and Très-Précieux-Sang-de-Notre-Seigneur.
- This school municipality is under the authority of the St-Léonard school board.
25. The St-François regional school board.
- The school municipality of Acton Vale constituted by the union of the school municipalities of Acton

Vale, Ste-Jeanne-d'Arc, St-Théodore et Wickham.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire d'Acton Vale.

-La municipalité scolaire de Drummondville comprenant la municipalité scolaire de la cité de Drummondville, à laquelle sont annexées les municipalités scolaires de l'Avenir, Kingsey (érigée exclusivement pour catholiques), Notre-Dame-du-Bon-Conseil, St-Bonaventure, St-Cyrille (Village de), St-Eugène, St-Germain (Paroisse de), St-Germain (Village de), St-Guillaume, St-Joachim-de-Courval, St-Lucien, St-Majorique-de-Grantham, St-Nicéphore et St-Pie-de-Guire.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Drummondville.

26° La Commission scolaire régionale des Vieilles-Forges.

-La municipalité scolaire du Cap-de-la-Madeleine, maintenue telle qu'érigée par l'arrêté en conseil numéro 1495 du 15 mai 1968.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire du Cap-de-la-Madeleine.

-La municipalité scolaire de Chavigny maintenue dans son territoire actuel.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Chavigny.

-La municipalité scolaire de Trois-Rivières maintenue dans son territoire actuel.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Trois-Rivières.

-La municipalité scolaire des Chenaux, comprenant la municipalité scolaire des Chenaux à laquelle sont annexées les municipalités scolaires de Batiscan et Ste-Anne-de-la-Pérade.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire des Chenaux.

-La municipalité scolaire de Grand-pré, maintenue telle qu'érigée par

Vale, Ste-Jeanne-d'Arc, St-Théodore et Wickham.

This school municipality is under the authority of the Acton Vale school board.

-The school municipality of Drummondville comprising the school municipality of the city of Drummondville to which are annexed the school municipalities of l'Avenir, Kingsey (erected exclusively for Catholics), Notre - Dame - du - Bon-Conseil, St-Bonaventure, St-Cyrille (village), St-Eugène, St-Germain (parish), St-Germain (village), St-Guillaume, St-Joachim-de-Courval, St-Lucien, St-Majorique-de-Grantham, St-Nicéphore and St-Pie-de-Guire.

This school municipality is under the authority of the Drummondville school board.

26. The des Vieilles-Forges regional school board.

-The school municipality of Cap-de-la-Madeleine maintained as erected by order in council number 1495 of the 15th of May 1968.

This school municipality is under the authority of the Cap-de-la-Madeleine school board.

-The school municipality of Chavigny, maintained in its present territory.

This school municipality is under the authority of the Chavigny school board.

-The school municipality of Trois-Rivières, maintained in its present territory.

This school municipality is under the authority of the Trois-Rivières school board.

-The school municipality des Chenaux comprising the school municipality of des Chenaux to which are annexed the school municipalities of Batiscan and Ste-Anne-de-la-Pérade.

This school municipality is under the authority of the des Chenaux school board.

-The school municipality of Grand-pré maintained as erected by order

l'arrêté en conseil numéro 1492 du 15 mai 1968 sous le nom de Grandpré.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Grandpré.

27° La Commission scolaire régionale de l'Estrie.

-La municipalité scolaire d'Asbestos constituée par la fusion des municipalités scolaires d'Asbestos, Danville, Kingsey Falls, St-Adrien, St-Camille, St-Georges-de-Windsor, St-Joseph-de-Ham-Sud et Wotton. Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire d'Asbestos.

-La municipalité scolaire de Coaticook comprenant la municipalité scolaire de Coaticook à laquelle est annexée la municipalité scolaire de St-Joseph (érigée exclusivement pour catholiques).

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Coaticook.

-La municipalité scolaire d'East Angus, constituée par la fusion des municipalités scolaires de la ville d'East Angus (érigée exclusivement pour catholiques), Bonnetterre (érigée exclusivement pour catholiques), Chartierville, Fontainebleau, Island Brook, La Patrie, St-Adolphe-de-Marbleton (érigée exclusivement pour catholiques), St-Clément-de-Dudswell (érigée exclusivement pour catholiques), St-Isidore-d'Auckland et Ste-Marguerite-de-Lingwick (érigée exclusivement pour catholiques) et Weedon. Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire d'East Angus.

-La municipalité scolaire du Lac-Mégantic constituée par la fusion des municipalités scolaires d'Audet, Channay, Frontenac, Lac-Mégantic, Lambton, Nantes, Notre-Dame-des-Bois, Piopolis, Ste-Cécile-de-Frontenac (érigée exclusivement pour catholiques), St-Romain, St-Samuel, St-Sébastien et Winslow-Sud.

in council number 1492 of the 15th of May 1968 under the name of Grandpré.

This school municipality is under the authority of the Grandpré school board.

27. The l'Estrie regional school board.

-The school municipality of Asbestos constituted by the union of the school municipalities of Asbestos, Danville, Kingsey Falls, St-Adrien, St-Camille, St-Georges-de-Windsor, St-Joseph-de-Ham-Sud and Wotton.

This school municipality is under the authority of the Asbestos school board.

-The school municipality of Coaticook comprising the school municipality of Coaticook to which is annexed the school municipality of St-Joseph (erected exclusively for Catholics).

This school municipality is under the authority of the Coaticook school board.

-The school municipality of East Angus, constituted by the union of the school municipalities of the town of East Angus (erected exclusively for Catholics), Bonnetterre (erected exclusively for Catholics), Chartierville, Fontainebleau, Island Brook, La Patrie, St-Adolphe-de-Marbleton (erected exclusively for Catholics), St-Clément-de-Dudswell (erected exclusively for Catholics), St-Isidore-d'Auckland and Ste - Marguerite - de - Ling - wick (erected exclusively for Catholics) and Weedon.

This school municipality is under the authority of the East Angus school board.

-The school municipality of Lac-Mégantic constituted by the union of the school municipalities of Audet, Channay, Frontenac, Lac-Mégantic, Lambton, Nantes, Notre-Dame-des-Bois, Piopolis, Ste-Cécile-de-Frontenac (erected exclusively for Catholics), St-Romain, St-Samuel, St-Sébastien and Winslow-Sud.

Cette municipal   scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire du Lac-Mégantic.

- La municipal   scolaire de Magog comprenant la municipal   scolaire de Magog    laquelle sont annexées les municipalités scolaires d'Ayer's Cliff (  rig  e exclusivement pour catholiques), Eastman et St-Ephrem-de-Fitch-Bay (  rig  e exclusivement pour catholiques).

Cette municipal   scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Magog.

- La municipal   scolaire de Sherbrooke comprenant la municipal   scolaire de Sherbrooke (  rig  e exclusivement pour catholiques),    laquelle sont annexées les municipalités scolaires de Bromptonville, St-Antoine-de-Lennoxville (  rig  e exclusivement pour catholiques), St-Denis-de-Brompton, l'Assomption-de-Waterville (  rig  e exclusivement pour catholiques).

Cette municipal   scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Sherbrooke.

- La municipal   scolaire de Richmond-Windsor constituée par la fusion des municipalités scolaires de Racine (  rig  e exclusivement pour catholiques), ville Racine (  rig  e exclusivement pour catholiques), ville de Richmond, St-Claude, St-François-Xavier-de-Brompton, ville de Windsor et Valcourt. Cette municipal   scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Richmond-Windsor.

28   La Commission scolaire régionale Carignan.

- La municipal   scolaire de Sorel constituée par la fusion des municipalités scolaires de la cité de Sorel, St-Aimé, Ste-Anne-de-Sorel, St-David, St-Michel, St-Ours, St-Robert et Ste-Victoire.

Cette municipal   scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Sorel.

- La municipal   scolaire de Tracy constituée par la fusion des municipalités scolaires de Contrecoeur,

This school municipality is under the authority of the Lac-Mégantic school board.

- The school municipality of Magog comprising the school municipality of Magog to which are annexed the school municipalities of Ayer's Cliff (erected exclusively for Catholics), Eastman and St-Ephrem-de-Fitch-Bay (erected exclusively for Catholics).

This school municipality is under the authority of the Magog school board.

- The school municipality of Sherbrooke comprising the school municipality of Sherbrooke (erected exclusively for Catholics), to which are annexed the school municipalities of Bromptonville, St-Antoine-de-Lennoxville (erected exclusively for Catholics), St-Denis-de-Brompton, L'Assomption-de-Waterville (erected exclusively for Catholics).

This school municipality is under the authority of the Sherbrooke school board.

- The school municipality of Richmond-Windsor, constituted by the union of the school municipalities of Racine (erected exclusively for Catholics), the town of Racine (erected exclusively for Catholics), the town of Richmond, St-Claude, St-François-Xavier-de-Brompton, the town of Windsor and Valcourt. This school municipality is under the authority of the Richmond-Windsor school board.

28. The Carignan regional school board.

- The school municipality of Sorel constituted by the union of the school municipalities of the city of Sorel, St-Aim  , Ste-Anne-de-Sorel, St-David, St-Michel, St-Ours, St-Robert and Ste-Victoire.

This school municipality is under the authority of the Sorel school board.

- The school municipality of Tracy constituted by the union of the school municipalities of Contre-

St-Joseph-de-Sorel et Tracy, et St-Roch.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Tracy.

29° La Commission scolaire régionale de Chambly.

-La municipalité scolaire de Boucherville-Longueuil-St-Lambert constituée par la fusion des municipalités scolaires de Boucherville, Longueuil et St-Lambert (érigée exclusivement pour catholiques). Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Boucherville-Longueuil-St-Lambert.

-La municipalité scolaire de Jacques-Cartier maintenue dans son territoire actuel connu sous le nom de la cité de Jacques-Cartier.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Jacques-Cartier.

-La municipalité scolaire de St-Bruno constituée par la fusion des municipalités scolaires de Chambly, Fort-Chambly (Ville de), St-Basile-le-Grand et St-Bruno.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de St-Bruno.

-La municipalité scolaire de St-Hubert constituée par la fusion des municipalités scolaires de Laflèche, Lemoyne et St-Hubert.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de St-Hubert.

-La municipalité scolaire de Varennes constituée par la fusion des municipalités scolaires de St-Amable, Ste-Julie, Ste-Théodosie, Varennes et Verchères.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Varennes.

-Les syndics d'écoles pour la municipalité de Greenfield Park dans le comté de Chambly.

30° La Commission scolaire régionale Deux-Montagnes.

-La municipalité scolaire Deux-Montagnes constituée par la fusion des municipalités scolaires d'Oka, Poin-

coeur, St-Joseph-de-Sorel and Tracy, and St-Roch.

This school municipality is under the authority of the Tracy school board.

29. The Chambly regional school board.

-The school municipality of Boucherville-Longueuil-St-Lambert, constituted by the union of the school municipalities of Boucherville, Longueuil and St-Lambert (erected exclusively for Catholics). This school municipality is under the authority of the Boucherville-Longueuil-St-Lambert school board.

-The school municipality of Jacques-Cartier, maintained in its present territory, known under the name of the City of Jacques-Cartier.

This school municipality is under the authority of the Jacques-Cartier school board.

-The school municipality of St-Bruno, constituted by the union of the school municipalities of Chambly, Fort-Chambly (town), St-Basile-le-Grand and St-Bruno.

This school municipality is under the authority of the St-Bruno school board.

-The school municipality of St-Hubert, constituted by the union of the school municipalities of Laflèche, Lemoyne and St-Hubert.

This school municipality is under the authority of the St-Hubert school board.

-The school municipality of Varennes, constituted by the union of the school municipalities of St-Amable, Ste-Julie, Ste-Théodosie, Varennes and Verchères.

This school municipality is under the authority of the Varennes school board.

-The school trustees for the municipality of Greenfield Park in the county of Chambly.

30. The Deux-Montagnes regional school board.

-The school municipality of Deux-Montagnes constituted by the amalgamation of the school municipal-

te-Calumet (érigée exclusivement pour catholiques), St-Benoît, St-Eustache-sur-le-Lac, St-Joseph-du-Lac, Ste-Marthe-sur-le-Lac et St-Placide.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire Deux-Montagnes.

- La municipalité scolaire de St-Eustache comprenant la municipalité scolaire de St-Eustache à laquelle sont annexées les municipalités scolaires de Ste-Scholastique et St-Théophile.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de St-Eustache.

- La municipalité scolaire de Ste-Thérèse comprenant la municipalité scolaire de la ville de Ste-Thérèse à laquelle sont annexées les municipalités scolaires de Ste-Anne-des-Plaines No 1, Ste-Anne-des-Plaines No 2 et Ste-Thérèse-Ouest (érigée exclusivement pour catholiques).

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Ste-Thérèse.

31° La Commission scolaire régionale Dollard-des-Ormeaux.

- La municipalité scolaire de Lachute constituée par la fusion des municipalités scolaires de Brownsburg, Calumet, Carillon (Village de), Grenville (Village de), Lachute, Pointe-aux-Chênes, St-André, St-Hermas, St-Michel-de-Wentworth (érigée exclusivement pour catholiques) et St-Philippe.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Lachute.

- La municipalité scolaire de St-Jérôme comprenant la municipalité scolaire de St-Jérôme à laquelle sont annexées les municipalités scolaires de Lafontaine, Lesage, St-Antoine-des-Laurentides, St-Canut, St-Colomban, St-Hippolyte, St-Janvier, Ste-Monique et Ste-Sophie-de-New-Glasgow.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de St-Jérôme.

ities of Oka, Pointe-Calumet (erected exclusively for Catholics), St-Benoît, St-Eustache-sur-le-Lac, St-Joseph-du-Lac, Ste-Marthe-sur-le-Lac and St-Placide.

This school municipality is under the authority of the Deux-Montagnes school board.

- The school municipality of St-Eustache comprising the St-Eustache school board to which the school municipalities of Ste-Scholastique and St-Théophile are annexed.

This school municipality is under the authority of the St-Eustache school board.

- The school municipality of Ste-Thérèse comprising the school municipality of the town of Ste-Thérèse to which are annexed the school municipalities of Ste-Anne-des-Plaines No. 1, Ste-Anne-des-Plaines No. 2 and Ste-Thérèse-Ouest (erected exclusively for Catholics).

This school municipality is under the authority of the Ste-Thérèse school board.

31. The Dollard-des-Ormeaux regional school board.

- The school municipality of Lachute constituted by the union of the school municipalities of Brownsburg, Calumet, Carillon (village), Grenville (village), Lachute, Pointe-aux-Chênes, St-André, St-Hermas, St-Michel-de-Wentworth (erected exclusively for Catholics) and St-Philippe.

This school municipality is under the authority of the Lachute school board.

- The school municipality of St-Jérôme comprising the school municipality of St-Jérôme to which the school municipalities of Lafontaine, Lesage, St-Antoine-des-Laurentides, St-Canut, St-Colomban, St-Hippolyte, St-Janvier, Ste-Monique and Ste-Sophie-de-New-Glasgow are annexed.

This school municipality is under the authority of the St-Jérôme school board.

- 32° La Commission scolaire régionale Duvernay.
- La municipalité scolaire Duvernay constituée par la fusion des municipalités scolaires Les Écores, St-Vincent-de-Paul et St-François-de-Laval.
 - Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire Duvernay.
 - La municipalité scolaire de Terrebonne comprenant la municipalité scolaire de la ville de Terrebonne à laquelle sont annexées les municipalités scolaires de Lachenaie et St-Henri-de-Mascouche.
 - Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Terrebonne.
- 33° La Commission scolaire régionale Honoré-Mercier.
- La municipalité scolaire de Farnham constituée par la fusion des municipalités scolaires de Bedford (érigée exclusivement pour catholiques), Farnham, Notre-Dame-de-Stanbridge, St-Armand-Ouest (érigée exclusivement pour catholiques), Ste-Brigide, St-Ignace-de-Missisquoi (érigée exclusivement pour catholiques), St-Philippe-de-Philipsburg (érigée exclusivement pour catholiques), St-Pierre-de-Vérone (érigée exclusivement pour catholiques) et Stanbridge-Est (érigée exclusivement pour catholiques).
 - Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Farnham.
 - La municipalité scolaire d'Iberville constituée par la fusion des municipalités scolaires d'Henryville, Iberville, St-Alexandre, Ste-Anne-de-Sabrevoix, St-Grégoire, St-Jacques-de-Clarenceville (érigée exclusivement pour catholiques), St-Sébastien et Venise-en-Québec.
 - Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire d'Iberville.
 - La municipalité scolaire de Marieville constituée par la fusion des municipalités scolaires de Marieville, Richelieu (village de), Ste-Angèle-de-Monnoir et St-Mathias.
32. The Duvernay regional school board.
- The school municipality of Duvernay constituted by the union of the school municipalities of Les Écores, St-Vincent-de-Paul and St-François-de-Laval.
 - This school municipality is under the authority of the Duvernay school board.
 - The school municipality of Terrebonne comprising the school municipality of the town of Terrebonne to which the school municipalities of Lachenaie and St-Henri-de-Mascouche are annexed.
 - This school municipality is under the authority of the Terrebonne school board.
33. The Honoré-Mercier regional school board.
- The school municipality of Farnham constituted by the union of the school municipalities of Bedford (erected exclusively for Catholics), Farnham, Notre-Dame-de-Stanbridge, St-Armand-Ouest (erected exclusively for Catholics), Ste-Brigide, St-Ignace-de-Missisquoi (erected exclusively for Catholics), St-Philippe-de-Philipsburg (erected exclusively for Catholics), St-Pierre-de-Vérone (erected exclusively for Catholics) and Stanbridge-Est (erected exclusively for Catholics).
 - This school municipality is under the authority of the Farnham school board.
 - The school municipality of Iberville, constituted by the union of the school municipalities of Henryville, Iberville, St-Alexandre, Ste-Anne-de-Sabrevoix, St-Grégoire, St-Jacques-de-Clarenceville (erected exclusively for Catholics), St-Sébastien and Venise-en-Québec.
 - This school municipality is under the authority of the Iberville school board.
 - The school municipality of Marieville, constituted by the union of the school municipalities of Marieville, Richelieu (village), Ste-Angèle-de-Monnoir and St-Mathias.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Marieville.

- La municipalité scolaire de St-Jean comprenant la municipalité scolaire de la cité de St-Jean à laquelle sont annexées les municipalités scolaires de L'Acadie, Lacolle, St-Blaise, St-Jacques-le-Mineur, St-Luc, St-Paul-de-l'Île-aux-Noix et St-Valentin.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de St-Jean.

34° La Commission scolaire régionale Lanaudière.

- La municipalité scolaire de Berthier-Dutraie maintenue telle qu'érigée par l'arrêté en conseil numéro 1589 du 24 mai 1968.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Berthier-Dutraie.

- La municipalité scolaire de Brandon-l'Érablière constituée par la fusion des municipalités scolaires de Brandon, l'Érablière, Mandeville, St-Didace, St-Ignace-du-Lac, Ste-Mélanie et St-Michel-des-Saints ainsi que par l'annexion des territoires non organisés suivants:

- a) le résidu des cantons Gouin, Joliette, Laviolette et Masson;
- b) les cantons Gauthier, Gamelin, Tellier, Forbes, Legendre, Lusignan, Maisonneuve, Olier, Laverdière, Charland et Dupont.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Brandon-l'Érablière.

- La municipalité scolaire Des Cascades-l'Achigan constituée par la fusion des municipalités scolaires Des Cascades, Notre-Dame de la Merci, Wexford Canton, Laurentides (ville des), l'Épiphanie, St-Calixte et St-Roch-de-l'Achigan.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire Des Cascades-l'Achigan.

- La municipalité scolaire de Joliette, constituée par la fusion des municipi-

This school municipality is under the authority of the Marieville school board.

The school municipality of St-Jean comprising the school municipality of the city of St-Jean to which the school municipalities of L'Acadie, Lacolle, St-Blaise, St-Jacques-le-Mineur, St-Luc, St-Paul-de-l'Île-aux-Noix and St-Valentin are annexed.

This school municipality is under the authority of the St-Jean school board.

34. The Lanaudière regional school board.

- The school municipality of Berthier-Dutraie remains as erected by order in council number 1589 dated May the 24th, 1968.

This school municipality is under the authority of the Berthier-Dutraie school board.

- The school municipality of Brandon-l'Érablière, constituted by the union of the school municipalities of Brandon, l'Érablière, Mandeville, St-Didace, St-Ignace-du-Lac, Ste-Mélanie and St-Michel-des-Saints and the following non-organized territories:

- (a) the residue of the townships of Gouin, Joliette, Laviolette and Masson;
- (b) the townships of Gauthier, Gamelin, Tellier, Forbes, Legendre, Lusignan, Maisonneuve, Olier, Laverdière, Charland and Dupont.

This school municipality is under the authority of the Brandon-l'Érablière school board.

- The school municipality of Des Cascades-l'Achigan, constituted by the union of the school municipalities of Des Cascades, Notre-Dame-de-la-Merci, Wexford township, Laurentides (town), l'Épiphanie, St-Calixte and St-Roch-de-l'Achigan.

This school municipality is under the authority of the Des Cascades-l'Achigan school board.

- The school municipality of Joliette, constituted by the union of the

palités scolaires de Nouvelle-Acadie, Sacré-Coeur-de-Jésus, St-Ambroise-de-Kildare, St-Esprit, St-Paul, St-Thomas et Joliette.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Joliette.

35° La Commission scolaire régionale des Laurentides.

-La municipalité scolaire de Laurentienne-Mont-Rolland-St-Jovite, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Brébeuf, Huberdeau, Labelle, Lac-Carré, Lac-Castor, Lac-des-Plages, Lac-des-Seize-Iles, La Conception, Lac-Windigo, La Minerve, Laurentienne, Mont-Rolland, Mont-Tremblant, Morin, Notre-Dame-de-Montfort (érigée exclusivement pour catholiques), St-Adèle, Ste-Anne-des-Lacs, St-Donat, St-Faustin, St-Jovite, Ste-Marguerite-du-Lac-Masson, St-Rémi d'Amherst, St-Sauveur et Val-Morin et par l'annexion des territoires non organisés suivants:

- a) le résidu des cantons Archambault, Gagnon et Labelle;
- b) les cantons Cousineau, Lesage et Rolland.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Laurentienne-Mont-Rolland-St-Jovite.

36° La Commission scolaire régionale Le Gardeur.

-La municipalité scolaire de Repentigny constituée par la fusion des municipalités scolaires de Charlemagne, Ile Bouchard, L'Assomption, Lavaltrie, Repentigny, Repentigny-les-Bains, St-Paul l'Ermitte et St-Sulpice.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Repentigny.

37° La Commission scolaire régionale Lignery.

-La municipalité scolaire de Brosard maintenue dans son territoire actuel.

school municipalities of Nouvelle-Acadie, Sacré-Coeur-de-Jésus, St-Ambroise-de-Kildare, St-Esprit, St-Paul, St-Thomas and Joliette.

This school municipality is under the authority of the Joliette school board.

35. The Laurentides regional school board.

-The school municipality of Laurentienne-Mont-Rolland-St-Jovite, constituted by the union of the school municipalities of Brébeuf, Huberdeau, Labelle, Lac-Carré, Lac-Castor, Lac-des-Plages, Lac-des-Seize-Iles, La Conception, Lac-Windigo, La Minerve, Laurentienne, Mont-Rolland, Mont-Tremblant, Morin, Notre-Dame-de-Montfort (erected exclusively for Catholics), Ste-Adèle, Ste-Anne-des-Lacs, St-Donat, St-Faustin, St-Jovite, Ste-Marguerite-du-Lac-Masson, St-Rémi d'Amherst, St-Sauveur and Val-Morin, and by the annexation of the following non-organized territories:

- (a) the residue of the townships of Archambault, Gagnon and Labelle;
- (b) the townships of Cousineau, Lesage and Rolland.

This school municipality is under the authority of the Laurentienne-Mont-Rolland-St-Jovite school board.

36. The Le Gardeur regional school board.

-The school municipality of Repentigny constituted by the union of the school municipalities of Charlemagne, Ile Bouchard, L'Assomption, Lavaltrie, Repentigny, Repentigny-les-Bains, St-Paul l'Ermitte and St-Sulpice.

This school municipality is under the authority of the De Repentigny school board.

37. The Lignery regional school board.

-The school municipality of Brosard, maintained in its present territory.

Cette municipal  t   scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Brossard.

- La municipal  t   scolaire de Laprairie, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Candiac (C.E.C. de la Ville de), Delson, Laprairie (Ville de), Ste-Catherine d'Alexandrie, St-Constant, St-Mathieu et St-Philippe.

Cette municipal  t   scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Laprairie.

- La municipal  t   scolaire de Napierville constituée par la fusion des municipalités scolaires de St-Bernard-de-Lacolle, St-Cyprien, St-Edouard, St-Isidore, St-Michel, St-Patrice-de-Sherrington, St-Rémi et St-Romain-de-Hemmingford (  rig  e exclusivement pour catholiques).

Cette municipal  t   scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Napierville.

38   La Commission scolaire régionale Maisonneuve.

- La municipal  t   scolaire de Chomedey, comprenant la municipal  t   scolaire de Chomedey    laquelle sont annexées les municipalités scolaires du village de Ste-Dorothée et Ste-Dorothée n   1.

Cette municipal  t   scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Chomedey.

- La municipal  t   scolaire de Laval-des-Rapides-Pont-Viau constituée par la fusion des municipalités scolaires de la ville de Laval-des-Rapides et Pont-Viau.

Cette municipal  t   scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Laval-des-Rapides-Pont-Viau.

39   La Commission scolaire régionale Meilleur.

- La municipal  t   scolaire de Granby, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Granby (  rig  e exclusivement pour catholiques) et Roxton Falls.

Cette municipal  t   scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Granby.

This school municipality is under the authority of the Brossard school board.

- The school municipality of Laprairie, constituted by the union of the school municipalities of Candiac (C.S.B. of the town of), Delson, Laprairie (town), Ste-Catherine d'Alexandrie, St-Constant, St-Mathieu and St-Philippe.

This school municipality is under the authority of the Laprairie school board.

- The school municipality of Napierville constituted by the union of the school municipalities of St-Bernard-de-Lacolle, St-Cyprien, St-Edouard, St-Isidore, St-Michel, St-Patrice-de-Sherrington, St-Rémi and St-Romain-de-Hemmingford (erected exclusively for Catholics).

This school municipality is under the authority of the Napierville school board.

38. The Maisonneuve regional school board.

- The school municipality of Chomedey comprising the school municipality of Chomedey to which are annexed the school municipalities of the Village of Ste-Doroth  e and Ste-Doroth  e No. 1.

This school municipality is under the authority of the Chomedey school board.

- The school municipality of Laval-des-Rapides-Pont-Viau constituted by the union of the school municipalities of the town of Laval-des-Rapides and Pont-Viau.

This school municipality is under the authority of the Laval-des-Rapides-Pont-Viau school board.

39. The Meilleur regional school board.

- The school municipality of Granby, constituted by the union of the school municipalities of Granby (erected exclusively for Catholics) and Roxton Falls.

This school municipality is under the authority of the Granby school board.

-La municipalité scolaire de St-Césaire, constituée par la fusion des municipalités scolaires de l'Ange-Gardien, St-Césaire, St-Michel-de-Rougemont et St-Paul-d'Abbotsford.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de St-Césaire.

-La municipalité scolaire de Waterloo, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Béthanie, Bonsecours, Lawrenceville (village), Ste-Anne-de-la-Rochelle, St-Joachim et Waterloo.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Waterloo.

40° La Commission scolaire régionale des Mille-Isles.

-La municipalité scolaire de Ste-Rose constituée par la fusion des municipalités scolaires de Bois-des-Filion, Fabreville (C.E.C.) Rosemère (érigée exclusivement pour catholiques), Ste-Rose-Auteuil et Vimont.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Ste-Rose.

41° La Commission scolaire régionale de Missisquoi.

-La municipalité scolaire de Missisquoi-Cowansville comprenant la municipalité scolaire de Cowansville à laquelle sont annexées les municipalités scolaires d'Adamsville (érigée exclusivement pour catholiques), Ste-Croix-de-Dunham (érigée exclusivement pour catholiques), St-Édouard-de-Knowlton (érigée exclusivement pour catholiques), Saint-François-d'Assise-de-Frelighsburg (érigée exclusivement pour catholiques), Saint-François-Xavier-de-Shefford (érigée exclusivement pour catholiques), Saint-Simon-d'Abercorn (érigée exclusivement pour catholiques) et Sutton (érigée exclusivement pour catholiques).

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Missisquoi-Cowansville.

-The school municipality of St-Césaire, constituted by the union of the school municipalities of l'Ange-Gardien, St-Césaire, St-Michel-de-Rougemont and St-Paul-d'Abbotsford.

This school municipality is under the authority of the St-Césaire school board.

-The school municipality of Waterloo, constituted by the union of the school municipalities of Béthanie, Bonsecours, Lawrenceville (village), Ste-Anne-de-la-Rochelle, St-Joachim and Waterloo.

This school municipality is under the authority of the Waterloo school board.

40. The Mille-Isles regional school board.

-The school municipality of Ste-Rose constituted by the union of the school municipalities of Bois-des-Filion, Fabreville (C.S.B.), Rosemère (erected exclusively for Catholics), Ste-Rose-Auteuil and Vimont.

This school municipality is under the authority of the Ste-Rose school board.

41. The Missisquoi regional school board.

-The school municipality of Missisquoi-Cowansville, comprising the school municipality of Cowansville to which are annexed the school municipalities of Adamsville (erected exclusively for Catholics), Ste-Croix-de-Dunham (erected exclusively for Catholics), St-Édouard-de-Knowlton (erected exclusively for Catholics), Saint-François-d'Assise-de-Frelighsburg (erected exclusively for Catholics), Saint-François-Xavier-de-Shefford (erected exclusively for Catholics), Saint-Simon-d'Abercorn (erected exclusively for Catholics) and Sutton (erected exclusively for Catholics).

This school municipality is under the authority of the Missisquoi-Cowansville school board.

- 42° La Commission scolaire régionale Salaberry.
- La municipalité scolaire de Huntingdon maintenue telle qu'érigée par l'arrêté en conseil numéro 1495 du 15 mai 1968 et à laquelle est annexé le territoire non organisé suivant:
le résidu du canton Dundee.
- Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Huntingdon.
- La municipalité scolaire de Valleyfield comprenant la municipalité scolaire de la ville de Salaberry-de-Valleyfield à laquelle est annexée la municipalité scolaire de St-Timothée.
- Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Valleyfield.
- 43° La Commission scolaire régionale de Vaudreuil-Soulanges.
- La municipalité scolaire de l'Ile-Perrot maintenue telle qu'érigée par l'arrêté en conseil numéro 1589 du 24 mai 1968.
- Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de l'Ile-Perrot.
- La municipalité scolaire de Soulanges maintenue dans son territoire actuel.
- Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Soulanges.
- La municipalité scolaire de Vaudreuil maintenue dans son territoire actuel.
- Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Vaudreuil.
- 44° La Commission scolaire régionale de l'Yamaska.
- La municipalité scolaire de Beloeil-St-Hilaire comprenant la municipalité scolaire de la ville de Beloeil à laquelle sont annexées les municipalités scolaires de St-Antoine, St-Hilaire, St-Marc, St-Jean-Baptiste et Ste-Marie-Madeleine.
- Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Beloeil-St-Hilaire.
42. The Salaberry regional school board.
- The school municipality of Huntingdon, maintained as erected by order in council number 1495 dated the 15th of May 1968, and to which is annexed the following non-organized territory:
the residue of the township of Dundee.
- This school municipality is under the authority of the Huntingdon school board.
- The school municipality of Valleyfield, comprising the school municipality of the city of Salaberry-de-Valleyfield, to which is annexed the school municipality of St-Timothée.
- This school municipality is under the authority of the Valleyfield school board.
43. The Vaudreuil-Soulanges regional school board.
- The school municipality of Ile Perrot, maintained as erected by order in council number 1589 dated the 24th of May 1968.
- This school municipality is under the authority of the Ile-Perrot school board.
- The school municipality of Soulanges, maintained in its present territory.
- This school municipality is under the authority of the Soulanges school board.
- The school municipality of Vaudreuil, maintained in its present territory.
- This school municipality is under the authority of the Vaudreuil school board.
44. The l'Yamaska regional school board.
- The school municipality of Beloeil-St-Hilaire, comprising the school municipality of the city of Beloeil, to which are annexed the school municipalities of St-Antoine, St-Hilaire, St-Marc, St-Jean-Baptiste and Ste-Marie-Madeleine.
- This school municipality is under the authority of the Beloeil-St-Hilaire school board.

-La municipalité scolaire de St-Hyacinthe comprenant la municipalité scolaire de la cité de St-Hyacinthe à laquelle sont annexées les municipalités scolaires de Ste-Rosalie, St-Louis-de-Richelieu, St-Thomas-d'Aquin, La Présentation, St-Charles-sur-Richelieu, St-Denis, St-Barnabé, St-Jude, St-Bernard et St-Damase.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de St-Hyacinthe.

-La municipalité scolaire de Val-Monts constituée par la fusion des municipalités scolaires de St-Valérien, St-Pie, St-Dominique, Upton, St-Liboire, St-Nazaire-d'Acton, Ste-Hélène (Village de), St-Simon, St-Hugues, St-Marcel, La Providence, et St-Joseph (Village de).

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Val-Monts.

45° La Commission scolaire régionale Youville.

-La municipalité scolaire de Beauharnois comprenant la municipalité scolaire de la cité de Beauharnois à laquelle sont annexées les municipalités scolaires de St-Clément et St-Étienne-de-Beauharnois.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Beauharnois.

-La municipalité scolaire de Châteauguay comprenant la municipalité scolaire de Châteauguay à laquelle est annexée la municipalité scolaire de Caughnawaga (inopérante).

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Châteauguay.

-La municipalité scolaire de Lévis-Sauvé comprenant la municipalité scolaire Lévis-Sauvé à laquelle sont annexées les municipalités scolaires de St-Chrysostome et Ste-Clotilde. Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire Lévis-Sauvé.

46° La Commission scolaire régionale Henri-Bourassa.

-The school municipality of St-Hyacinthe, comprising the school municipality of the city of St-Hyacinthe, to which are annexed the school municipalities of Ste-Rosalie, St-Louis-de-Richelieu, St-Thomas-d'Aquin, La Présentation, St-Charles-sur-Richelieu, St-Denis, St-Barnabé, St-Jude, St-Bernard and St-Damase.

This municipality is under the authority of the St-Hyacinthe school board.

-The school municipality of Val-Monts, constituted by the union of the school municipalities of St-Valérien, St-Pie, St-Dominique, Upton, St-Liboire, St-Nazaire-d'Acton, Ste-Hélène (village), St-Simon, St-Hugues, St-Marcel, La Providence, and St-Joseph (village).

This school municipality is under the authority of the Val-Monts school board.

45. The Youville regional school board.

-The school municipality of Beauharnois, comprising the school municipality of the city of Beauharnois to which are annexed the school municipalities of St-Clément and St-Étienne-de-Beauharnois.

This school municipality is under the authority of the Beauharnois school board.

-The school municipality of Châteauguay, comprising the school municipality of Châteauguay, to which is annexed the school municipality of Caughnawaga (inoperative).

This school municipality is under the authority of the Châteauguay school board.

-The school municipality of Lévis-Sauvé, comprising the school municipality of Lévis-Sauvé, to which are annexed the school municipalities of St-Chrysostome and Ste-Clotilde. This school municipality is under the authority of the Lévis-Sauvé school board.

46. The Henri-Bourassa regional school board.

-La municipalité scolaire de Maniwaki constituée par la fusion des municipalités scolaires d'Aumond, Blue Sea Lake, Bois-Franc, Bouchette, Dorion, Gracefield, Grand-Remous, Hincks, Maniwaki, Messine, Montcerf, Ste-Thérèse et Low et par l'annexion des territoires non organisés suivants:

- a) le résidu du canton Dorion.
- b) les cantons Bretagne, Artois, Béliveau, Isle-de-France, Angoumois, Lorraine, Picardie, Maine, Hainaut, Orléanais, Limousin, Mitchell, Baskatong, Briand, Bourbonnais, Champagne, Kondiaronk, Gay, By et Froidevaux.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Maniwaki.

-La municipalité scolaire de Mont-Laurier constituée par la fusion des municipalités scolaires de Mont-Laurier, Lac-du-Cerf, Notre-Dame-du-Pont-Main, Macaza, L'Annonciation, Nominique, Kiamika, Lac-des-Iles, L'Ascension, Ste-Véronique-de-Turgeon, Saguay, Val-Barette, Lac-des-Écorces, Val-Limoges, St-Jean-sur-le-Lac, Chute-St-Philippe, Ferme-Neuve, Lac-St-Paul, St-Michel-des-Cèdres et Ste-Anne-du-Lac et par l'annexion des territoires non organisés suivants:

- a) le résidu des cantons Nantel, Mousseau, Brunet, Pérodeau, Dudley, Kiamika et Montigny;
- b) les cantons Rivard, Jamet, Viel, Castelnau, Franchère, French, Lenoir, d'Aillon, Leman, Pau, Chopin et Fontbrune.
- c) un territoire situé immédiatement au nord-est des cinq derniers cantons mentionnés dans la description (b) et au nord-ouest des cantons Dupont, Lenoir, d'Aillon, Chopin, Pau et limité au nord-est par une partie de la ligne limitative des districts

-The school municipality of Maniwaki is constituted by the union of the school municipalities of Aumond, Blue Sea Lake, Bois-Franc, Bouchette, Dorion, Gracefield, Grand-Remous, Hincks, Maniwaki, Messine, Montcerf, Ste-Thérèse and Low, and by the annexation of the following non-organized territories:

- (a) the residue of the township of Dorion;
- (b) the townships of Bretagne, Artois, Béliveau, Isle-de-France, Angoumois, Lorraine, Picardie, Maine, Hainaut, Orléanais, Limousin, Mitchell, Baskatong, Briand, Bourbonnais, Champagne, Kondiaronk, Gay, By and Froidevaux.

This school municipality is under the authority of the Maniwaki school board.

-The school municipality of Mont-Laurier, constituted by the union of the school municipalities of Mont-Laurier, Lac-du-Cerf, Notre-Dame-du-Pont-Main, Macaza, L'Annonciation, Nominique, Kiamika, Lac-des-Iles, L'Ascension, Ste-Véronique-de-Turgeon, Saguay, Val-Barette, Lac-des-Écorces, Val-Limoges, St-Jean-sur-le-Lac, Chute-St-Philippe, Ferme-Neuve, Lac-St-Paul, St-Michel-des-Cèdres and Ste-Anne-du-Lac, and by the annexation of the following non-organized territories:

- (a) the residue of the townships of Nantel, Mousseau, Brunet, Pérodeau, Dudley, Kiamika and Montigny;
- (b) the townships of Rivard, Jamet, Viel, Castelnau, Franchère, French, Lenoir, d'Aillon, Leman, Pau, Chopin and Fontbrune;
- (c) a territory situated immediately to the northeast of the five last townships mentioned in description (b) and to the northwest of the townships of Dupont, Lenoir, d'Aillon, Chopin, Pau and bounded northeasterly by part of the boundary

électoraux de Berthier et Maskinongé et à l'est par une partie de la ligne ouest du canton Gosselin; au nord par une partie de la ligne sud dudit canton Gosselin et des cantons Radisson, Chouart, Festubert et une partie du canton de Lens; à l'ouest par le prolongement vers le nord de la ligne limitative des cantons Aux et By, jusqu'au canton Lens.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Mont-Laurier.

47° La Commission scolaire régionale de l'Outaouais.

-La municipalité scolaire d'Aylmer comprenant la municipalité scolaire d'Aylmer-Rapides-des-Chênes à laquelle sont annexées les municipalités scolaires d'Eardley et Ste-Marie-de-Quyon.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire d'Aylmer.

-La municipalité scolaire de Champlain comprenant la municipalité scolaire de Champlain à laquelle sont annexées les municipalités scolaires de Cantley et St-Pierre-de-Wakefield.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Champlain.

-La municipalité scolaire de Gatineau comprenant la municipalité scolaire de Gatineau à laquelle est annexée la municipalité scolaire de Perkins.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Gatineau.

-La municipalité scolaire de Outaouais-Hull comprenant la municipalité scolaire de Hull à laquelle sont annexées les municipalités scolaires de Aldfield, Aldfield-Sud, Farrelton, La Pêche.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Outaouais-Hull.

-La municipalité scolaire de Pontiac comprenant la municipalité scolaire

line of the electoral districts of Berthier and Maskinongé and to the east by part of the west line of Gosselin township; northerly by part of the south line of the said township of Gosselin and of the townships of Radisson, Chouart, Festubert and part of Lens; westerly by the northward extension of the boundary line of the townships of Aux and By, to the township of Lens.

This school municipality is under the authority of the Mont-Laurier school board.

47. The l'Outaouais regional school board.

-The school municipality of Aylmer, comprising the school municipality of Aylmer-Rapides-des-Chênes, to which are annexed the school municipalities of Eardley and Ste-Marie-de-Quyon.

This school municipality is under the authority of the Aylmer school board.

-The school municipality of Champlain, comprising the school municipality of Champlain, to which are annexed the school municipalities of Cantley and St-Pierre-de-Wakefield.

This school municipality is under the authority of the Champlain school board.

-The school municipality of Gatineau, comprising the school municipality of Gatineau, to which is annexed the school municipality of Perkins.

This school municipality is under the authority of the Gatineau school board.

-The school municipality of Outaouais-Hull, comprising the school municipality of Hull, to which are annexed the school municipalities of Aldfield, Aldfield-Sud, Farrelton, La Pêche.

This school municipality is under the authority of the Outaouais-Hull school board.

-The school municipality of Pontiac, comprising the school municipality

de Pontiac à laquelle sont annexées les municipalités scolaires d'Aberdeen, Bryson, Calumet, Campbell's Bay (érigée pour les catholiques seulement), Chapeau, Chichester, Clapham et Vinton.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Pontiac.

- Les syndicats d'écoles pour la municipalité de Portage-du-Fort dans le comté de Pontiac.

48° La Commission scolaire régionale Papineau.

-La municipalité scolaire Seigneurie comprenant la municipalité scolaire Seigneurie à laquelle sont annexés les municipalités scolaires de St-André-Avellin, Montpellier, Ripon, Lac-Escrear, Suffolk, Notre-Dame-de-la-Paix, Ste-Valérie, Duhamel et Chénéville, ainsi que les territoires non organisés suivants:

a) le résidu du canton Lathbury.

b) le canton Papineau et le canton Rocheblave.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Seigneurie.

- La municipalité scolaire Vallée-de-la-Lièvre maintenue telle qu'érigée par l'arrêté en conseil numéro 1646 du 8 avril 1970 à laquelle est annexée la municipalité scolaire de Poltimore (érigée exclusivement pour catholiques).

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire Vallée-de-la-Lièvre.

49° La Commission scolaire régionale du Cuivre.

-La municipalité scolaire de Rouyn comprenant la municipalité scolaire de Rouyn à laquelle sont annexés les municipalités scolaires de Bellecombe, Cité de Noranda (érigée exclusivement pour catholiques), et St-Jean-l'Évangéliste (érigée exclusivement pour catholiques), ainsi que les territoires non organisés suivants:

a) le résidu des cantons Pontleroy, Beauchastel, Montbeillard, Bel-

of Pontiac, to which are annexed the school municipalities of Aberdeen, Bryson, Calumet, Campbell's Bay (erected exclusively for Catholics), Chapeau, Chichester, Clapham and Vinton.

This school municipality is under the authority of the Pontiac school board.

- The school trustees for the municipality of Portage-du-Fort, in the county of Pontiac.

48. The Papineau regional school board.

-The school municipality of Seigneurie, comprising the school municipality of Seigneurie, to which are annexed the school municipalities of St-André-Avellin, Montpellier, Ripon, Lac-Escrear, Suffolk, Notre-Dame-de-la-Paix, Ste-Valérie, Duhamel and Chénéville, and the following non-organized territories:

(a) the residue of the township of Lathbury;

(b) the township of Papineau and the township of Rocheblave.

This school municipality is under the authority of the Seigneurie school board.

- The school municipality of Vallée-de-la-Lièvre, maintained as erected by order in council number 1646 of the 8th of April 1970 to which is annexed the school municipality of Poltimore (erected exclusively for Catholics).

This school municipality is under the authority of the Vallée-de-la-Lièvre school board.

49. The du Cuivre regional school board.

-The school municipality of Rouyn, comprising the school municipality of Rouyn, to which are annexed the school municipalities of Bellecombe, City of Noranda (erected exclusively for Catholics), and St-Jean-l'Évangéliste (erected exclusively for Catholics), and the following non-organized territories:

(a) the residue of the townships of Pontleroy, Beauchastel, Mont-

lecombe, Rouyn, Dufay, Aiguebelle, Destor, Duparquet et Hébecourt, Desandrouins, Caire;

b) le canton Basserode.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Rouyn.

-La municipalité scolaire du Lac-Témiscamingue, comprenant la municipalité scolaire de Lac-Témiscamingue à laquelle est annexée la municipalité scolaire de Témiscamingue (érigée exclusivement pour catholiques).

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire du Lac-Témiscamingue.

50° La Commission scolaire régionale Harricana.

-La municipalité scolaire d'Amos constituée par la fusion des municipalités scolaires d'Amos, Dollard, Guyenne, La Corne, Lamotte, Landrienne, Launay, Manneville, Préissac, Rivière-Davy, St-Gérard-de-Berry, Ste-Gertrude, St-Maurice-de-Dalquier et Villemontel et par l'annexion des territoires non organisés suivants:

a) le résidu des cantons Manneville, Duvernay, Béarn, Guyenne, Desbouchés;

b) les cantons Ligneris, Miniac, Glandelet, Mazarin, Céloron, Chaste et Coigny.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire d'Amos.

-La municipalité scolaire de Barraute-Senneterre constituée par la fusion des municipalités scolaires de Barraute, Champneuf, Despinassy, Lac-Castagnier, La Morandière, Rochebaucourt, Senneterre et par l'annexion des territoires non organisés suivants:

a) le résidu des cantons Castagnier, Vassal, Despinassy et Rochebaucourt;

b) les cantons Ducros, Bernetz, Hurault, Fontenau, Thémines, Esperey, Diaz, Jalobert, Lens, Festubert, Chouart et Radisson.

beillard, Bellecombe, Rouyn, Dufay, Aiguebelle, Destor, Duparquet et Hébecourt, Desandrouins et Caire;

(b) the township of Basserode.

This school municipality is under the authority of the Rouyn school board.

-The school municipality of Lac-Témiscamingue, comprising the school municipality of Lac-Témiscamingue to which is annexed the school municipality of Témiscamingue (erected exclusively for Catholics).

This school municipality is under the authority of the Lac-Témiscamingue school board.

50. The Harricana regional school board.

-The school municipality of Amos, constituted by the union of the school municipalities of Amos, Dollard, Guyenne, La Corne, Lamotte, Landrienne, Launay, Manneville, Préissac, Rivière-Davy, St-Gérard-de-Berry, Ste-Gertrude, St-Maurice-de-Dalquier and Villemontel and by the annexation of the following non-organized territories:

(a) the residue of the townships of Manneville, Duvernay, Béarn, Guyenne, Desbouchés;

(b) the townships of Ligneris, Miniac, Glandelet, Mazarin, Céloron, Chaste and Coigny.

This school municipality is under the authority of the Amos school board.

-The school municipality of Barraute-Senneterre, constituted by the union of the school municipalities of Barraute, Champneuf, Despinassy, Lac-Castagnier, La Morandière, Rochebaucourt, Senneterre and by the annexation of the following non-organized territories:

(a) the residue of the townships of Castagnier, Vassal, Despinassy and Rochebaucourt;

(b) the townships of Ducros, Bernetz, Hurault, Fontenau, Thémines, Esperey, Diaz, Jalobert, Lens, Festubert, Chouart and Radisson.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Barraute-Senneterre.

-La municipalité scolaire de Chapais-Chibougamau, constituée par la fusion des municipalités scolaires de la ville de Chapais et Chibougamau et par l'annexion des territoires non organisés suivant:

- a) le résidu des cantons Lévy, Lemoine, Roy, McCorkill, Ringret;
- b) les cantons Belmont, L'Espinay, Bressani, Chambalon, Royal, Machault, Langloiserie, Pambrun, Crisafy, Robert, Bouteroue, Du Guesclin, Gradis, Druillette, Hazeur, Gamache, Rohault, Ducharme, Guercheville, Drouet, Lescure, Rasles, Fancamp, La Dauversière, Charron, Laffarent, Anville, Brochant, Brongniart, Haüy, Queylus, Dollier, Saussure, Dolomieu, Daubrée, Scott, Guettard, Lamarck, Opémisca, Cuvier, Barlow;
- c) cette partie du territoire d'Abitibi située à l'est du 76ième méridien moins les cantons Gloria, Bellerive, Voyer, Crépeau, qui appartiennent à la municipalité scolaire de Lebel-sur-Quévillon;
- d) Cette partie du territoire de Mistassini située à l'est du 76ième méridien.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Chapais-Chibougamau.

-La municipalité scolaire de Joutel-Matagami constituée par la fusion des municipalités scolaires de Joutel et Matagami et par l'annexion des territoires non organisés suivants:

- a) les cantons Soissons, Barrin, Cramolet, Razilly, Champdoré, Marest, Le Tardif, Comporté, Lozeau, Le Maistre, Millet, Corbière, Villieu, La Pérouse, Paramé, La Gauchetière, Grasset, La Forest, Sainte-Hélène, Subercase, Du Tast, Bapst,

This school municipality is under the authority of the Barraute-Senneterre school board.

-The school municipality of Chapais-Chibougamau, constituted by the union of the school municipalities of the town of Chapais and Chibougamau and by the annexation of the following non-organized territories:

- (a) the residue of the townships of Lévy, Lemoine, Roy, McCorkill, Ringret;
- (b) the townships of Belmont, L'Espinay, Bressani, Chambalon, Royal, Machault, Langloiserie, Pambrun, Crisafy, Robert, Bouteroue, Du Guesclin, Gradis, Druillette, Hazeur, Gamache, Rohault, Ducharme, Guercheville, Drouet, Lescure, Rasles, Fancamp, La Dauversière, Charron, Laffarent, Anville, Brochant, Brongniart, Haüy, Queylus, Dollier, Saussure, Dolomieu, Daubrée, Scott, Guettard, Lamarck, Opémisca, Cuvier, Barlow;
- (c) that part of the territory of Abitibi situated to the east of the 76th meridian less the townships of Gloria, Bellerive, Voyer, Crépeau, which belong to the school municipality of Lebel-sur-Quévillon;
- (d) that part of the territory of Mistassini situated to the east of the 76th meridian.

This school municipality is under the authority of the Chapais-Chibougamau school board.

-The school municipality of Joutel-Matagami, constituted by the union of the school municipalities of Joutel and Matagami and by the annexation of the following non-organized territories:

- (a) the townships of Soissons, Barrin, Cramolet, Razilly, Champdoré, Marest, Le Tardif, Comporté, Lozeau, Le Maistre, Millet, Corbière, Villieu, La Pérouse, Paramé, La Gauchetière, Grasset, La Forest, Sainte-Hélène, Subercase, Du

Fénelon, Caumont, Bacon, Estrades, Orvilliers, Beschefer, Gaudet, Géréme, Brabazon, Estrées, Puisseaux, Brouillan, Lanouillier, La Martinière, Laberge, Casa-Berardi, Raymond, Carheil, La Peltrie, Martigny, Collet, Dieppe, Récher, Enjalran, Massicotte, Manthet;

- b) cette partie du territoire d'Abitibi située à l'ouest du prolongement vers le nord de la ligne séparative des cantons Millet et Tekakwitha, jusqu'au territoire de Mistassini.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Joutel-Matagami.

- La municipalité scolaire de Quévillon comprenant la municipalité scolaire de Lebel-sur-Quévillon.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Quévillon.

51° La Commission scolaire régionale Lalonde.

- La municipalité scolaire de Bellefeuille maintenue dans son territoire actuel et à laquelle est annexé le territoire non organisé suivant: le résidu des cantons Chazel, Disson et Privat.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Bellefeuille.

- La municipalité scolaire de Lac Abitibi, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Duparquet, Lac Abitibi et La Sarre et par l'annexion des territoires non organisés suivants:

- a) le résidu des cantons Desmeloizes, Duparquet, Hébecourt et Lavergne;
b) les cantons Bourque, Lemaire et Vanier.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Lac Abitibi.

- La municipalité scolaire de La Forêt maintenue dans son territoire actuel.

Tast, Bapst, Fénelon, Caumont, Bacon, Estrades, Orvilliers, Beschefer, Gaudet, Géréme, Brabazon, Estrées, Puisseaux, Brouillan, Lanouillier, La Martinière, Laberge, Casa-Berardi, Raymond, Carheil, La Peltrie, Martigny, Collet, Dieppe, Récher, Enjalran, Massicotte, Manthet;

- (b) that part of the territory of Abitibi situated to the west of the prolongation northerly of the dividing line of the townships of Millet and Tekakwitha to the territory of Mistassini.

This school municipality is under the authority of the Joutel-Matagami school board.

- The school municipality of Quévillon, comprising the school municipality of Lebel-sur-Quévillon.

This school municipality is under the authority of the Quévillon school board.

51. The Lalonde regional school board.

- The school municipality of Bellefeuille, maintained in its present territory and to which is annexed the following non-organized territory: the residue of the townships of Chazel, Disson and Privat.

This school municipality is under the authority of the Bellefeuille school board.

- The school municipality of Lac Abitibi, constituted by the union of the school municipalities of Duparquet, Lac Abitibi and La Sarre, and by the annexation of the following non-organized territories:

- (a) the residue of the townships of Desmeloizes, Duparquet, Hébecourt and Lavergne;
(b) the townships of Bourque, Lemaire and Vanier.

This school municipality is under the authority of the Lac Abitibi school board.

- The school municipality of La Forêt, maintained in its present territory.

Cette municipal   scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de La Forêt.

52   La Commission scolaire régionale La Vérendrye.

  La municipal   scolaire de Malartic constituée par la fusion des commissions scolaires de Cadillac, Dubuisson, Malartic, Riv  re-H  va, ainsi que les territoires non organisés suivants:

a) le résidu des cantons Cadillac, Malartic et Desroberts;

b) les cantons Darlens et Béraud.

Cette municipal   scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Malartic.

  La municipal   scolaire de Val d'Or constituée par la fusion des municipalités scolaires de Bourlamaque, Perron, St-Bernard, St-Edmond, Val d'Or (  rig  e exclusivement pour catholiques), Val Senneville et Vassan, ainsi que les territoires non organisés suivants:

a) le résidu des cantons Vassan et Bourlamaque;

b) les cantons Laubanie, Jourdan, Sabourin, Pélissier, Haig, Ypres, Foch, Cambrai, Pétain, Vimy, Champrodon, Membr  , Entremont, Sagean, Foligny, Chalfoux, Sureau, Didace, Chassin, Devine, Silly, Dudouyt, Y  o, Villedonn  , Rousson, Dieskau, Loubias, Aux, Gonthier, La Rabeyre, Ryan, Beaumouchel, Gaillard,   mard, Cardinal, Harris, Lorimier, Jamot, Horan, Houdet, Lorrain, Sbarette, Turquetil et Charbonnel;

c) un territoire limité au sud-ouest par les cantons Champrodon, Foligny, Devine et Aux; au nord par les cantons Ypres, Cambrai, Vimy et une partie de Lens;    l'est par le prolongement vers le nord de la ligne de division des cantons Harris et Aux d'une part et By d'autre part.

This school municipality is under the authority of the La Forêt school board.

52. The La Vérendrye regional school board.

  The school municipality of Malartic, constituted by the union of the Cadillac, Dubuisson, Malartic and Riv  re-H  va school boards, and the following non-organized territories:

(a) the residue of the townships of Cadillac, Malartic and Desroberts;

(b) the townships of Darlens and B  raud.

This school municipality is under the authority of the Malartic school board.

  The school municipality of Val d'Or, constituted by the union of the school municipalities of Bourlamaque, Perron, St-Bernard, St-Edmond, Val d'Or (erected exclusively for Catholics), Val Senneville and Vassan, and the following non-organized territories:

(a) the residue of the townships of Vassan and Bourlamaque;

(b) the townships of Laubanie, Jourdan, Sabourin, P  lissier, Haig, Ypres, Foch, Cambrai, P  tain, Vimy, Champrodon, Membr  , Entremont, Sagean, Foligny, Chalfoux, Sureau, Didace, Chassin, Devine, Silly, Dudouyt, Y  o, Villedonn  , Rousson, Dieskau, Loubias, Aux, Gonthier, La Rabeyre, Ryan, Beaumouchel, Gaillard,   mard, Cardinal, Harris, Lorimier, Jamot, Horan, Houdet, Lorrain, Sbarette, Turquetil and Charbonnel;

(c) a territory limited to the southwest by the townships of Champrodon, Foligny, Devine and Aux; to the north by the townships of Ypres, Cambrai, Vimy and a part of Lens; to the east by the extension northerly of the dividing line between the townships of Harris and Aux and the township of By.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Val d'Or.

53° La Commission scolaire régionale de la Côte-Nord.

-La municipalité scolaire de Bersimis, comprenant la municipalité scolaire de Bersimis à laquelle sont annexés la municipalité scolaire de St-Paul-du-Nord ainsi que les territoires non organisés suivants:

a) le résidu des cantons Iberville, Laval, Latour, Betsiamites et la Seigneurie de Mille Vaches;

b) un territoire situé au nord des cantons Pontgravé et Chavin et au nord-ouest des cantons Iberville, Laval, Latour, Betsiamites et la seigneurie de Mille Vaches et limité à l'ouest par la ligne limitative des districts électoraux de Saguenay et Dubuc et une partie du canton Nérée, au nord par le parallèle 49°30', à l'est par une partie de la rivière Betsiamites; au sud par une partie du canton Robineau, ce territoire inclus les cantons Bayfield, Du Thet, Virot, Villejoie, Robineau, Nérée, Des Hayes, Bedout, Miller, Janssoone, Le Baillif.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Bersimis.

-La municipalité scolaire de Tadoussac, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Bergeronnes, Escoumins, Sacré-Coeur, Tadoussac et par l'annexion des territoires non organisés suivants:

a) le résidu des cantons Albert, Tadoussac, Bergeronnes et Escoumins;

b) les cantons Chauvin et Pontgravé.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Tadoussac.

This school municipality is under the authority of the Val d'Or school board.

53. The la Côte-Nord regional school board.

-The school municipality of Bersimis, comprising the school municipality of Bersimis to which are annexed the school municipality of St-Paul-du-Nord and the following non-organized territories:

(a) the residue of the townships of Iberville, Laval, Latour, Betsiamites and the seigniorie of Mille Vaches;

(b) a territory situated to the north of the townships of Pontgravé and Chavin and to the northwest of the townships of Iberville, Laval, Latour, Betsiamites and the seignory of Mille Vaches and limited to the west by the line between the electoral districts of Saguenay and Dubuc, and a portion of the township of Nérée, to the north by parallel 49°31', on the east by a portion of the Betsiamites river; on the south by a portion of the township of Robineau, such territory including the townships of Bayfield, Du Thet, Virot, Villejoie, Robineau, Nérée, Des Hayes, Bedout, Miller, Janssoone, Le Baillif.

This school municipality is under the authority of the Bersimis school board.

-The school municipality of Tadoussac, constituted by the union of the school municipalities of Bergeronnes, Escoumins, Sacré-Coeur, Tadoussac and by the annexation of the following non-organized territories:

(a) the residue of the townships of Albert, Tadoussac, Bergeronnes and Escoumins;

(b) the townships of Chauvin and Pontgravé.

This school municipality is under the authority of the Tadoussac school board.

-La municipalité scolaire de Manicouagan, comprenant la municipalité scolaire de Manicouagan telle qu'érigée par l'arrêté en conseil numéro 1646 du 8 avril 1970 à laquelle sont annexés les municipalités scolaires de Franquelin, Pointe-aux-Outardes et Des Buissons ainsi que les territoires non organisés suivants:

- a) le résidu des cantons Raffeix, Eudes, Lafèche, Bourbon, De Monts, Royer;
- b) un territoire situé au nord et au nord-ouest des cantons Bourbon, Raffeix, Lafèche, Eudes, Ragueneau et de la réserve indienne de Bersimis et limité à l'est par le 68^{ème} méridien, au nord par la limite sud des cantons Jauffret, Brien, Quartier, Sauvageau, Valois, Bruyas, Desruisseaux, Grandin et Hachin, à l'ouest par la ligne limitative des districts électoraux de Dubuc et Saguenay, à l'ouest et au sud par la limite de la municipalité scolaire de Bersimis;

- c) la réserve indienne de Bersimis et les cantons Fafard et Godbout.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Manicouagan.

54° La Commission scolaire régionale du Golfe.

-La municipalité scolaire de Gagnon, maintenue dans son territoire actuel et à laquelle sont annexés les territoires non organisés suivants:

- a) le résidu du canton Chiasson;
- b) les cantons Hachin, Grandin, Desruisseaux, Bruyas, Valois, Sauvageau, Quartier, Brien, Jauffret, Belle-Roche, Forgues, Villeray, Cormier, Chevré, Nadeau, Le Courtois, Fagundez, Godefroy, Berthelet, Hervieux, Lamontagne, Pérusse, Tardivel, Sénécal, Dion, Audubon, Blanchin, Pinet, Le Strat, Blondel, Tortellier, Brézel, Pétel, Conan,

-The school municipality of Manicouagan, comprising the school municipality of Manicouagan as erected by order in council number 1646 dated April the 8th, 1970, to which are annexed the school municipalities of Franklin, Pointe-aux-Outardes and Des Buissons as well as the following non-organized territories:

- (a) the remainder of the townships of Raffeix, Eudes, Lafèche, Bourbon, De Monts, Royer;
- (b) a territory situated north and northwest of the townships of Bourbon, Raffeix, Lafèche, Eudes and Ragueneau and the Bersimis Indian reservation and limited to the east by the 68th meridian, to the north by the south line of the townships of Jauffret, Brien, Quartier, Sauvageau, Valois, Bruyas, Desruisseaux, Grandin and Hachin, to the west by the dividing line between the electoral districts of Dubuc and Saguenay, to the west and south by the limit of the school municipality of Bersimis;
- (c) the Bersimis Indian reservation and the townships of Fafard and Godbout.

This school municipality is under the authority of the Manicouagan school board.

54. The du Golfe regional school board.

-The school municipality of Gagnon, maintained in its present territory, and to which are annexed the following non-organized territories:

- (a) the residue of the township of Chiasson;
- (b) the townships of Hachin, Grandin, Desruisseaux, Bruyas, Valois, Sauvageau, Quartier, Brien, Jauffret, Belle-Roche, Forgues, Villeray, Cormier, Chevré, Nadeau, Le Courtois, Fagundez, Godefroy, Berthelet, Hervieux, Lamontagne, Pérusse, Tardivel, Sénécal, Dion, Audubon, Blanchin, Pinet, Le Strat, Blondel, Tortellier, Bré-

Hesry, Leventoux, Bélanger, Lambertville, Stagni, Racicot, Noré, Tilly, Saussédats, Clément, Rémy, De Lino, Hiché, Chaumont, Forget, Bernard, Noël, Seignelay, Lauzon, Monrepos, Surveyer, Claudel, Beaudoin, Cabanac, Hind, Légal, Leduc, Bergeron, Malapart, Thury, Boucault, Roz, Bouat, Des Groseillers, Gervaise, Deschambault, Pachot, Cortéreal, Gomez, Sévestre, Menneval, Faber, Gueslis, Esmanville, Basset, St-Castin, Hauteville, Francheville, Vieux-Port, Raimbault, Normanville, Lislois et Frigon;

- c) un territoire situé au nord et à l'ouest du territoire décrit au paragraphe b) et limité à l'ouest par la limite ouest du district électoral de Saguenay et à l'est par le territoire d'Ashuanipi.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Gagnon.

-La municipalité scolaire de Hâvre-St-Pierre, comprenant la municipalité scolaire de Hâvre-St-Pierre à laquelle sont annexés les municipalités scolaires de Natashquan, Port-Menier, Rivière au Tonnerre ainsi que les territoires non organisés suivants:

- a) le résidu des cantons Bailloquet, Touzel, Margane, Fornel, Rocamadour, Mingan, Ternet, Des Herbiers, Johan-Beetz, La Richardière, Goynish, Natashquan;
- b) les cantons Rochemontaix, Charpeney, Coopman, Cugnet, Vigneau, Beaussier, Puyjalon, Parker, Longfellow, Courtemanche, Tête, Drucourt, Costebelle, Laurin et la seigneurie des Iles de Mingan;
- c) un territoire situé au nord des territoires ci-dessus décrits et borné à l'ouest par le prolongement vers le nord de la ligne de division des cantons Blanche

zel, Pétel, Conan, Hesry, Leventoux, Bélanger, Lambertville, Stagni, Racicot, Noré, Tilly, Saussédats, Clément, Rémy, De Lino, Hiché, Chaumont, Forget, Bernard, Noël, Seignelay, Lauzon, Monrepos, Surveyer, Claudel, Beaudoin, Cabanac, Hind, Légal, Leduc, Bergeron, Malapart, Thury, Boucault, Roz, Bouat, Des Groseillers, Gervaise, Deschambault, Pachot, Cortéreal, Gomez, Sévestre, Menneval, Faber, Gueslis, Esmauville, Basset, St-Castin, Hauteville, Francheville, Vieux-Port, Raimbault, Normanville, Lislois and Frigon;

- (c) a territory situated north and west of the territory described in sub-paragraph (b) and limited to the west by the western limit of the electoral district of Saguenay and to the east by the territory of Ashuanipi.

This school municipality is under the authority of the Gagnon school board.

-The school municipality of Hâvre-St-Pierre, comprising the school municipality of Hâvre-St-Pierre to which are annexed the school municipalities of Natashquan, Port-Menier, Rivière au Tonnerre and the following non-organized territories:

- (a) the remainder of the townships of Bailloquet, Touzel, Margane, Fornel, Rocamadour, Mingan, Ternet, Des Herbiers, Johan-Beetz, La Richardière, Goynish, Natashquan;
- (b) the townships of Rochemontaix, Charpeney, Coopman, Cugnet, Vigneau, Beaussier, Puyjalon, Parker, Longfellow, Courtemanche, Tête, Drucourt, Costebelle, Laurin and the seignior of the Mingan Islands;
- (c) a territory situated north of the above described territories and bounded to the west by the extension northerly of the dividing line between the town-

et Rochemonteix jusqu'au territoire d'Ashuanipi, à l'est par le 62ième méridien, jusqu'au territoire d'Ashuanipi et au nord par ledit territoire d'Ashuanipi.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Hâvre-St-Pierre.

-La municipalité scolaire de Port-Cartier, maintenue telle qu'érigée par l'arrêté en conseil numéro 1053 du 11 mars 1970 à laquelle sont annexés les territoires non organisés suivants:

- a) le résidu des cantons Babel, Grenier, Fitzpatrick et Cannon;
- b) les cantons Beauvais, Fléché, Abbadie et Pasteur;
- c) un territoire situé au nord et à l'ouest des territoires décrits ci-dessus et limité à l'ouest par une partie du 68ième méridien, à l'est par une partie du 67ième méridien, et au nord par la limite sud des cantons Jauffret, Belle-Roche, Forgues, Villeray et Cormier.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Port-Cartier.

-La municipalité scolaire de Schefferville, comprenant la municipalité scolaire de Schefferville.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Schefferville.

-La municipalité scolaire de Sept-Iles, comprenant la municipalité scolaire de Sept-Iles à laquelle sont annexés les territoires non organisés suivants:

- a) le résidu des cantons Moisie, Letellier et Arnaud;
- b) les cantons Blanche, Ashini, Bolduc, Falaise, Desportes, Laclèche, Boily, Guillemain, Dugas, Courchesne, Paquin et Desjourdy;
- c) un territoire situé au nord des cantons Abbadie, Beauvais, Letellier, Moisie et Blanche et limité à l'ouest par une partie

ships of Blanche and Rochemonteix to the territory of Ashuanipi, to the east by the 62nd meridian to the territory of Ashuanipi, and to the north by the said territory of Ashuanipi.

This school municipality is under the authority of the Hâvre-St-Pierre school board.

-The school municipality of Port-Cartier maintained as erected by order in council number 1053 dated March the 11th, 1970 to which are annexed the following non-organized territories:

- (a) the remainder of the township of Babel, Grenier, Fitzpatrick and Cannon;
- (b) the townships of Beauvais, Fléché, Abbadie and Pasteur;
- (c) a territory situated north and west of the above described territories and limited to the west by part of the 68th meridian, to the east by part of the 67th meridian and to the north by the south line of the townships of Jauffret, Belle-Roche, Forgues, Villeray and Cormier.

This school municipality is under the authority of the Port-Cartier school board.

-The school municipality of Schefferville, comprising the school municipality of Schefferville.

This school municipality is under the authority of the Schefferville school board.

-The school municipality of Sept-Iles, comprising the school municipality of Sept-Iles to which are annexed the following non-organized territories:

- (a) the remainder of the townships of Moisie, Letellier and Arnaud;
- (b) the townships of Blanche, Ashini, Bolduc, Falaise, Desportes, Laclèche, Boily, Guillemain, Dugas, Courchesne, Paquin and Desjourdy;
- (c) a territory situated north of the townships of Abbadie, Beauvais, Letellier, Moisie and Blanche and limited to the

du 67ième méridien, à l'est par la ligne séparative des districts électoraux de Saguenay et Duplessis et au nord par le territoire d'Ashuanipi.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Sept-Iles.

—La municipalité scolaire de Québec maintenue dans son territoire actuel.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la Commission des écoles catholiques de Québec et n'est pas membre d'une commission régionale.

west by part of the 67th meridian, to the east by the dividing line between the electoral districts of Saguenay and Duplessis and to the north by the territory of Ashuanipi.

This school municipality is under the authority of the Sept-Iles school board.

—The school municipality of Québec, maintained in its present territory.

This school municipality is under the authority of the Québec Catholic School Commission and belongs to no regional board.

ANNEXE B (*)

Les municipalités scolaires suivantes sont établies pour protestants au sens de l'article 49 de la Loi de l'instruction publique, tel que modifié par la présente loi, suivant l'article 1 de la présente loi; les commissions scolaires ayant juridiction sur ces municipalités sont, suivant les articles 2 et 3, membres d'une commission régionale, tel que ci-après indiqué.

1° La Commission scolaire régionale Gaspésia.

-La municipalité scolaire de Chaleur Bay, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Matapédia (érigée exclusivement pour protestants), Shoolbred, New Richmond (érigée exclusivement pour protestants) et Chaleur Bay (érigée exclusivement pour protestants). Cette municipalité scolaire comprend de plus le territoire sous la juridiction des commissions scolaires nouvelles membres de la Commission scolaire régionale de la Baie des Chaleurs et de la Commission scolaire régionale de la Matapédia décrit aux paragraphes 1° et 4° de l'annexe A.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire Chaleur Bay.

-La municipalité scolaire de Gaspé, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Belle Anse (érigée exclusivement pour protestants), Gaspé (érigée exclusivement pour protestants), Gaspé Bay North (érigée exclusivement pour protestants), Grande Grève, Entry Island (érigée exclusivement pour protestants), Grosse Ile, Old Harry et Murdochville (érigée exclusivement pour protestants). Cette municipalité scolaire comprend de plus le territoire sous la juridiction des commissions scolaires nouvelles membres de la Commission scolaire régionale des Iles, de la Commission scolaire régionale des Monts et de

(*) *Annexe modifiée par les arrêtés en conseil numéro 3139 du 14 septembre 1971, numéro 3262 du 22 septembre 1971 et numéro 3409 du 6 octobre 1971 en vertu de l'article 100 du chapitre 67 des lois de 1971.*

SCHEDULE B (*)

The following school municipalities are established for Protestants within the meaning of section 49 of the Education Act, as amended by this act, in accordance with section 1 of this act; under sections 2 and 3, the school boards having jurisdiction over such municipalities are members of a regional school board as hereinafter indicated.

1. The Regional School Board of Gaspesia.

-The school municipality of Chaleur Bay, constituted by the union of the school municipalities of Matapédia (erected exclusively for Protestants), Shoolbred, New Richmond (erected exclusively for Protestants) and Chaleur Bay (erected exclusively for Protestants). This school municipality comprises, in addition, the territory under the jurisdiction of the new school boards, members of the Baie des Chaleurs regional school board and the Matapédia regional school board described in paragraphs 1 and 4 of Schedule A.

This school municipality is under the authority of the Chaleur Bay school board.

-The school municipality of Gaspé, constituted by the union of the school municipalities of Belle Anse (erected exclusively for Protestants), Gaspé (erected exclusively for Protestants), Gaspé Bay North (erected exclusively for Protestants), Grande Grève, Entry Island (erected exclusively for Protestants), Grosse Ile, Old Harry and Murdochville (erected exclusively for Protestants). This school municipality comprises, in addition, the territory under the jurisdiction of the new school boards, members of the des Iles regional school board, the des Monts regional school board and the la Péninsule regional school

(*) *Schedule amended by orders in council number 3139 dated 14 September 1971, number 3262 dated 22 September 1971 and number 3409 dated 6 October 1971 under section 100 of chapter 67, 1971.*

la Commission scolaire régionale de la Péninsule décrit aux paragraphes 3°, 5° et 6° de l'annexe A. Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Gaspé.

2° La Commission scolaire régionale Eastern Québec.

—La municipalité scolaire de Greater Québec, constituée par la fusion des municipalités scolaires d'Aubert Gallion (érigée exclusivement pour protestants), Beauport (érigée exclusivement pour protestants), Chaudière (érigée exclusivement pour protestants), Coleraine & Thetford (érigée exclusivement pour protestants), Donnacona (érigée exclusivement pour protestants), Inverness, Greater Québec (érigée exclusivement pour protestants), Leeds South, Loretteville-St-Sauveur (érigée exclusivement pour protestants), Maple Grove (érigée exclusivement pour protestants), Métis-sur-Mer, Portneuf (érigée exclusivement pour protestants), St. Malachie (érigée exclusivement pour protestants), Stoneham (érigée exclusivement pour protestants) et Valcartier (érigée exclusivement pour protestants). Cette municipalité scolaire comprend de plus le territoire sous la juridiction des commissions scolaires nouvelles membres de la Commission scolaire régionale du Bas St-Laurent, de la Commission scolaire régionale de l'Amiante, de la Commission scolaire régionale de Charlevoix, de la Commission scolaire régionale de la Chaudière, de la Commission scolaire régionale Chauveau, de la Commission scolaire régionale du Grand-Portage, de la Commission scolaire régionale Jean-Talon, de la Commission scolaire régionale Louis-Fréchette, de la Commission scolaire régionale Orléans, de la Commission scolaire régionale Pascal-Taché, de la Commission scolaire régionale Tardivel et de la Commission scolaire régionale de Tilly, décrit aux para-

board described in paragraphs 3, 5 and 6 of Schedule A.

This school municipality is under the authority of the Gaspé school board.

2. The Eastern Québec Regional School Board.

—The School Municipality of Greater Québec, constituted by the union of the school municipalities of Aubert Gallion (erected exclusively for Protestants), Beauport (erected exclusively for Protestants), Chaudière (erected exclusively for Protestants), Coleraine & Thetford (erected exclusively for Protestants), Donnacona (erected exclusively for Protestants), Inverness, Greater Québec (erected exclusively for Protestants), Leeds South, Loretteville-St-Sauveur (erected exclusively for Protestants), Maple Grove (erected exclusively for Protestants), Métis-sur-Mer, Portneuf (erected exclusively for Protestants), St. Malachie (erected exclusively for Protestants), Stoneham (erected exclusively for Protestants) and Valcartier (erected exclusively for Protestants). This school municipality comprises, in addition, the territory under the jurisdiction of the new school boards, members of the Bas-St-Laurent regional school board, the l'Amiante regional school board, the Charlevoix regional school board, the la Chaudière regional school board, the Chauveau regional school board, the Grand-Portage regional school board, the Jean-Talon regional school board, the Louis-Fréchette regional school board, the Orléans regional school board, the Pascal-Taché regional school board, the Tardivel regional school board and the de Tilly regional school board, described in paragraphs 2, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 and 21 of Schedule A in addition to the territory under the jurisdiction of the following new school boards described in

phes 2°, 11°, 12°, 13°, 14°, 15°, 16°, 17°, 18°, 19°, 20° et 21° de l'annexe A ainsi que le territoire sous la juridiction des commissions scolaires nouvelles décrit au paragraphe 22° de l'annexe A:

- a) La commission scolaire de Jean-Rivard;
- b) La commission scolaire de Princeville.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Greater Québec.

-La municipalité scolaire de Saguenay, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Saguenay Valley (érigée exclusivement pour protestants), Chibougamau (érigée exclusivement pour protestants), Dolbeau (érigée exclusivement pour protestants), Girardville (érigée exclusivement pour protestants) et Springer Mountain (érigée exclusivement pour protestants). Cette municipalité scolaire comprend de plus le territoire sous la juridiction des commissions scolaires nouvelles membres de la Commission scolaire régionale du Lac St-Jean, de la Commission scolaire régionale Lapointe, de la Commission scolaire régionale Louis-Hémon et de la Commission scolaire régionale du Saguenay décrit aux paragraphes 7°, 8°, 9° et 10° de l'annexe A, ainsi que le territoire sous la juridiction de la commission scolaire nouvelle de Chapais-Chibougamau décrit au paragraphe 50° de l'annexe A.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Saguenay.

-La municipalité scolaire de Seven Islands, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Gagnon (érigée exclusivement pour protestants), Port-Cartier (érigée exclusivement pour protestants), Schéfferville (érigée exclusivement pour protestants) et Seven Islands (érigée exclusivement pour protestants). Cette municipalité scolaire comprend de plus les territoires suivants:

paragraph 22 of Schedule A:

- (a) The Jean-Rivard school board;
- (b) The Princeville school board.

This school municipality is under the authority of the Greater Québec School Board.

-The school municipality of Saguenay, formed by the union of the school municipalities of Saguenay Valley (erected exclusively for Protestants), Chibougamau (erected exclusively for Protestants), Dolbeau (erected exclusively for Protestants), Girardville (erected exclusively for Protestants) and Springer Mountain (erected exclusively for Protestants). This school municipality comprises, in addition, the territory under the jurisdiction of the new school boards, members of the Lac St-Jean regional school board, the Lapointe regional school board, the Louis-Hémon regional school board and the Saguenay regional school board, described in paragraphs 7, 8, 9 and 10 of Schedule A, in addition to the territory under the jurisdiction of the new Chapais-Chibougamau school board described in paragraph 50 of Schedule A.

This school municipality is under the authority of the Saguenay school board.

-The school municipality of Seven Islands, constituted by the union of the school municipalities of Gagnon (erected exclusively for Protestants), Port-Cartier (erected exclusively for Protestants), Schéfferville (erected exclusively for Protestants) and Seven Islands (erected exclusively for Protestants). This school municipality comprises, in addition, the following territories:

- a) Le territoire sous la juridiction des commissions scolaires nouvelles membres de la Commission scolaire régionale de la Côte-Nord, décrit au paragraphe 53° de l'annexe A, sauf le territoire sous la juridiction des syndicats d'écoles pour la municipalité de Baie-Comeau dans le comté de Saguenay;
- b) Le territoire sous la juridiction des commissions scolaires nouvelles membres de la Commission scolaire régionale du Golfe décrit au paragraphe 54° de l'annexe A.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Seven Islands.

-La municipalité scolaire St. Maurice, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Trois-Rivières-Cap-de-la-Madeleine (érigée exclusivement pour protestants), Shawinigan (érigée exclusivement pour protestants) et Upper St. Maurice (érigée exclusivement pour protestants). Cette municipalité scolaire comprend de plus le territoire sous la juridiction des commissions scolaires nouvelles membres de la Commission scolaire régionale de la Mauricie, de la Commission scolaire régionale Provencher et de la Commission scolaire régionale des Vieilles-Forges décrit aux paragraphes 23°, 24° et 26° de l'annexe A.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire St. Maurice.

3° La Commission scolaire régionale Eastern Townships.

-La municipalité scolaire de Lennoxville, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Compton County (érigée exclusivement pour protestants), Lennoxville, City of Sherbrooke (érigée exclusivement pour protestants), Stanstead County (érigée exclusivement pour protestants) et Agnès and Mégantic. Cette municipalité scolaire comprend de plus le territoire sous la

- (a) The territory under the jurisdiction of the new school boards, members of the la Côte-Nord regional school board, described in paragraph 53 of Schedule A, with the exception of the territory under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Baie-Comeau in the county of Saguenay;
- (b) The territory under the jurisdiction of the new school boards, members of the du Golfe regional school board described in paragraph 54 of Schedule A.

This school municipality is under the authority of the Seven Islands school board.

-The school municipality of St. Maurice, constituted by the union of the school municipalities of Trois-Rivières-Cap-de-la-Madeleine (erected exclusively for Protestants), Shawinigan (erected exclusively for Protestants) and Upper St. Maurice (erected exclusively for Protestants). This school municipality comprises, in addition, the territory under the jurisdiction of the new school boards, members of the la Mauricie regional school board, the Provencher regional school board and the des Vieilles Forges regional school board described in paragraphs 23, 24 and 26 of Schedule A.

This school municipality is under the authority of the St. Maurice school board.

3. The Eastern Townships Regional School Board.

-The school municipality of Lennoxville, constituted by the union of the school municipalities of Compton County (erected exclusively for Protestants), Lennoxville, City of Sherbrooke (erected exclusively for Protestants), Stanstead County (erected exclusively for Protestants) and Agnès and Mégantic. This school municipality comprises, in addition, the territory under the

jurisdiction des commissions scolaires nouvelles suivantes décrit au paragraphe 27° de l'annexe A.

- a) La commission scolaire de Coaticook;
- b) La commission scolaire d'East Angus;
- c) La commission scolaire du Lac-Mégantic;
- d) La commission scolaire de Magog, sauf le territoire sous la juridiction de la Commission scolaire régionale District of Bedford décrit au paragraphe 5° de la présente annexe.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Lennoxville.

-La municipalité scolaire St. Francis, constituée par la fusion des municipalités scolaires de St. Francis (érigée exclusivement pour protestants) et Asbestos-Danville-Shipton (érigée exclusivement pour protestants). Cette municipalité scolaire comprend de plus le territoire sous la juridiction des commissions scolaires nouvelles suivantes décrit aux paragraphes 22°, 25° et 27° de l'annexe A:

- a) La commission scolaire de Victoriaville;
- b) La commission scolaire de Warwick;
- c) La commission scolaire d'Acton Vale;
- d) La commission scolaire de Drummondville;
- e) La commission scolaire d'Asbestos.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire St. Francis.

4° La Commission scolaire régionale protestante de Châteauguay Valley.

-La municipalité scolaire de Lake St. Louis-Châteauguay, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Châteauguay (érigée exclusivement pour protestants) et Lake St. Louis (érigée exclusivement pour protestants). Cette municipalité scolaire comprend de plus le terri-

jurisdiction of the following new school boards described in paragraph 27 of Schedule A:

- (a) The Coaticook school board;
- (b) The East Angus school board;
- (c) The Lac-Mégantic school board;
- (d) The Magog school board, with the exception of the territory under the jurisdiction of the District of Bedford regional school board described in paragraph 5 of the present Schedule.

This school municipality is under the authority of the Lennoxville school board.

-The school municipality of St. Francis, constituted by the union of the school municipalities of St. Francis (erected exclusively for Protestants) and Asbestos-Danville-Shipton (erected exclusively for Protestants). This school municipality comprises, in addition, the territory under the jurisdiction of the following new school boards described in paragraphs 22, 25 and 27 of Schedule A:

- (a) The Victoriaville school board;
- (b) The Warwick school board;
- (c) The Acton Vale school board;
- (d) The Drummondville school board;
- (e) The Asbestos school board.

This school municipality is under the authority of the St. Francis school board.

4. The Protestant Regional School Board of Châteauguay Valley.

-The school municipality of Lake St. Louis-Châteauguay, constituted by the union of the school municipalities of Châteauguay (erected exclusively for Protestants) and Lake St. Louis (erected exclusively for Protestants). This school municipality comprises, in addition,

toire sous la juridiction des commissions scolaires nouvelles suivantes décrit au paragraphe 45° de l'annexe A:

- a) La commission scolaire de Beauharnois;
- b) La commission scolaire de Châteauguay.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Lake St. Louis-Châteauguay.

- La municipalité scolaire de Lakeshore, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Hudson (érigée exclusivement pour protestants), Ile Perrot (érigée exclusivement pour protestants) et Soulanges (érigée exclusivement pour protestants). Cette municipalité scolaire comprend de plus le territoire sous la juridiction des commissions scolaires nouvelles membres de la Commission scolaire régionale de Vaudreuil-Soulanges décrit au paragraphe 43° de l'annexe A, sauf le territoire sous la juridiction de la Commission scolaire régionale Laurentian décrit au paragraphe 6° de la présente annexe.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Lakeshore.

- La municipalité scolaire d'Orms-town, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Howick-Orms-town (érigée exclusivement pour protestants), Huntingdon, Franklin, Hemmingford et Salaberry-de-Valleyfield (érigée exclusivement pour protestants). Cette municipalité scolaire comprend de plus le territoire sous la juridiction des commissions scolaires nouvelles membres de la Commission scolaire régionale Salaberry décrit au paragraphe 42° de l'annexe A, ainsi que le territoire sous la juridiction de la commission scolaire nouvelle de Lévis-Sauvé décrit au paragraphe 45° de l'annexe A.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire d'Orms-town.

the territory under the jurisdiction of the following new school boards described in paragraph 45 of Schedule A:

- (a) The Beauharnois school board;
- (b) The Châteauguay school board.

This school municipality is under the authority of the Lake St. Louis-Châteauguay school board.

- The school municipality of Lakeshore, constituted by the union of the school municipalities of Hudson (erected exclusively for Protestants), Ile Perrot (erected exclusively for Protestants) and Soulanges (erected exclusively for Protestants). This school municipality comprises, in addition, the territory under the jurisdiction of the new school boards, members of the Vaudreuil-Soulanges regional school board described in paragraph 43 of Schedule A, with the exception of the territory under the jurisdiction of the Laurentian regional school board described in paragraph 6 of the present Schedule.

This school municipality is under the authority of the Lakeshore school board.

- The school municipality of Orms-town, constituted by the union of the school municipalities of Howick-Orms-town (erected exclusively for Protestants), Huntingdon, Franklin, Hemmingford and Salaberry-de-Valleyfield (erected exclusively for Protestants). This school municipality comprises, in addition, the territory under the jurisdiction of the new school boards, members of the Salaberry regional school board described in paragraph 42 of Schedule A, in addition to the territory under the jurisdiction of the new Lévis-Sauvé school board described in paragraph 45 of Schedule A.

This school municipality is under the authority of the Orms-town school board.

- 5° La Commission scolaire régionale protestante District of Bedford.
- La municipalité scolaire de Cowansville, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Bedford, Clarenceville, Cowansville, Ville de Farnham (érigée exclusivement pour protestants), City of Granby (érigée exclusivement pour protestants), Knowlton, Stanbridge East, Sutton (érigée exclusivement pour protestants et Waterloo (érigée exclusivement pour protestants). Cette municipalité scolaire comprend de plus les territoires suivants:
- a) Le territoire sous la juridiction de la commission scolaire nouvelle de Farnham décrit au paragraphe 33° de l'annexe A;
 - b) Le territoire sous la juridiction de la commission scolaire nouvelle de St-Césaire décrit au paragraphe 39° de l'annexe A;
 - c) La parcelle du territoire sous la juridiction de la commission scolaire nouvelle de Granby mentionnée au paragraphe 39° de l'annexe A qui n'est pas sous la juridiction de la commission scolaire nouvelle de St. Francis mentionnée au paragraphe 3° de la présente annexe;
 - d) La parcelle du territoire sous la juridiction de la commission scolaire nouvelle de Waterloo mentionnée au paragraphe 39° de l'annexe A qui n'est pas sous la juridiction de la commission scolaire nouvelle de St. Francis mentionnée au paragraphe 3° de la présente annexe;
 - e) Le territoire de la commission scolaire nouvelle de Missisquoi-Cowansville décrit au paragraphe 41° de l'annexe A.
- Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire Cowansville.
- 6° La Commission scolaire régionale Laurentian.
- La municipalité scolaire d'Argenteuil, constituée par la fusion des municipalités scolaires d'Argenteuil (érigée exclusivement pour protes-
5. The Protestant Regional School Board of the District of Bedford.
- The school municipality of Cowansville, constituted by the union of the school municipalities of Bedford, Clarenceville, Cowansville, Town of Farnham (erected exclusively for Protestants), City of Granby (erected exclusively for Protestants), Knowlton, Stanbridge East, Sutton (erected exclusively for Protestants) and Waterloo (erected exclusively for Protestants). This school municipality comprises, in addition, the following territories:
- (a) The territory under the jurisdiction of the new Farnham school board described in paragraph 33 of Schedule A;
 - (b) The territory under the jurisdiction of the new St-Césaire school board described in paragraph 39 of Schedule A;
 - (c) That part of the territory under the jurisdiction of the new Granby school board mentioned in paragraph 39 of Schedule A, and which is not under the jurisdiction of the new St. Francis school board mentioned in paragraph 3 of the present Schedule;
 - (d) That part of the territory under the jurisdiction of the new Waterloo school board mentioned in paragraph 39 of Schedule A, and which is not under the jurisdiction of the new St. Francis school board mentioned in paragraph 3 of the present Schedule;
 - (e) The territory of the new Missisquoi-Cowansville school board described in paragraph 41 of Schedule A.
- This school municipality is under the authority of the Cowansville school board.
6. The Laurentian Regional School Board.
- The school municipality of Argenteuil, constituted by the union of the school municipalities of Argenteuil (erected exclusively for Pro-

tants), Arundel, Grenville (érigée exclusivement pour protestants), Laurentia (érigée exclusivement pour protestants), Morin Heights (érigée exclusivement pour protestants), Rouge River (érigée exclusivement pour protestants), Shawbridge (érigée exclusivement pour protestants) et Ste-Adèle (érigée exclusivement pour protestants). Cette municipalité scolaire comprend de plus les territoires suivants:

- a) Le territoire sous la juridiction des commissions scolaires nouvelles membres de la Commission scolaire régionale Dollard-des-Ormeaux décrit au paragraphe 31° de l'annexe A;
- b) Le territoire sous la juridiction de la commission scolaire nouvelle membre de la Commission scolaire régionale des Laurentides décrit au paragraphe 35° de l'annexe A, sauf le territoire sous la juridiction des syndicats d'écoles pour la municipalité de Laurentienne dans les comtés d'Argenteuil et de Terrebonne et sauf le territoire sous la juridiction de la Commission scolaire régionale d'Ottawa Valley décrit au paragraphe 9° de la présente annexe.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire d'Argenteuil.

7° La Commission scolaire régionale North Island.

-La municipalité scolaire de Lauroville constituée par la fusion des municipalités scolaires de Joliette (érigée exclusivement pour protestants), Lake of Two Mountains (érigée exclusivement pour protestants), Lauroville (érigée exclusivement pour protestants), Rawdon et Repentigny (érigée exclusivement pour protestants). Cette municipalité scolaire comprend de plus les territoires suivants:

- a) Le territoire sous la juridiction des commissions scolaires nou-

testants), Arundel, Grenville (erected exclusively for Protestants), Laurentia (erected exclusively for Protestants), Morin Heights (erected exclusively for Protestants), Rouge River (erected exclusively for Protestants), Shawbridge (erected exclusively for Protestants) and Ste-Adèle (erected exclusively for Protestants). This school municipality comprises, in addition, the following territories:

- (a) The territory under the jurisdiction of the new school boards, members of the Dollard-des-Ormeaux regional school board described in paragraph 31 of Schedule A;
- (b) The territory under the jurisdiction of the new school board, member of the Laurentides regional school board described in paragraph 35 of Schedule A, with the exception of the territory under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Laurentienne in the counties of Argenteuil and Terrebonne, and with the exception of the territory under the jurisdiction of the Ottawa Valley regional school board described in paragraph 9 of the present Schedule.

This school municipality is under the authority of the Argenteuil school board.

7. North Island Regional School Board.

-The school municipality of Lauroville, constituted by the union of the school municipalities of Joliette (erected exclusively for Protestants), Lake of Two Mountains (erected exclusively for Protestants), Lauroville (erected exclusively for Protestants), Rawdon and Repentigny (erected exclusively for Protestants). This school municipality comprises, in addition, the following territories:

- (a) The territory under the jurisdiction of the new school boards,

velles membres de la Commission scolaire régionale Deux-Montagnes, décrit au paragraphe 30° de l'annexe A, sauf le territoire sous la juridiction de la Commission scolaire régionale Laurentian décrit au paragraphe 6° de la présente annexe;

- b) Le territoire sous la juridiction des commissions scolaires nouvelles membres de la Commission scolaire régionale Lanaudière décrit au paragraphe 34° de l'annexe A, sauf le territoire sous la juridiction de ladite Commission scolaire régionale Laurentian;
- c) Le territoire sous la juridiction de la commission scolaire nouvelle membre de la Commission scolaire régionale Le Gardeur décrit au paragraphe 36° de l'annexe A;
- d) Cette parcelle du territoire sous la juridiction de la Commission scolaire régionale des Mille-Isles décrit au paragraphe 40° de l'annexe A et située hors de l'Ile Jésus;
- e) Le territoire sous la juridiction de la commission scolaire nouvelle de Terrebonne décrit au paragraphe 32° de l'annexe A.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire Laurenvale.

-La municipalité scolaire de Laval, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Greater St. Martin (érigée exclusivement pour protestants) et Les Écores (érigée exclusivement pour protestants). Cette municipalité scolaire comprend de plus le territoire sous la juridiction de la commission scolaire nouvelle Duvernay décrit au paragraphe 32° de l'annexe A ainsi que le territoire sous la juridiction des commissions scolaires nouvelles membres de la Commission scolaire régionale Maisonneuve et cette parcelle de territoire sous la juridiction de la Commission scolaire régionale des Mille-Isles située sur l'Ile Jésus

members of the Deux-Montagnes regional school board described in paragraph 30 of Schedule A, with the exception of the territory under the jurisdiction of the Laurentian regional school board described in paragraph 6 of the present Schedule;

- (b) The territory under the jurisdiction of the new school boards, members of the Lanaudière regional school board described in paragraph 30 of Schedule A, with the exception of the territory under the jurisdiction of the said Laurentian regional school board;
- (c) The territory under the jurisdiction of the new school board, member of the Le Gardeur regional school board described in paragraph 36 of Schedule A;
- (d) That part of the territory under the jurisdiction of the Mille-Isles regional school board described in paragraph 40 of Schedule A and situated outside Ile Jésus;
- (e) The territory under the jurisdiction of the new Terrebonne school board described in paragraph 32 of Schedule A.

This school municipality is under the authority of the Laurenvale school board.

-The school municipality of Laval, constituted by the union of the school municipalities of Greater St. Martin (erected exclusively for Protestants) and Les Écores (erected exclusively for Protestants). This school municipality comprises, in addition, the territory under the jurisdiction of the new Duvernay school board described in paragraph 32 of Schedule A, in addition to the territory under the jurisdiction of the new school boards, members of the Maisonneuve regional school board and that part of the territory under the jurisdiction of the Mille-Isles regional school board situated on Ile Jésus

décrits aux paragraphes 38° et 40° de ladite annexe A.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Laval.

8° La Commission scolaire régionale protestante South Shore.

-La municipalité scolaire de Greenfield Park, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Ville de Candiac (érigée exclusivement pour protestants), Greater Laprairie (érigée exclusivement pour protestants), Ville de Greenfield Park, Lacolle (érigée exclusivement pour protestants), St. Hubert (érigée exclusivement pour protestants) et Cité de St. Jean (érigée exclusivement pour protestants). Cette municipalité scolaire comprend de plus les territoires suivants:

- a) Le territoire sous la juridiction des commissions scolaires nouvelles membres de la Commission scolaire régionale Honoré-Mercier décrit au paragraphe 33° de l'annexe A, sauf le territoire sous la juridiction de la Commission scolaire régionale District of Bedford décrit au paragraphe 5° de la présente annexe;
- b) Le territoire sous la juridiction des commissions scolaires nouvelles membres de la Commission scolaire régionale Lignery, décrit au paragraphe 37° de l'annexe A, sauf le territoire sous la juridiction de la Commission scolaire régionale Châteauguay Valley décrit au paragraphe 4° de la présente annexe;
- c) La parcelle du territoire indiquée comme étant la municipalité scolaire de St-Hubert sous la juridiction de la commission scolaire nouvelle de St-Hubert décrite au paragraphe 29° de l'annexe A.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Greenfield Park.

described in paragraphs 38 and 40 of the said Schedule A.

This school municipality is under the authority of the Laval school board.

8. The South Shore Protestant Regional School Board.

-The school municipality of Greenfield Park, constituted by the union of the school municipalities of the Town of Candiac (erected exclusively for Protestants), Greater Laprairie (erected exclusively for Protestants), the Town of Greenfield Park, Lacolle (erected exclusively for Protestants), St. Hubert (erected exclusively for Protestants) and the City of St. John's (erected exclusively for Protestants). This school municipality comprises, in addition, the following territories:

- (a) The territory under the jurisdiction of the new school boards, members of the Honoré-Mercier regional school board described in paragraph 33 of Schedule A, with the exception of the territory under the jurisdiction of the District of Bedford regional school board described in paragraph 5 of the present Schedule;
- (b) The territory under the jurisdiction of the new school boards, members of the Lignery regional school board, described in paragraph 37 of Schedule A, with the exception of the territory under the jurisdiction of the Châteauguay Valley regional school board described in paragraph 4 of the present Schedule;
- (c) That part of the territory shown as being the school municipality of St-Hubert under the jurisdiction of the new St-Hubert school board described in paragraph 29 of Schedule A.

This school municipality is under the authority of the Greenfield Park school board.

-La municipalité scolaire de Richelieu Valley, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Chambly-Richelieu, Greater St. Hyacinthe (érigée exclusivement pour protestants), Otterburn-Mont-St-Hilaire (érigée exclusivement pour protestants), Richelieu Valley (érigée exclusivement pour protestants) et Greater Sorel (érigée exclusivement pour protestants). Cette municipalité scolaire comprend de plus les territoires suivants:

- a) Le territoire sous la juridiction des commissions scolaires nouvelles membres de la Commission scolaire régionale Carignan décrit au paragraphe 28° de l'annexe A;
- b) Le territoire sous la juridiction des commissions scolaires nouvelles membres de la Commission scolaire régionale de l'Yamaska décrit au paragraphe 44° de l'annexe A;
- c) Le territoire sous la juridiction des commissions scolaires nouvelles membres de la Commission scolaire régionale de Chambly décrit au paragraphe 29° de l'annexe A, sauf le territoire sous la juridiction des commissions scolaires nouvelles de Longueuil-St. Lambert et Greenfield Park décrit au paragraphe 8° de la présente annexe.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Richelieu Valley.

-La municipalité scolaire de Longueuil-St. Lambert, constituée par la fusion des municipalités scolaires de St. Lambert et Longueuil (érigée exclusivement pour protestants).

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Longueuil-St. Lambert.

9° La Commission scolaire régionale protestante Ottawa Valley.

-La municipalité scolaire Greater Hull, constituée par la fusion des municipalités scolaires d'Aylmer (érigée exclusivement pour protes-

-The school municipality of Richelieu Valley, constituted by the union of the school municipalities of Chambly-Richelieu, Greater St. Hyacinthe (erected exclusively for Protestants), Otterburn-Mont-St-Hilaire (erected exclusively for Protestants), Richelieu Valley (erected exclusively for Protestants) and Greater Sorel (erected exclusively for Protestants). This school municipality comprises, in addition, the following territories:

- (a) The territory under the jurisdiction of the new school boards, members of the Carignan regional school board described in paragraph 28 of Schedule A;
- (b) The territory under the jurisdiction of the new school boards, members of the l'Yamaska regional school board described in paragraph 44 of Schedule A;
- (c) The territory under the jurisdiction of the new school boards, members of the Chambly regional school board described in paragraph 29 of Schedule A, with the exception of the territory under the jurisdiction of the new Longueuil-St-Lambert and Greenfield Park school boards described in paragraph 8 of the present Schedule.

This school municipality is under the authority of the Richelieu Valley school board.

-The school municipality of Longueuil-St. Lambert, constituted by the union of the school municipalities of St. Lambert and Longueuil (erected exclusively for Protestants).

This school municipality is under the authority of the Longueuil-St. Lambert school board.

9. The Ottawa Valley Protestant Regional School Board.

-The school municipality of Greater Hull, constituted by the union of the school municipalities of Aylmer (erected exclusively for Protes-

tants), Aylwin (érigée exclusivement pour protestants), Buckingham (érigée exclusivement pour protestants), Cascades (érigée exclusivement pour protestants), Greater Hull (érigée exclusivement pour protestants), Maniwaki (érigée exclusivement pour protestants) et Namur (érigée exclusivement pour protestants). Cette municipalité scolaire comprend de plus les territoires suivants:

- a) Le territoire sous la juridiction des commissions scolaires nouvelles membres de la Commission scolaire régionale Henri-Bourassa décrit au paragraphe 46° de l'annexe A;
- b) Le territoire sous la juridiction des commissions scolaires nouvelles membres de la Commission scolaire régionale Papineau décrit au paragraphe 48° de l'annexe A;
- c) Le territoire sous la juridiction des commissions scolaires nouvelles suivantes décrit au paragraphe 47° de l'annexe A:
 - 1) La commission scolaire d'Aylmer;
 - 2) La commission scolaire de Champlain;
 - 3) La commission scolaire de Gatineau;
 - 4) La commission scolaire de Outaouais-Hull.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire Greater Hull.

-La municipalité scolaire de Noranda, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Farmborough (érigée exclusivement pour protestants), Malartic (érigée exclusivement pour protestants), City of Noranda (érigée exclusivement pour protestants), Senneterre (érigée exclusivement pour protestants), Temiskamingue (érigée exclusivement pour protestants) et Val d'Or-Bourlamaque (érigée exclusivement pour protestants). Cette municipalité scolaire comprend de plus les territoires suivants:

tants), Aylwin (erected exclusively for Protestants), Buckingham (erected exclusively for Protestants), Cascades (erected exclusively for Protestants), Greater Hull (erected exclusively for Protestants), Maniwaki (erected exclusively for Protestants) and Namur (erected exclusively for Protestants). This school municipality comprises, in addition, the following territories:

- (a) The territory under the jurisdiction of the new school boards, members of the Henri-Bourassa regional school board described in paragraph 46 of Schedule A;
- (b) The territory under the jurisdiction of the new school boards, members of the Papineau regional school board described in paragraph 48 of Schedule A;
- (c) The territory under the jurisdiction of the following new school boards described in paragraph 47 of Schedule A:
 - (1) The Aylmer school board;
 - (2) The Champlain school board;
 - (3) The Gatineau school board;
 - (4) The Outaouais-Hull school board.

This school municipality is under the authority of the Greater Hull school board.

-The school municipality of Noranda, constituted by the union of the school municipalities of Farmborough (erected exclusively for Protestants), Malartic (erected exclusively for Protestants), City of Noranda (erected exclusively for Protestants), Senneterre (erected exclusively for Protestants), Temiskamingue (erected exclusively for Protestants) and Val d'Or-Bourlamaque (erected exclusively for Protestants). This school municipality comprises, in addition, the following territories:

- a) Le territoire sous la juridiction des commissions scolaires nouvelles membres de la Commission scolaire régionale du Cuivre décrit au paragraphe 49° de l'annexe A, sauf le territoire sous la juridiction des syndicats d'écoles pour la municipalité de Rouyn, dans le comté de Rouyn-Noranda;
- b) Le territoire sous la juridiction des commissions scolaires nouvelles membres de la Commission scolaire régionale Harricana décrit au paragraphe 50° de l'annexe A, sauf le territoire sous la juridiction de la Commission scolaire régionale Eastern Québec décrit au paragraphe 2° de la présente annexe;
- c) Le territoire sous la juridiction des commissions scolaires nouvelles membres de la Commission scolaire régionale Lalonde décrit au paragraphe 51° de l'annexe A;
- d) Le territoire sous la juridiction des commissions scolaires nouvelles membres de la Commission scolaire régionale La Vérendrye décrit au paragraphe 52° de l'annexe A.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Noranda.

-La municipalité scolaire de Shawville, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Central Pontiac (érigée exclusivement pour protestants), Onslow (érigée exclusivement pour protestants) et Pontiac County West (érigée exclusivement pour protestants). Cette municipalité scolaire comprend de plus le territoire sous la juridiction de la commission scolaire nouvelle de Pontiac décrit au paragraphe 47° de l'annexe A.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la commission scolaire de Shawville.

- (a) The territory under the jurisdiction of the new school boards, members of the du Cuivre regional school board described in paragraph 49 of Schedule A, with the exception of the territory under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Rouyn, in the county of Rouyn-Noranda;
- (b) The territory under the jurisdiction of the new school boards, members of the Harricana regional school board described in paragraph 50 of Schedule A, with the exception of the territory under the jurisdiction of the Eastern Québec regional school board described in paragraph 2 of the present Schedule;
- (c) The territory under the jurisdiction of the new school boards, members of the Lalonde regional school board described in paragraph 51 of Schedule A;
- (d) The territory under the jurisdiction of the new school boards, members of the La Vérendrye regional school board described in paragraph 52 of Schedule A.

This school municipality is under authority of the Noranda School board.

-The school municipality of Shawville, constituted by the union of the school municipalities of Central Pontiac (erected exclusively for Protestants), Onslow (erected exclusively for Protestants) and Pontiac County West (erected exclusively for Protestants). This school municipality comprises, in addition, the territory under the jurisdiction of the new Pontiac school board described in paragraph 47 of Schedule A.

This school municipality is under the authority of the Shawville school board.